

FIFTH PARLIAMENT

THIRD ORDINARY SESSION



DAILY HANSARD REPORT

THURSDAY 10 OCTOBER 2019

HANSARD REPORT OF THE PAN-AFRICAN PARLIAMENT



FIFTH PARLIAMENT

THIRD SESSION

Thursday, 10 October 2019

The House met at 09.01 am

[The President in the Chair]

M. LE PRÉSIDENT : Chers collègues, bonjour.

Je vous invite à observer une minute de silence pour prier ou méditer.

(Une minute de silence, de prière ou de méditation est observée)

Veillez-vous asseoir !

(Coup de maillet)

La séance est reprise !

Honorables membres,

Je voudrais vous souhaiter à nouveau la bienvenue dans notre salle de réunions. Je salue la présence parmi nous de ceux de nos accompagnateurs qui ne nous quittent jamais, Mesdames et Messieurs les traducteurs, Mesdames et Messieurs les hommes et les femmes des médias, et tous ceux qui nous font l'honneur de suivre nos travaux.

Je voudrais vous inviter à la sérénité et à continuer à travailler d'arrache-pied pour l'intérêt des peuples africains.

Chers collègues,

Il serait pour nous une honte de ne pas pouvoir nous atteler aux tâches qui nous incombent.

Sur ce, Mesdames et Messieurs les députés, ce Parlement sera ce que nous voulions qu'il soit demain et notre responsabilité sera engagée si nous n'avons pas suivi le rêve

des pères-fondateurs du panafricanisme, c'est-à-dire unir notre continent au lieu de le diviser.

Sur ce, conformément aux dispositions de l'article 38 (1) (h) du Règlement intérieur, j'ai l'honneur et le grand plaisir, d'inviter S.E.M. Albert Muchanga, Commissaire au Commerce et à l'Industrie de l'Union africaine, à entrer dans la Chambre.

L'Honorable KABILA est-elle dans la Chambre ?

Non !

Ah ! Vous êtes où ?

Ah, d'accord, je ne la voyais pas.

Commissaire Muchanga,

Le Parlement panafricain est très heureux de vous recevoir et vous remercie pour votre temps et l'amitié que vous accordez tout le temps au Parlement panafricain. Votre présence ici répond aux dispositions du Protocole instituant la Communauté économique africaine et qui stipule que : « *Les commissaires à l'Union africaine doivent venir éclairer le Parlement panafricain dans tous les domaines dont ils ont en charge* ».

Heureusement pour nous, votre présence ne nous a jamais fait défaut et je suis sûr que les éclaircissements que vous allez donner, ici aujourd'hui, édifieront les parlementaires panafricains que nous sommes. Loin de penser qu'il y a dualisme entre les commissaires de l'Union africaine et le Parlement panafricain, nous vous affirmons que nous travaillons tous pour le même intérêt qui est celui des peuples africains. C'est pour cette raison que nous vous saluons et nous vous ovationnons dans cette salle.

Je vous remercie, Monsieur le Commissaire.

(Applaudissements)

Maintenant, je donne la parole à l'Honorable Kabila qui l'a souhaitée.

Honorable Kabila, vous avez la parole !

HON. JAYNET KABILA [REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO] : Merci Honorable Président de m'accorder la parole.

Comme je le disais la fois passée, vous le savez très bien qu'on a perdu le Président MUGABE, un vaillant fils du continent africain et j'avais déposé hier un avis de motion écrit pour lui rendre un hommage mérité. Merci c'était ça.

M. LE PRÉSIDENT : Est-ce que vous pouvez nous donner la teneur de votre avis de motion et qui seconde la motion ?

Il n'y a pas de copie ? Vous avez déjà déposé ?

Bon, chers collègues, notre collègue a déposé au Secrétariat...

Vous avez retrouvé la teneur de votre motion madame la députée ?

HON. JAYNET KABILA [RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO]: Merci honorable Président.

Je n'ai pas encore retrouvé, honorable président. Si vous pouvez me donner quelques minutes, je vais retrouver ça. Merci.

M. LE PRÉSIDENT : Secrétariat, vous avez reçu l'avis de motion ?

HON. JAYNET KABILA [RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO] : J'ai trouvé le texte honorable président. Merci.

Projet de motion pour rendre hommage à Son Excellence Robert Gabriel MUGABE, ancien Président de la République de Zimbabwe.

Rappelant que l'ancien Président de la République de Zimbabwe, Son Excellence Robert Gabriel MUGABE, fervent panafricaniste, a défendu son pays et l'Afrique à travers le monde ;

Conscient de sa quête pour la dignité de l'Afrique et du traitement égalitaire des pays africains dans le concert des nations ;

Conscient de sa détermination de promouvoir et de protéger les droits fondamentaux des femmes, des jeunes et des enfants ;

Conscient également de son plaidoyer en faveur de la femme en tant que partenaire potentielle et incontournable au développement du continent africain ;

Reconnaissant l'héritage qu'il a laissé, non seulement au Zimbabwe, à l'Afrique, mais aussi au monde entier ;

Notant les importantes leçons apprises de lui en termes de solidarité et d'engagement pour l'Afrique ;

Reconnaissant également son engagement ferme et la détermination de feu Son Excellence Robert Gabriel MUGABE, pour assurer l'autonomie financière de la Commission de l'Union africaine, afin de permettre au continent africain de s'approprier de ses programmes ;

Le Parlement panafricain décide de se joindre aux dirigeants africains, aux peuples Zimbabwéens, africains et ceux du reste du monde pour rendre un hommage mérité à ce héros tombé à l'âge de 95 ans.

Fait à Midrand, le 9 octobre 2019.

Motion introduite par Jaynet KABILA et appuyée par les honorables Haïdara Aichata CISSE et Jacqueline AMONGIN.

Je vous remercie.

M. LE PRÉSIDENT : Merci beaucoup chère collègue.

La motion ainsi introduite conformément aux dispositions du règlement intérieur, sera débattue dans les 72 heures ouvrables de notre session.

Pas d'observation, pas d'objection. Le Secrétariat général, vous prenez note, c'est-à-dire, cette motion sera débattue mercredi le 16 septembre, compte tenu du fait que nous n'allons pas tenir de session de plénière lundi et mardi. Et la discussion d'un projet de motion ne peut excéder plus d'une heure.

Merci beaucoup.

Monsieur le Secrétaire général, donnez-nous l'ordre du jour de nos travaux.

M. LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL : Merci Excellence.

L'ordre du jour des travaux appelle la présentation et débat sur le lancement et la mise en œuvre de la zone de libre-échange continentale africaine.

M. LE PRÉSIDENT : Merci. Présentation et débat sur le lancement et la mise en œuvre de la zone de libre-échange continentale africaine, (ZLECA).

J'invite Son Excellence Monsieur Albert M. MUCHANGA, Commissaire du commerce et de l'industrie de l'Union africaine, à faire sa présentation.

Commissaire, vous avez la parole.

HE ALBERT M. MUCHANGA [COMMISSIONER FOR TRADE & INDUSTRY, AU] :

The Rt. Honourable Nkodo Dang, President of the Pan-African Parliament, all Members of the Pan-African Parliament, the Secretary General/Clerk of the Pan-African Parliament, Staff of the Pan-African Parliament, Distinguished Guests, Ladies and Gentlemen. It gives me great pleasure to address the Third Ordinary Session of the Fifth Pan-African Parliament on the topic "The Launching and Implementation of the African Continental Free Trade Area – AFCTA." I would also like to thank the Rt. Honourable Nkodo Dang, President of the Pan-African Parliament for his kind invitation to me to address this august House. The Pan-African Parliament is expected to play a even greater role as we progress towards the African Economic Community envisaged in the treaty establishing the African Economic Community or the Abuja Treaty of 1991 as it is often called.

In order to provide you with a comprehensive update on the African Continental Free Trade Area, I have divided my intervention in four main parts. I will start with the launch of the Operational Phase of the African Continental Free Trade Area. Thereafter, I will deal with preparations for the start of trading under the African Continental Free Trade Area, which is targeted for the 1st July 2020. This will be followed with the presentation on Phase two: Negotiations. I will end by suggesting some roles that could be played by the Pan-African Parliament in the implementation of the Agreement establishing the African Continental Free Trade Area as well as suggest ways and means of the Pan-African Parliament achieving its objective of transforming into a continental Legislative Assembly. The Rt. Honourable President of the Pan-African Parliament, Honourable Members of the Pan-African Parliament, you will recall that during the 32nd Ordinary Session of the Assembly held on the 10th and 11th of February 2019 in Addis Ababa, Ethiopia, the African Union Heads of State and Government decided to hold an Extra-Ordinary Summit in July 2019 in Niamey, Niger, the aim was to celebrate the first anniversary of the signing of the African Continental Free Trade Agreement, launch the Operational Phase of the African Continental Free Trade Market and decide on the

location and organizational structure of the Secretariat on the African Continental Free Trade Area. Accordingly, the African Union Heads of State and Government assembled in Niamey, Niger on July 7, 2019 for their 12th Extra-Ordinary Summit. When people always ask about what was launched in Niamey on 7th July 2019, the Launch of the Operational Phase on the African Continental Free Trade Area in Niamey consisted of the unveiling and launching Five Key Operational Instruments that are vital for the effective and successful implementation of the Agreement establishing the African Continental free Trade Area. These are the African Continental Free Trade Area Rules of Origin. Online negotiation, password protected portal, which will result in schedule of procession in trade and goods; Pan-African payments and settlements system, continental online mechanism for monitoring, reporting and elimination of non-tariff barriers and dashboard of the African Trade Observatory.

Let me now say a few words on each of these instruments. The African Continental Free Trade Area Rules of Origin are one of the most important pillars of the Trade Agreement. They will determine whether or not goods will be eligible for preferential treatments in the African Continental Free Trade Area Market. They are, in a sense, a passport that helps determine the goods that are tax-free under the rules of the African Continental Free Trade Area. This means that products will not qualify as a regional venture within the African Continental Free Trade Area Market and if they do not qualify, they will continue attracting duties. It is important to note that inappropriate administration of the African Continental free Trade and Rules of Origin by customs issues is very critical. This is because it has the potential to stimulate the development and sustainability of regional and continental value chains. Africa needs these in order to promote economic diversification and structural transformation as well as make our economies more competitive. When effecting implementation of Rules of Origin, our industrialization will develop very rapidly. In this respect, there will be strict implementation of the Rules of Origin in order to ensure that there are no transshipments of goods from third parties. Such transshipments of trade deflation can undermine both the African Continental Free Trade and Market and our drive for industrialization.

A second instrument is the African Continental Free Trade Area online, negotiating, password-protected portal. This is an online tool accessible to all State Parties, which will assist them in their negotiations. The tool will consist of a collaborative platform to exchange the list of products defined as a trade level line as well as the tariffs that could be applied. The overheads will all be shared through the system upon approval by a Member State or State Party. The Platform will also provide a tool suggesting product lists as well as potential starting points for negotiations, taking into account the variables such as tariff revenue and export potential of a given State Party. Furthermore, the portal will be the repository for most-favoured nation tariffs and the non-sensitive tariffs which is 90%. Ultimately, the portal will have minimal information on all tariff lines that is 100%. The output of this portal will be a schedule of tariff concessions in trade and goods.

A third instrument is the Pan-African Payments and Settlement System. This is being developed by the African Export-Import Bank (Afreximbank). It is the first dedicated continental system to connect the processing, clearing and settlement of Inter-African Trade and Commercial Payments. This is an innovative tool that will help address one of the main constraints affecting Inter-African Trade which is the existence of several currencies across Africa, the majority of which are non-collatable. The Pan-African Payment and Settlement System will interconnect all actors in the payments landscape with the purpose of accelerating trade as well as interconnecting Central Banks, financial services providers, businesses and end-users to address market challenges. As a digital platform, it also enables to capture informal cross-border trade and in the process raise the level of Inter-African Trade by a minimum of 15 per cent. Furthermore, the African Export Import Bank expects that the system will save the African Continent about US\$5 billion, annually, in transaction costs.

The third instrument is the Online African Continental Free Trade Area Non-tariff Barriers Reporting, Monitoring and Elimination Mechanism. The mechanism will allow for confidential exchange of information among the State Parties aimed at monitoring and resolving Trade concerns that relate to restrictive regulations and procedures. Other than tariffs, these make importation or exportation of products both difficult and costly. Through this mechanism, which we have features and facilities for web-based

and Short Message Services (SMS) reporting, a State Party or any economic operator may register a complaint or trade concern regarding a non-tariff-barrier. Non-tariff-barrier notifications will be received by the focal points of the reporting country, the responding country and the African Continental Free Trade Area Secretariat for processing. Summaries of reported non-tariff-barriers and status of the resolutions will be accessible through the online site. This is a very important tool because non-tariff-barriers are sometimes more prevalent than tariffs in restricted trade. Consequently, the mechanism will enhance transparency and provide for easy follow-up on progress in the resolutions reported and identified non-tariff-barriers. Disputes that are not resolved will go to a dispute settlement process. Our hope is for early resolution of all non-tariff-barriers before they are taken to the disputes settlement process.

The Fifth and last instrument is the Dashboard of the African Trade Observatory. The African Trade Observatory will be an online platform providing reliable and up-to-date qualitative and quantitative trade information as well as data to support evidence-based policy and business decisions. The African Trade Observatory Dashboard will have two main modules. There will be a public module called Explore, which will be accessible to the General Public with information on business opportunities, market access conditions as well as applied regressions including non-tariff-measures. In addition, there will also be a directory of genuine and registered exporters and importers as well as authorized economic operators. The African Trade Observatory will also have a restricted module called Monitor with advance features for monitoring on the implementation and impact of the African Continental Free Trade Area Agreement. The African Trade Observatory will be supported by a data quality and information transfer system comprised of a network of national and regional data providers. And African Trade Observatory Unit housed within the African Union Commission Department of Trade and Industry and an Advisory Board chaired by the African Union Commission. A total of 28 countries and 6 of the 8 Regional Economic Communities recognized by the African Union have already designated their focal points to work with the African Union Commission to establish the African Trade Observatory. All data in the African Trade Observatory System will be owned by State Parties.

Another instrument that will support operational agreement establishing the African Continental Free Trade Area will be specific commitments in trade and services since these services continue and constitute a growing component of International Trade. Five priority sectors have so far been agreed upon and these are: financial services, business services, tourism, transport and communication. And any work on these instruments is expected to be concluded earlier by 1st July 2020 when the market starts operating.

The Rt. Honourable President of the Pan-African Parliament, Honourable Members of the Pan-African Parliament, let me at this stage go on other key decisions on the operationalization of the African Continental Free Trade Area.

In addition to launching the key operational instruments of the African Continental Free Trade Area, the African Union Heads of State and Government also took six key decisions which are critical for the effective operationalisation of the African Continental Free Trade Area. The first one is on the start of trading under the African Continental Free Trade Area. In connection with this, the Heads of State and Government decided that dismantling of tariffs will start no later than 1st July 2020 to allow for the state of trading in the African Continent of Free Trade Area Market on the same day. This means that the African Private Sector needs to get ready, to produce to the scale of the market as well as expand logistics facilities to cater for this large market. For some businesspeople, there may be need to form joint ventures or partnerships in order to mobilize the resources necessary to supply the new domestic market for Africa.

The second Summit decision was that the final schedule of tariff concessions, outstanding work on Rules of Origin and specific commitments in trade resources must be submitted to the next Session of the Assembly of the African Union in February 2020. Included are the schedules and matrices providing specific information on the list of goods which will be tax-free under the African Continental Free Trade Area and most importantly the applicable date. This means that to find which goods would be tax-free come 1st July 2020, one will have to look at the schedule of tariff concessions which are expected to be gazetted in the State Parties. Similarly, to know the specific commitments that countries would have made with regard to trading services, one

would have to go through their respective schedules of specific commitments that would also be gazetted.

The third Summit decision was that the African Union Commission, as the interim secretariat of the African Continental Free Trade Area, shall organize the merger meeting of the African Continental Free Trade Council of Ministers no later than 31st October 2019.

Invitations will be sent to State Parties through the African Continental Free Trade Agreement. African Union Member States that have not yet ratified the agreement will attend the meeting as observers if the State Parties decide in this direction. However, the best option for these countries is to deposit instruments of ratification before the merger meeting of the Council of Ministers of Trade. In this way, they will have a seat and voice at that merger meeting.

The fourth key decision on the Summit is that the Commission should ensure that the African Continental Free Trade Area Secretariat is operational no later than 31st March 2020. A team of officials from the African Union Commission visited Accra, Ghana in August 2019 to discuss a number of issues with host government including, conclusion of the Hosting Agreement.

The fifth key decision of the Summit was to direct the African Union Commission as interim secretariat of the African Continental Free Trade Area to develop a framework of collaboration where the Regional Economic Communities aimed at, among others, facilitating efficient flow of goods and services during operation of the African Continental Free Trade Area Market. The framework of collaboration is being developed and targeted to be submitted to the Regional Economic Communities during this month as the basis for consultations with them on it.

The sixth key decision of the 12th Extra-Ordinary Summit was the designation of 3rd July of each year as Africa Integration Day without being a public holiday. It will be used to commemorate the operationalisation of the African Continental Free Trade Area Agreement. This decision will also help in creating collective memory on the African Continental Free Trade Area as well as help in popularizing the African Continental Free Trade Area among ordinary Africans.

The Rt. Honourable President of Pan-African Parliament, all Members of Parliament of the Pan-African Parliament, let me at this stage turn to the issue of preparations for the start of trading under the African Continental Free Trade Area on the 1st of July 2020. Some of the preparations have been presented in earlier part of my statement. I will, therefore, go on other issues not already covered. Among those not presented is requirement for all third parties to start producing trade documents based on templates in the annexure to the Protocol on Trade and goods. These are to be triplicated to all cross-border-trade posts. In addition, State Parties are required to sensitize their respective business community on opportunities offered by the African Continental Free Trade Area.

Another key element of preparations is to waive the private sector on the development of productive capacities. This is because market access alone is not enough. We need to supply the new market with quality goods that are also competitively priced. In this connection, we need to scale up manufacturing, as a strategic sector in increasing levels of Intra-African Trade. In addition, to facilitating structure transformation, productivity, competitiveness and innovation will be scaled up too. Work is underway in developing productive capacities and this includes: implementation of the small and medium enterprises strategy adopted by the African Union Assembly last year. Adoption of the commodity strategy aimed at enhancing value addition, promotion of start-ups for Africa to harness the potential offered by digital trade and digital economy. Development of African Fashion, which is currently estimated US\$15 billion annually as well as pharmaceutical, cassava and automotive value chains among others. There is also ongoing suggestion on African Private Sector and have the potential investors such as the African Diaspora and business ideas coming from outside Africa but operating on the continent. And this sensitization is at the continental level. All these stakeholders are being sensitized on the opportunities that the huge and growing market offers to them with the expectation that they respond through increased investments.

Following the successful convening of the Inaugural Business Forum of the African Continental Free Trade Area in 2018, we have organized the second one this year in Niamey, Niger, and this was in 5th July 2019. The Forum provided platform through which African Union Heads of State and Government, African Ministers responsible for

Trade and Investment and Industry, African Business Leaders and Business Member Organizations met to discuss and reflect on the implementation of the African Continental Free Trade Area. There was in this Forum a special focus on developing capacities at the corporate level to supply the African Continental Free Trade Area Markets to scale. In addition, they were also working on the various organized African Private Sector Associations such as the Pan-African Chamber of Commerce and Industry, the Regional Business City Councils, Pan-African Private Sector Trade and Investment Committee (PAPTIC), and other champions, among others, to establish the African Business Council. These players will be meeting in Addis Ababa during the Africa Industrialization Week to be held from 18 to 22 November 2019 to start the discussions on this very important topic. After this, it is envisioned that a Committee from among members of the African Private Sector will be set up to come up with the draft Legal Framework within a period of one year after which the entire private sector were adopted.

As part of providing a platform for trade information and business to business transactions, we are collaborating with the African Export-Import Bank on the biannual Intra-African Trade Fair Editions. Following the successful Inaugural Intra-African Trade Fair held in Cairo, Egypt in December last year, which was attended by some of you present in this august House, we are now preparing for the second edition which is scheduled for 1 to 7 September 2020 in Kigali, Rwanda. It is expected that the 2020 edition of the Intra-African Trade Fair which will take place one month after trade has commenced under the African Continental of Free Trade Area will attract more than 1,100 exhibitors from within and outside Africa. A draw of 4,000 buyers and sellers, more than 70,000 visitors and generate in excess of US\$ 4 billion in trade deals. We will also be working on the popularization of the African Continental Free Trade Area to the public sector and general public through a web-based and mobile-based application for business which is under development. The application will work as a one-stop shop on access to information on the African Continental Free Trade Area. It is expected to serve as an electronic African Continental Free Trade Area handbook for business. As an electronic tool, this will make it more accessible to a large audience. This would not have been the case if it were a booklet. We are also giving special attention to the

informal sector which accounts for 80 per cent of employment opportunities in Africa. According to the African Export-Import Bank informal trade across Africa is annually above US\$60 billion representing nearly one third of Inter-African Trade. With this in mind, the African Union Commission will rely on its collaboration with the Regional Economic Communities to implement the simplified trade region in order to cater for the needs of small to medium cross-border traders.

A study is also underway aimed at mainstreaming informal cross-border traders throughout African trade. The Honourable President of the Pan African Parliament, Honourable Members of the Pan African Parliament, let me now turn to Phase II negotiations. These will focus on negotiations of Protocols on investment, competition policy and intellectual property rights. We expect that negotiations will commence before the end of this year. The tentative deadline for the conclusion of the negotiations is December 2020. The African Commission Union is currently working on recruiting experts to initially support the member states in capacity building before the start of the actual negotiations. These protocols along with the Protocol to the Treaty establishing the African Economic Community.... Thank you very much, Your Excellency the President, actually I was just entering the issue of making new suggestions on the role in the market and I am relating to the three protocols on Phase II negotiations. And I am saying these three protocols allow the Protocol to the Treaty establishing the African Economic Community relating to free movement of people, right of stable livelihood and right of residence to form the basis for the establishment of the African Common Market. This development should be of interest to these august Houses because we will then be in a position to move towards an African single market whose operation and straightening will require continental legislation. It is when we have achieved this that it will be substantively possible to make Pan-African parliament become a legislative assembly as is the case with the European Union.

The Rt. Hon. President of the Pan-African Parliament, Honourable Members of the Pan-African Parliament, as I conclude my statement, I would like to make suggestions on roles that the Pan-African Parliament would play in the implementation of the Agreement Establishing the African Continental Free Trade Area and issues going beyond that.

First and foremost, I suggest that you play a vanguard role in advocating for ratification of the Agreement Establishing the African Continental Free Trade Area by all African Union Member States by 1st July 2020. With such an achievement, we shall start the process of transforming Africa from a conglomeration of small and fragmented markets to one integrated market. The vision of the African Continental Free Trade Area is to create one African market. With this vision, we aim for total defragmentation of Africa in Economic terms. We are currently late with one signature and 27 ratifications before we hit the target of 55 signatures and ratifications. With your support, we should be able to attain this target. With the launch of the Operational Phase of the African Continental Free Trade Area, there will also be need for supportive legislation at national levels in order to ensure that trade takes place smoothly under the African Continental Free Trade Area. In some instances, more rules will have to be enacted, considering the instances that all of you in your respective national assemblies, I request you Honourable Members of the Pan-African Parliament to ensure that the existing national frameworks are aligned to the African Continental Free Trade Area trading regime in order to support effective implementation of the African Continental Free Trade Area Agreement. I indicated earlier on that it is the interest of this organ's House to transform it into a continental legislative assembly, once you start the process of establishing the African single market.

In this connection, I suggest you lobby the executive rules of your respective governments to move to us this transition with minimum delay. The single market also will also enable Africans to remove the problem of transshipments of goods from third parties in Intra-African Trade. To keep the vision of creating a legislative Pan-African Parliament, I also suggest that we annually commemorate Africa Integration Day on 7th July of each year with workshops, drawing participation from yourselves, the Regional Economic Communities and the Secretariat of the African Continental Free Trade Area, as well as representatives of the African Union Commission. These annual commemorations will enable you to take stock areas of progress towards the creation of an African single market and Legislative Assembly of the Pan-African Parliament.

The Rt. Hon. President of the Pan-African Parliament, Honourable Members of the Pan-African Parliament, other than the fact that the African Continental Free Trade Area is flagship project of Agenda 2063; it is also so far the most ambitious initiative that our organization has undertaken. Through the African Continental Free Trade Area, Africans will challenge themselves to aim higher. This bold and ambitious undertaking requires equal strong commitment to implement the Agreement and generate tangible results that benefit ordinary Africans. As leaders and most of the African people, we can also make recognitions in implementation of this agreement through the national committees of the African Continental Free Trade Area which will exist in each country. I therefore urge you to ensure that we fully implement this historic agreement. I am sure you all want to be part of this historic continental undertaking. I will conclude my statement with this call to ask you in this historic endeavour failure is not an option. The only option is success. We owe it to ourselves and future generations in ensuring successful implementation of the Agreement establishing the African Continental Free Trade Area. I apologise for the long statement but I end here and thank you for your kind attention.

MR. PRESIDENT: Thank you very much Commissioner, and now I give floor to the Clerk to announce the second item in our agenda.

M. LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL : Merci Excellence.

La deuxième présentation porte sur le même thème. Elle sera faite par le Président de la Commission permanente du commerce, des douanes et des migrations. C'est une présentation servant de mise au point sur les activités entreprises par le Parlement panafricain sur la Zone de libre-échange continentale.

Merci monsieur le président.

M. LE PRÉSIDENT : Merci beaucoup, chers collègues, est-ce que vous avez eu ce rapport ? Si vous l'avez eu, je voudrais inviter le président de la commission.

You never received the report? ,

French, vous n'avez pas reçu le rapport ? [So, I can do the two?]

Président, vous avez la parole. Interpretation please!

Just to make it, summarize.

HON MC HENRY VENAANI [CHAIRPERSON OF COMMITTEE ON TRADE]: Thank you very much.

Your Excellency, the AU Commissioner on Trade, the Rt Hon Nkodo Dang, President of the Pan-African Parliament, the Senior CDM of the Pan-African Parliament, the Vice-President, esteemed Clerk, Members of our Trade Committee, Members of Parliament, Excellencies, Plenipotentiaries of States that are present here and various luminaries of the Africa continent.

I will briefly present the report on the activities of the Committee on Trade as we want to give impetus to the implementation of the African Continental Free Trade Area (AfCFTA). But I want to say the following as a communicator and Member of Parliament that, sometimes when we talk about all these thematic concepts on Africa, we must speak so that the Africa populace understand what is at stake and what is at play. And most of the time, the African populace, at times, is left outside the framework of understanding the real benefit of the African Continental Free Trade Area.

One of the things that we need to do and address as communicators and representatives of the people of Africa is to create a very robust commodity strategy. This is because a very big challenge on the African continent is that, it is one thing to have a continental free trade area but if you do not have a coherent commodity strategy, you would not be able to deliver a fruitful African Continental Free Trade Area. One thing is that, Ghana, Cote d'Ivoire and many other countries in West Africa are great producers of cocoa but the cocoa trade is controlled in Switzerland. More income is derived by those who do not produce cocoa. So what is the commodity strategy that we should put on the ground to make sure that Africans benefit from products that come from our own commodities? That is the crux of African Continental Free Trade Area.

We must unlock the potential that Africa for the African populace to start benefitting more through jobs, foreign value tax on the commodities that we have.

It is important to know that in our effort to improve trade facilitation on the continent, the Africa Union has Assembly Decision that was taken on the 18th Ordinary Session of the Assembly of Heads of States and Government held in January, 2012 in Addis Ababa, Ethiopia, called for the establishment of the Continental Free Trade Area (CFTA) and subsequently, Extraordinary Summit that were held also enforced that.

Pursuant to the provision of Rule 26(3) of Pan-African Parliament's Rules of Procedures, the Committee on Trade, Customs and Immigration Matters has the specific responsibility of introducing issues relating to development of a sound policy for cross-border, regional and continental concerns within the areas of trade, customs and immigration for consideration by this very important Chamber and to come with recommendation and how best to manage the issue of Intra-African trade on the continent. The Committee on Trade, Customs and Immigration Matters works in collaboration with the Africa Union Commission (AUC), Department of Trade and Industry.

On the role of the African-Parliament on trade facilitation, according to its mandates, the Pan-African Parliament has several roles to play at national and AU levels on trade facilitation.

At the national level it must:

1. Advocate for ratification and domestication of relevant trade agreements by AU Member States;
2. Advocate and lobby for the removal of tariff and non-tariff barriers to trade;
3. Empower National Portfolio Committees on Trade to effectively carry out their parliamentary oversight and legislative functions and hold the Executive accountable on the ratification of trade agreements and implementation of trade facilitation measures.

At the AU level, **Aspiration 1 of the AU Agenda 2063** which calls for prosperous Africa based on inclusive growth and sustainable development, the parliamentary authority has a role to play:

1. Promote Intra-African trade as a conduit for growth;
2. Promote policies that will increase working capital, trade finances and insurance access to firms/businesses and Small, Medium and Micro Enterprises (SMMEs);
3. Promote the implementation of the Action Plan for Boosting Intra-African Trade (BIAT); make expansion in Intra-African trade as a conduit for growth in a manufacturing and industrial sector.

Under **Aspiration 2 the AU Agenda 2063**, which talks of integrated continent, politically united and based on the ideals of Pan-Africanism and vision of Africa's renaissance, PAP has a role to:

1. Promote the ratification and adoption of treaties and protocols related to the creation of regional and Continental Free Trade Areas, customs unions and common market;
2. Develop regional framework that enhances access at points of entry to women involved in cross-border trade.

On the activities of the Pan-African Parliament on the African Continental of Free Trade Area, in order to effectively play its role in Africa in the areas of trade and customs, the Pan-African Parliament has five main programmes on the promotion of trade facilitation:

1. Support the implementation of the Action Plan on Boosting Intra-African Trade (BIAT);
2. Programme on the African final Continental Free Trade Area Agreement;
3. Working relationship with Regional Economic Communities (RECs) as building blocks for regional integration;
4. Creating of the Pan-African Parliament Forum on Trade and Custom; and this is very important.
5. Programme on the ratification and domestication of AU legal instruments by Member States.

On the support of the implementation of the Action Plan on Boosting Intra-African Trade (BIAT), in its effort of boosting Intra-African Trade (BIAT), the Pan-African Parliament Committee on Trade, Customs and Immigration matters consider regularly issues relating to trade facilitation in Africa. To this end, and in terms of trade facilitation which has always featured the item prominently on the agenda of the Committee and later on, tabled to the PAP Plenary for consideration and adoption.

One of the activities organized under this programme is the parliamentarians, civil society, and private sector consultation on fast-tracking the establishment of African Continental Free Trade Area, which was held in October 2015. The meeting was organized jointly with Africa Union Commission (AUC) at PAP.

The objective of the meeting was to discuss the role of parliamentarians, private sector and civil society in the process of boosting Intra-African Trade (BIAT) and fast-tracking the establishment of African Continental Free Trade Area.

The PAP through its Committee on Trade, Customs and Immigration matters must collaborate with the International Organization for Migration (IOM) to promote the creation of one-stop border posts on the African Continent as a support for the facilitation of free movement of goods, persons and services, which is the last stage of integration with the establishment of a common market. The Pan-African Parliament adopted a recommendation on the creation of one-stop border posts on the African Continent.

On the programme on the African final Continental Free Trade Area Agreement, the Pan-African Parliament plays a crucial role in advocating and lobbying for the participation of African people in the negotiation of the framework, the Protocol on free movement of people in Africa and the African passports.

The Pan-African Parliament (PAP) Committee on Trade, Customs and Immigration organized workshops and briefings on African Continental Free Trade Area. Some of the workshops and briefings include:

- Briefings on African Continental Free Trade Area Agreement which are held during every statutory meeting of the Committee from 2015 to 2019;
- Workshops on custom issues, challenges and perspectives held in 2018; and
- Workshops on the Final African Continental Free Trade Areas (AfCFTA) Agreement and the Protocol on the Free Movement of People and the African passport as signed at the AU Extraordinary Summit in Kigali.

The Committee participated in many forums on trade facilitation such as, briefly:

- The AU Customs Experts Trade Facilitation Forum held in 2019 in Congo;
- The 4th African Union Customs Experts Trade Facilitation Forum held in 2018 in Egypt;
- The Intra-African Trade Fair held in Cairo, Egypt in December, 2018; amongst many.

On the area of creation of the Pan-African Parliamentary Forum on Trade and Customs, the Pan-African Parliament adopted a Resolution for the establishment of a Pan-African Parliamentary Forum on Trade, Customs and Migration. The objectives of the forum are among others to ensure capacity building, experience and knowledge sharing amongst African Members of Parliaments on Parliamentary monitoring of and oversight over trade agreements.

This is a very important issue. Many Parliamentarians across Africa allow their own states to enter into trade agreements and very rarely does Parliament do have an effective oversight of these trade agreements. One of the issues that even hampers our continent is that, we sign trade agreements when we borrow money in foreign currencies as opposed to our own domestic currencies, making sure that those that are giving us loans and these trade agreements are benefiting from these trade agreements. And these are the issues that we, as Parliamentarians, should really have to work on to make sure that every trade agreement signed on behalf of our people, we are able to understand and underscore the benefits that we can derive from it.

We should create interactive platform for African Parliamentarians to share best practices on trade facilitation in collaboration with our Speakers of Parliament, Clerks and African Parliaments. We need to promote regional integration and the establishment of the African Continental Free Trade Area. We need to advance the adoption of legislation that facilitates the establishment of one-stop border posts. We need to effectively create working relationship with Regional Economic Communities (RECs) as building blocks by regional integration.

PAP has a programme for the harmonization, modernization and standardization of one-stop border posts in Africa and has embarked in the promotion for the creation of one border post throughout Africa for economic growth and people enhanced mobility across the borders. The Committee on Trade, Customs and Immigration undertook a fact-finding mission to Chirundu One-Stop Border Post in the COMESA Regional Economic Community.

On the programme on the ratification and domestication of AU legal instruments by Member States, there was annual regional parliamentary meetings, annual conference

for Speakers are all matters that are to make sure that we deliver on the promise that we have given the African people.

In conclusion, regional integration is the key point which should help expand markets, encourage greater competition and improve policies within the different development programmes. Trade is a catalyst to economic integration.

The intensification of Intra-African trade will contribute to the economic diversification of the African economy, increase the competitiveness of its exports and create employment for the African youth. The strengthening of Intra-African trade presupposes an integration programme as a collective strategy of development and transformation which must lead to the establishment of a continental market.

PAP will continue to play a significant role in the popularization, domestication and implementation of the African Continental Free Trade Area (AfCFTA) and shall work closely with the new secretariat that is in Ghana to promote the ideas of African Continental Free Trade Area.

With these few remarks, thank you very much, Mr. President.

M. LE PRÉSIDENT : Je vais maintenant ouvrir le débat.

(Coup de maillet)

Le débat général est ouvert !

Chers collègues,

Avant de donner la parole à la première inscrite sur ma liste, je voudrais joindre ma voix à celle du présentateur et à celles de tous ceux qui vont prendre la parole ici pour faire deux petites remarques.

Les remarques, c'est ce que nous avons suivi hier, de notre collègue Diatta de la Gambie quand implorait, il demandait : « Qu'est-ce qu'on va commercialiser dans notre zone de libre-échange ? » Et notre collègue, le Président de la Commission Permanente du Commerce, des Douanes et de l'Immigration vient de reprendre. Il a pris un seul exemple : le cacao de Côte d'Ivoire, du Ghana et tout. Si, aujourd'hui, nous n'avons pas des usines de fabrication, est-ce qu'on va commercialiser avec les produits manufacturés de l'extérieur ? Et allons-nous les transporter dans la zone de libre-échange africaine ?

Je peux même aller plus loin, chers collègues, en disant que jusqu'à présent les matières premières africaines ne sont pas encore transformées à l'intérieur de notre continent pour apporter de la plus-value. Je peux vous prendre le cas du bois. L'Afrique est le deuxième grand bassin mondial : le bassin du Congo. Mais nous continuons à importer nos produits de consommation en bois.

Comment donc va se faire le commerce à l'intérieur de notre libre échange ? Comment allons-nous faire le commerce si cet épineux problème de la libre circulation des personnes et des biens se pose ? Heureusement, que le Président l'a dit, il faut ratifier l'Accord sur la libre circulation des personnes et des biens.

Je crois qu'il y a beaucoup et c'est pour cela que j'apprécie la disponibilité du Commissaire au Commerce et à l'industrie pour venir toujours échanger avec la représentation africaine afin d'enrichir le débat au Sommet des Chefs d'États.

Nous, en tant que représentants des peuples, sommes encore très inquiets. Et vous venez de le dire, il faut amener ce débat au niveau des populations que nous représentons. Ce n'est qu'à ce titre que nous ferons œuvre utile.

L'Afrique, comptoir des matières premières, qui ouvre une zone de libre-échange, comment cela va se faire ?

Voilà ma question.

La première inscrite sur liste est l'Honorable Dr Zalikatou DIALLO de Guinée.

HON. DR. ZALIKATOU DIALLO [GUINÉE]: Merci Monsieur le Président.

À mon tour, je félicite le présentateur, Son Excellence Monsieur Albert MUCHANGA, commissaire de l'Union africaine, en charge du commerce et de l'industrie et le Président de la commission permanente du commerce, des douanes et de l'immigration du Parlement panafricain, honorable Henry VENAANI.

Ces exposés nous édifient et nous donnent un espoir d'atteindre enfin les aspirations numéros 1, 2 et 7 de l'agenda 2063 de l'Union africaine.

Ce vaste programme nous fait rêver, dans la mesure où on dit que cette zone de libre-échange continentale va booster le commerce intra africain, qui est de nos jours entre 15 et 16%. On parle, qu'à terme, on pourra passer de 50 à 60%. Je voudrais alors

demander à Monsieur le commissaire s'il le confirme. Toutes les opportunités, il nous en a parlées, on est quand même optimiste.

Il a eu à parler, au cours de sa conclusion, je le cite, il a appelé à l'action et dit que « l'échec n'est pas une option, la seule option, c'est la réussite ». Nous sommes d'avis avec vous. Mais pour que la réussite soit de mise, nous devons cerner tous les contours, dans la mesure où nos États africains, on est je crois 54 pays, qui avons signé la création de cette zone de libre-échange, mais les économies sont différentes. Il y a des économies prospères, donc les pays à revenus élevés et d'autres pays à revenus faibles. Les économies sont différentes.

Je voudrais savoir, quels sont les principaux défis auxquels s'exposent les pays à revenus faibles, dans cette zone de libre-échange ?

Deuxièmement, on souhaiterait être mieux édifié sur les opportunités que vous pourrez offrir aux pays à faibles revenus pour ne pas subir les conséquences de cette zone de libre-échange continentale.

Ensuite, nous voudrions savoir quelles sont les stratégies que vous envisagez pour booster les pays à faibles revenus.

Une autre question, est de savoir l'avantage de la taille de cette zone de libre-échange continentale, parce qu'on nous parle de la plus grande zone de libre-échange à travers la planète. 54 États, c'est la plus grande zone de libre-échange. Quel est l'avantage que cela confère à la réussite de cette zone ?

Vous avez parlé de la mise en place du conseil des entreprises africaines. Nous voudrions avoir de plus amples informations, sur ce que représente ce conseil des entreprises africaines et les critères pour y appartenir.

Enfin, je voudrais savoir ce qui change, parce que les pays africains appartiennent à l'OMC, l'Organisation mondiale du Commerce. Qu'est-ce qui va changer dans les rapports des pays africains et l'OMC ?

Pour finir, chers collègues, nous, en tant que parlementaires, nous devons tout mettre en œuvre dans nos parlements nationaux pour créer des réseaux, afin de tout mettre en œuvre pour la domestication de ces instruments juridiques relatifs à cette zone de libre-échange et aussi exhorter les gouvernants à œuvrer pour que ce marché unique africain soit une réalité pour qu'on puisse être au rendez-vous de l'aspiration n°1 de

l'agenda 2063 de l'Union africaine, à savoir « une Afrique prospère, fondée sur la croissance inclusive et le développement durable », l'aspiration n°2, « un continent intégré et uni sur le plan politique et encre aux idéaux du panafricanisme ». Il faut que cela soit une réalité. Et ensuite l'aspiration n°7, à savoir « une Afrique qui agit en tant qu'acteur et partenaire fort uni et influent sur la scène mondiale ».

Je vous remercie.

M. LE PRÉSIDENT : Merci beaucoup, chère collègue.

La parole à l'Honorable Maxas Bweupe NG'ONGA de la Zambie.

HON. BWEUPE MAXAS JOEL NG'ONGA [ZAMBIA]: Thank you, Mr President for this opportunity to add also my word to this important topic. Allow me, Mr President, to thank the AU Commissioner and also the Chairman and Committee on Trade for the presentation given to us. Mr. President, my comment on the establishment of the Continental Free Trade area are as follows: - This is probably one of the most important in the decisions that the AU, Heads of States and Governments as actually made to move Africa forward. In fact, from where I stand, Mr. President, this decision is long overdue. We should have moved many years back. But nevertheless, the start is important, and we need all of us to look forward. Africa has been disintegrated because of artificial borders that were created by those that colonised us. And we know and understand that for us to be able to compete in this world market, Mr President, we need to be as a block. The population we have and the natural resources we have, unless we can develop them and add value to them, we can be very competitive on the world market. To us as Parliamentarians or peoples representative, Mr. President, we have a very important role to play. In many of the African countries, including my country, Zambia, I think, the information available especially to our people, those that are finally needed to be able to participate and realise value from this Africa in our continental trade is not sufficient. A lot of our people I am sure are still behind. And this brings to a point, Mr. President, that we can move forward as leaders maybe as Presidents even technocrats that are given the mandate to drive this process. But as long as most of our people have been left behind with no information, no conviction of what value they would derive out this, we would get the actions disrupting our processes that we know for the continent. And I think it is up to us both as Leaders and

as Parliamentarians. To ensure that the real information is given to our people that finally should be able to understand the value that will come out of this. And therefore our oversight function to our own government, not only at African level, but also to our own States becomes very important, Mr. President, that we take our Governments to task, to ask them at what level we are. What sort of information is available to the people, and what preparations are we making? You know the Commissioner was basically giving a date of July next year, which is very close for the operationalization of this protocol on programme. And if our people are behind, Mr. President even 1st July becomes very near or even very close. So therefore our National Countries must be able to move very quickly and ensure that those that are supposed to be involved like the Private Sector do understand exactly what role they would need to play before that. Otherwise for those of us that will probably continue crying, in a way, will be left behind. The train as it is seen is already moving. I thank you, Mr. President.

MR. PRESIDENT: Thank you very much. Now, I want to give the floor to Hon. Joseph Yieleh from Ghana.

HON. JOSEPH YIELEH CHIREH [GHANA]: Thank you, Mr. President. First of all, let me thank you for the initial comments you made before opening the debate. I thank the Commissioner for giving us details of the African Continental Free Trade Area and our own colleague, the Chair of the Trade Committee, for giving us a very brilliant presentation.

Now, as a Ghanaian I am extremely happy that a befitting honour has been done to our founding father, Osagyefo, Dr Kwame Nkrumah by the whole of Africa agreeing for us to host the Secretariat of the African Free Trade Area. And also to say that Ghanaians are very enthusiastic about it. And we are united in Ghana to ensure that those of you who will be coming very often to the headquarters of the AfCFTA will enjoy the unique Ghanaian hospitality.

Indeed, our Government has already started a programme of sensitising the population, particularly the private sector operators - those who will be engaged in trade - and making Ghanaians aware. In fact, Parliament itself is also involved in this process in Ghana. And statements have been made several times in Parliament to let everybody

be aware. Indeed, if we do not sensitise the people; if we do not publicise this Free Trade Area, very little can be done.

In the remarks of the chair of the trade committee, he talked about the need for commodity producer groupings to iron out their interests and come together. Fortunately, I can report and I take note of what Ghana and Cote d'Ivoire are doing in terms of the marketing of cocoa. First of all, we produce the largest quantities and we are beginning to talk to each other as to how we can also influence the market, instead of the market being determined in Switzerland.

Once again, this is a noble idea. And the role of all of us in this House is to ensure that the forum that is to be created for the Pan-African Parliament to yearly talk about the African Trade Area is taken seriously. The Commissioner also mentioned the fact that, we still have not reached that point. And so I urge those of us here whose countries are yet to deposit the ratifications or sign them, to do so.

Once again, Mr. President, I am grateful for the opportunity. I thank you.

MR. PRESIDENT: Thank you very much, now I would like to give the floor to Norah Jaynet Kabila from Democratic Republic of the Congo.

HON. JAYNET KABILA [RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO] :

Honorable Président, je vous remercie pour le temps que vous m'accordez, je joins ma voix à celles de ceux qui m'ont précédé pour féliciter et remercier les intervenants qui viennent de nous présenter cette importante initiative de Zone de Libre Échangé de notre continent.

Mon pays, la République Démocratique du Congo est signataire de cette convention de la zone de libre Échangé Continentale (ZLEC) en sigle mais n'a pas encore ratifié ladite Convention. Certes, ça montre déjà l'intérêt de mon pays accordé à cet important mécanisme qui nous donne l'opportunité pour nous amener à réaliser le rêve de nos pères des indépendances, je cite : « Une union des Etats africains »

Cette initiative nous permettra aussi de capitaliser de vastes opportunités que nous offre notre continent, je peux citer une : sa population qui est estimée à 1,2 milliards d'habitants. C'est une garantie d'un marché sûr.

Honorable Président, comme vous le savez, notre continent est subdivisé en plusieurs blocs économiques, je peux citer CEDEAO, CEAC, CEPGL, COMESA, CEMAC et j'en passe.

Et en plus, certains pays sont membres de plusieurs organisations et blocs économiques à la fois. Jusque-là, les échanges de commerce dans ces blocs restent minimes.

Alors à mon humble avis, j'estime que ce n'est pas seulement les barrières douanières qui sont à la base de ces faibles échanges commerciaux même si elles seront levées formellement dans le cadre de ZLEC. J'estime aussi qu'il y a encore plusieurs défis à relever et Monsieur le Commissaire a cité quelques-uns, je vais ajouter les défis que nous devons relever par exemple :

- ✓ la synchronisation des communautés économiques existantes ;
- ✓ les défis de logistique et d'infrastructures appropriées ;
- ✓ les conflits armés et le terrorisme qui prennent de l'ampleur dans plusieurs régions de notre continent et
- ✓ la libre circulation et mouvements des personnes qui posent toujours un grand problème entre des États africains.

Monsieur le Commissaire, quelles sont les pistes de solutions collectives prévues pour relever ces défis et permettre un vrai décollage de cette initiative ?

Je vous remercie.

MR. PRESIDENT: Thank you very much, Honourable Member. I now want to give the floor to Hon Noreddine Karbal from Morocco.

HON. NOREDDINE KARBAL [MOROCCO]:

شكراً السيد الرئيس،

أشكر المتدخلين على عرضهم القيم، ويمكن أن نعتبر أن منطقة التجارة القارية الأفريقية هي لحظة تاريخية يجب أن نحتفل بها جميعاً في أفريقيا (مقاطعة من رئيس الجلسة للتأكد من وجود الترجمة) .. قلت أن هذه لحظة تاريخية يجب أن نعتز بها في أفريقيا بانطلاق المنطقة التجارية القارية الأفريقية (مقاطعة أخرى من رئيس الجلسة للتأكد من وجود ترجمة فرنسية) .. قلت يجب أن نفتخر ونعتز بهذه اللحظة التاريخية وبهذه المنطقة التجارية القارية الأفريقية التي ستساهم في تنمية أفريقيا والشعوب الأفريقية.

إذن، وفي إطار الانطلاقة لتنفيذها في دولة النيجر الشقيقة في عام 2019، نحن الآن دخلنا إلى مرحلة التنفيذ، وأتمنى من البرلمان الأفريقي أن يقوم في المستقبل بتقييم النتائج التي سننتج عن هذه التحركات داخل المنطقة الأفريقية، وتأثير هذا التبادل التجاري القاري على مستوى الشعوب والمواطنين، فالهدف كما قيل هو التكامل الاقتصادي. وفي تقديرنا أن هذا التكامل الاقتصادي المُتوخى من هذه المنطقة القارية التجارية بأفريقيا، لن يتحقق إلا بتوفير الإرادة السياسية واعتماد منظومة رابح رابح ثم اعتماد منظومة التضامن بين جميع الدول الأفريقية، وهذا أساس مهم.

ونعلن أنه في المملكة المغربية في هذا الوقت الذي نتحدث فيه، يناقش البرلمان المغربي مجموعة من الاتفاقيات الثنائية والمتعددة الأطراف مع الدول الأفريقية فيما يتعلق بالازدواج الضريبي ومنع التهرب والغش الضريبي، والملاحة التجارية، والحماية المتبادلة للاستثمارات، والتعاون القضائي في المواد التجارية، والنقل الدولي عبر الطرق، والتعاون التجاري والاقتصادي، إلى غير ذلك.

سأطرح بعض الأسئلة للمحاضر،

السؤال الأول: ما هي علاقة التمويل الخارجي؟ كيف يُدبّر التمويل الخارجي على المستوى الأفريقي في إطار هذا المُستجد؟
السؤال الثاني: ما هي العلاقة التي تجمع بين المنطقة الحرة القارية الأفريقية والمجموعات الإقليمية الاقتصادية؟ كيف ننسق بينهما؟

السؤال الثالث: كيف يمكن أن تُنسق بين الاتفاقيات القارية والاتفاقيات الثنائية والاتفاقيات متعددة الأطراف في المجال التجاري؟

شكرا السيد الرئيس.

MR. PRESIDENT: Now, I give the floor to Hon. Dr. Tapiwa Mashakada from Zimbabwe.

HON. DR. TAPIWA MASHAKADA [ZIMBABWE]: Thank you, Mr. President.

In the same breath, I also want to thank the Commissioner of Trade for his brilliant presentation and also the chairman of the Committee on Trade for his remarks and interventions.

Mr. President, the African Continental Free Trade Area is going to bring very many benefits to Africa. To begin with, trade is an engine for growth. Once there is trade, there will be development. Trade can also boost employment and job creation in Africa. And trade will also boost supply value chains across the African Continent and would make sure that Africans can access cheap commodities through competition. So this African Continental Free Trade Area has the potential to bring a lot of benefits to African people.

In fact, the African Continental Free Trade Area is the biggest trading bloc; not even the World Trade Organization is bigger than the African Continental Free Trade Area. And

Africa must be proud that to begin with, we have now created a single market of one billion people. We have now created a single market of GDP of 3.2 trillion dollars; so it is a very positive development that has happened in terms of the benefits of the African Continental Free Trade Area.

But the role of Parliament should not be underestimated. Parliament will have to play a bigger role in popularising the agreement. Parliament should play a bigger role in making sure that we align our national laws to the African Continental Free Trade Area in terms of elimination of tariff and non-tariff barriers. So I think Parliament will remain champions to promote the implementation of the African Continental Free Trade Area.

The role of Regional Economic Communities (RECs) cannot be underestimated. At present, RECs are the building blocks of international integration; so it is important that RECs deepen their trade relations and also eliminate non-tariff barriers as well as tariff barriers so that it can cascade to the continental level. The role of civil society, business and private sector is also envisaged.

Mr. President, allow me to observe that the free movement of goods and services cannot succeed without the free movement of people. It is important that the Protocol on Free Movement is also expedited and ratified so that goods can move with people. Without the free movement of people, it will be very difficult for the African Continental Free Trade Area to succeed.

My last intervention is a question: The Ambassador referred to the legislative powers of PAP only becoming possible after the achievement of the common market. Why should the legislative powers of PAP be stopped until the achievement of the common market? It is long overdue; PAP must have legislative powers now and not wait for the common market. I would like to hear your comments on that. Thank you.

MR. PRESIDENT: Thank you very much Honourable Dr. Tapiwa. I want to give the floor to Honourable Dr. Abdoullahi Ibrahim Ali from Kenya. Dr. Ali, not in the Chamber, and now let me give the floor to Honourable Mathole Serofo, from South Africa.

HON. DR MATHOLE MOTSHEKGA [SOUTH AFRICA]: Hon. President, Vice Presidents and Honourable Members, the cultural, social and economic integration of Mother Africa is the central aspiration of the people of Africa. In this regard, the African

Continental Free Trade Area, launched in January 2018, is one of the Agenda 2063 flagship programmes.

It is most significant that this continent is defined as the mother - not “father continent”. It is “mother continent” because it is the cradle of all humanity – both black and white. Thus, there should be no room for tribalism, racism and patriarchy in the implementation of the African Continental Free Trade Area. We must use this agreement to free the full potential of all Africans, especially women who are the custodians of cultural and industrial skills.

Mother Africa is the cradle of all humanity. All humanity originated at the source of the Nile, which was defined as the land of the virgin mother Tamara Opont.

Even the ancient Ethiopians and Egyptians; the authors of human civilisation, traced back their origins to the source of the Nile. Here in Southern Africa, we have two world heritage sites – the Mapungubwe and Great Zimbabwe sites.

On the 30th and 31st the Mapungubwe Heritage Site will host the Mapungubwe Heritage Festival to begin with the mobilisation of the people of Southern Africa especially women, the youth and people who are living with disability because of the protracted national liberation wars in this region.

So, as South Africans, we believe that the domestication of Swahili will also facilitate the participation of women who are the majority in the continent in the implementation of this agreement.

So, Mr. President, I call on all African countries on the whole continent to domesticate Swahili so that we have a common language, because that will make it easier for the women of this continent to participate in this agreement so that it does not become a gentleman’s club. I thank you, Hon. President.

MR. PRESIDENT: Thank you very much. I now want to give the floor to Hon. James Reat Gony from South Sudan.

HON. ABDELLATIF ABDOUH [MOROCCO]:

شكرا السيد الرئيس،

السيد الرئيس المحترم،

لقد استمعنا بإمعان شديد وبتركيز للسيد مفوض التجارة والصناعة بالاتحاد الأفريقي واستوعبنا جيداً حجم التحديات التي ستواجهها عملية تفعيل اتفاقية منطقة التبادل الحر القارية الأفريقية لتحقيق الاندماج التجاري والاقتصادي، بما يُمكن من تسهيل تنقل الأفراد والسلع وتبادل الخدمات.

السؤال الذي يُطرح علينا كبرلمانيين أفرقة: ما هو دورنا كمشرعين لملائمة تشريعاتنا الوطنية مع مضامين والتزامات هذه الاتفاقية؟ و ما هي المبادرات التي سنقترحها لملائمة هذه الاتفاقية القارية مع الاتفاقيات الثنائية وكذا متعددة الأطراف الإقليمية، والتي تم إبرامها في إطار ما يناهز ثمان مجموعات إقليمية أفريقية؟ وكيف ستتم ملائمة العملية التجارية مع السياسات المالية المتبعة في كل بلد أفريقي وفي كل مجموعة اقتصادية إقليمية؟

وفي هذا السياق السيد الرئيس، أريد كذلك أن أسجل ملاحظة أساسية، وهي أنه خلال مناقشتنا للخطة الإستراتيجية لنشاطنا كلجنة التجارة، تم اقتراح زيارة ميدانية إلى الميناء المتوسطي بطنجا في المملكة المغربية، وهو منشأة أفريقية لا تبعد عن القارة الأوروبية إلا بأقل من 16 كيلومتراً. وبالتالي، سوف تكون فرصة للوقوف على كل التحديات وكذلك مدى حجم المبادلات والإشكالات المطروحة على المستوى الجمركي.

السيد الرئيس، اسمحوا لي وبهذه المناسبة، أريد أن أحيط مجلسكم الموقر علماً بأنه خلال هذه الدورة تم بالأساس التركيز على ضرورة الإسراع بالتوقيع على اتفاقية مالايو. وأخبركم أنه بالأمس (يوم الأربعاء) تم تعيين حكومة جديدة للمملكة المغربية، وقد ترأس جلالة الملك أول اجتماع وزاري لها، وكان أول ما تم إقراره هو المصادقة على اتفاقية مالايو. لذلك، في الأيام القليلة المقبلة، سوف تُعرض هذه الاتفاقية على البرلمان المغربي الذي سوف يعتمدها ويصادق عليها، لنكون في الموعد قبل نهاية السنة الجارية، سنكون إن شاء الله قد وضعنا كافة الصكوك المتعلقة بهذا الموضوع.

شكراً السيد الرئيس.

MR. PRESIDENT: Thank you very much. I now want to give the floor to Hon. Yempabou Jaques from Benin.

HON. BOUNDJA JAQUES YEMPABOU [BENIN] : Merci Monsieur le Président.

Je voudrais remercier le communicateur pour la clarté de ce qu'il nous a présenté.

Monsieur le Président, la Zone de libre-échange comme tout le monde sait est un instrument de développement par excellence. Notre Afrique a besoin de cet instrument. Mais Monsieur le Président, je veux dire qu'il y a encore des goulots d'étranglement pour atteindre cet objectif.

Un des goulots d'étranglement, c'est d'abord que l'Afrique est faiblement industrialisée. Est-ce qu'un produit brut pourra passer d'un pays à un autre ? C'est des produits finis, lorsqu'on parle d'échanges, la plupart.

Moi je suis douanier de formation, je sais que la plupart des échanges entre deux États portent sur les produits finis.

Un autre goulot d'étranglement, c'est le rapport entre les pays, parce qu'en Afrique, tous les pays n'ont pas le même développement industriel.

La compensation donc, entre ces États fortement ou partiellement industrialisés et ceux qui sont encore en train de trainer les pas, donc qui tiennent la queue de cette industrialisation, qui n'industrialisent même pas 1% de leur production.

Comment la compensation va se faire lorsqu'il y aura levée de barrières tarifaires ?

Autre goulots d'étranglement, c'est la libre circulation des biens, des personnes surtout.

Aujourd'hui, il n'est pas rare de constater qu'un pays fort de sa puissance prend la décision seule de former ses barrières contre la volonté des voisins. Est-ce que ça favorise lorsqu'on dit d'ici Octobre, est ce que cette façon de gérer, de s'autogérer favorise cet idéal que nous cherchons et réclamons de tout notre cœur ?

Voilà Monsieur le Président, mes appréhensions.

Alors, lorsqu'on parle également de libre échange il faut savoir qu'en matière douanière, la fraude porte sur 80% sur les règles d'origine. La règle d'origine est un élément très, très important pour maîtriser le commerce. Lorsqu'on parle de libres échanges il faut maîtriser d'abord la règle d'origine parce qu'un produit fabriqué au Ghana pourrait, avec des étiquettes falsifiées se présenter comme étant fabriqué en côte d'Ivoire. Donc, de là il y a un problème.

Pour réussir cet outil il faut maîtriser à coup sûr la règle d'origine.

Voilà Monsieur le Président mes préoccupations. Alors, si les commentateurs ont des arguments pour éclairer l'assemblée ici par rapport à ces éléments qui freinent et qui risqueront de mettre à mal l'idée promue, vraiment je souhaiterais qu'ils nous en parlent.

Merci Monsieur le Président !

MR. PRESIDENT: Thank you very much. I now want to give the floor to Hon. Rouamba Workya from Burkina Faso.

HON. ROUAMBA WORKYA [BURKINA FASO] : Merci Monsieur le Président.

Je voudrais également joindre ma voix à celles de tous ceux qui m'ont précédée pour saluer et féliciter la présentation de nos interlocuteurs qui sont passés tout à l'heure.

Je voudrais dire que mon pays, le Burkina Faso, a ratifié les Accords sur le libre échange du 23 mai et les instruments ont été même déposés. Mais pendant que j'écoutais les gens parler, une question me taraude l'esprit.

Je voudrais savoir la place qu'occupe la sécurité dans tout cela ?

Merci.

MR. PRESIDENT: Thank you, Honourable Member. Security issue is a very big challenge in Africa. Now, I want to give the floor to Hon. Jatta from the Gambia.

HON. SIDIA SAMA JATTA [THE GAMBIA]: Thank you very much, Hon. President Today I am not sad. I am happy because the Parliament is today a Parliament because we are thinking and talking what is expected of us. Hon. President, thank you very much for having competently elucidated some of the points I made yesterday and I thank His Excellency, the Commissioner and a very able Chairperson of the Committee on Trade. I agree with you Your Excellency that failure is not an option. Failure will lead to destruction of this continent. There is no challenge however impregnable that a united and determined people cannot overcome. Somebody spoke about the need for unity. That must be unity in talk, unity in action for this to succeed. Hon. President, you have raised a very important point.

Currently, all the raw materials in this country are transformed outside the country and here we are talking about a Free Trade Area on the African continent. That is a huge challenge. It means we have to re-conquer what belongs to us, for us to be able to do precisely what we are talking about here. But, we cannot just sit down and say you would wait for us until, and then you say 'no' let us begin to do exactly what it is being talked about here now. We must bear in mind that the fundamental thing still remains, that is our raw materials; this project must open the continent into the process of transforming its raw materials in order for us to have what some people are already talking about, and what they think the people of Africa are going to get from this enterprise.

So the only question that the Hon. President has asked is the question that – what products are we going to trade in this area? What will be the medium of trade, Your Excellency, you raised the question. What will be the qualification of those who are

going to be actors in the Free Trade Area, particularly I am referring to non-African actors. What is going to be the qualification?

Somebody also raised the important issue of non-equipollence, economically speaking among the African countries themselves. But, I do not think that is a very big issue because every single African country is producing something. What is of essence is, what efforts are we going to make to begin to transform what we produce so that we will not be importing finished products from Africa, from Europe or elsewhere.

Hon. President, I thank you very much. I do not want to speak a lot because people have said important and very interesting things which I will not consider today. Thank you very much.

MR. PRESIDENT: Thank you very much, Hon. Jatta. I now want to give the floor to Hon. Pemmy Majodina from South Africa.

HON. PEMMY CASTELINA PAMELA MAJODINA [SOUTH AFRICA]: Thank you very much Hon. President, Honourable Members, this is the time for this big giant Africa to rise. It is now or never, backwards never, and forward ever Africa. For us to be able to develop our continent, we need this African Continental Free Trade. Thank you very much for the good input and update as well as progress from His Excellency Mr Muchanga because you had a very clearly pointed programme of action of what is in the mission for us to achieve this African Continental Free Trade Area. The tabling of the report by the Chairman of the Trade is a very good input as well. South African has also found the Africa Trade agreement to demonstrate our willingness, our commitment politically for the development, economically of our continent. The goal of this Trade agreement is to promote Intra-African Trade and offer an opportunity to create large economies of scale, a bigger market and improve the prospects of the African Continent to attract investment. This Trade will bring together all the 55 Member countries of African Union, covering market of more than 1.2 billion people including growing middle class, and combined gross domestic products of more than US\$4 trillion. Unemployment, poverty and inequality are one of the challenging triplets of this continent. And with these we are going to be able to challenge these triplets. The continent is very rich, yet very poor. It is now our time to ensure that our economic developments in the continent will address all the inequalities on the continent.

Lastly, Honourable President, with SADC we prioritise development of cross-border value chains in key factors such as, energy, mining and mineral beneficiation, manufacturing, infrastructure and agro-processing. South Africa is fully committed as I said earlier on Mr. President in supporting this Free Trade agreement. Thank you very much.

MR. PRESIDENT: Thank you very much Hon. Member and now I want to give the floor to Hon. Maria Augusta Leonel Correia from Angola.

HON. MARIA AUGUSTA LEONEL CORREIA [ANGOLA]: - Obrigada Senhor Presidente por me conceder a palavra.

O Acordo de Livre Comércio Africano ou Tratado Continental de Livre Comércio Africano feito com o objectivo de criar um mercado único e uma área de livre circulação de pessoas, além de uma união monetária é um instrumento extremamente importante que poderá transformar a economia dos nossos países.

Angola faz parte dos 54 países signatários. Em Angola já foi discutida e validada ao nível de Conselho de Ministros e que prossegue o seu percurso para o Parlamento a fim de ser ratificado.

Existem 22 países que já ratificaram o Acordo em menos de um ano e meio. Isto demonstra a importância que os países africanos concederam a este processo.

A concretização deste sonho de abrir um maior bloco comercial do mundo ainda está distante por falta de infra-estruturas, disparidades regionais e concorrências internas que são as maiores barreiras para que o projecto saia do papel para a prática. Só deste modo a África irá ganhar.

Muitas vezes é mais fácil importar ou comercializar um produto de um outro continente do que para um país africano.

Gostava de saber do senhor Comissário acerca dos limites impostos neste Acordo. Existe 10% da lista dos produtos dos quais 7% podem ser da lista protegida e 3% completamente de excluídas.

Muitos dos países têm receio de ratificar o Acordo motivados pelas forças internas devido ao possível *dumping* dos produtos vindos de outros países africanos. Portanto, qual será o impacto deste Acordo na nossa economia africana?

Muito obrigada.

MR. PRESIDENT: Thank you very much, Hon. Member. Now, I want to give the floor Hon. Yerima Chihana from Malawi.

HON. YEREMIA CHIHANA [MALAWI]: Thank you, Mr. President.

Indeed, this presentation has been very encouraging and motivating. I would like to submit that the biggest benefit that we are going to get, as Africa, is coming from the youth. And the rate of adoption of ICT amongst the youth in Africa is the greatest.

If trade is going to flourish in Africa, we must make sure that in the component of trade, inward investment in ICT should be encouraged across the countries, mindful of large investments which can come from South Africa and Nigeria, which are large economies. This would help with the adoption of our own technology and research while waiting for research and development from other countries.

Apart from that, what I wanted to say is what has been said by my colleague from Angola; we cannot do trade without a monetary union. If economies and currencies are not converging quickly, it would be very difficult to have a union which has no currency conversion. Trade is about making profit and realizable dividends. We cannot concentrate on dividends coming from dollars, pound sterling and whatever; we should look at current conversion in Africa.

I would also be mindful of how we pool synergies in terms of African industrialisation. I would be of the view that Afrieximbank should be modelled on the African Development Bank. We should set up our own trade and investment bank which will focus on industrialisation, trade and development. Without that we will still be relying on banks that are foreign-driven.

I submit.

MR. PRESIDENT: Thank you very much. I now want to give the floor to Hon. Elsayed Feleifel from Egypt.

HON. ELSAYED ALI AHMED FELEIFEL [EGYPT]:

شكرا السيد الرئيس،

في الحقيقة هو يوم سعيد، لأن أفريقيا بدأت تضع مصالحها موضع التنفيذ، وكان هذا الأمل البعيد حلماً لدى الآباء المؤسسين لمنظمة الوحدة الأفريقية، لكنني أرى أن أقتراح على حضراتكم أن نوصي المفوضية بأن تُمهّد لهذه الاتفاقية لكي تصبح حقيقة

واقعة، ولن يكون ذلك إلا بخطة عمل حول الطرق والنقل بين الدول الأفريقية، لأنه مهما كانت لدينا منتجات ولا يوجد طريق لنقل هذه المنتجات من بلد إلى بلد، فهذا سيجعل جميع المواثيق التي توقع عليها في حالة شك من التنفيذ.

لكي ننفذ ما يتم الاتفاق عليه، علينا أن نعقد، لا أقول برامج ولا أقول مؤتمرات، إنما نعقد خطة عمل كاملة قابلة للتنفيذ من قبل الدول الأفريقية، يناقشها خبراء النقل والاتصال بين الأقاليم المتعددة للقارة الأفريقية.

منظمة الوحدة الأفريقية من قبل كانت قد وضعت مخططاً للطرق العابرة للقارة، من الشمال إلى الجنوب ومن الشرق إلى الغرب، ولكن هذه الطرق جميعاً ما تزال حتى هذه اللحظة وبعد عشرات السنين، حلاً لم يتحقق ولم يتم تنفيذه. وهناك طرق يمكن أن تُستكمل بسهولة وبإنفاق بسيط، فهناك طريق القاهرة كيب تاون، وهو طريق يمتد لآلاف الكيلومترات، متبقي فيه فقط حوالي ستمائة كيلومتر لكي ينتهي إنجازَه وبهذا تستطيع أفريقيا أن تنقل تجارتها في هذا الاتجاه الطولي من الشمال إلى الجنوب والعكس، بما يخدم دول وسط وشرق أفريقيا أيضاً. وهناك طريق آخر عملاق بين السنغال وجيبوتي، وُضع في مخططات قديمة للقارة الأفريقية ولكنها لم تُنفذ.

لابد من إخراج هذه المشروعات جميعاً وأن نعهد بها إلى أساتذة نقل بكليات الهندسة كخبراء ليقترحوا علينا ماذا نعمل، ثم نقدم هذا إلى الاتحاد الأفريقي والمفوضية لكي نبحث معاً كيف يمول كل منا الجزء الذي يخصه في بلده، وأن يستعين في ذلك أيضاً بالدول التي تملك القدرة على المساعدة في هذا الاتجاه.

هذا في رأيي شيء عملي يجعل منطقة التجارة الأفريقية منطقة قابلة لأن تحظى بالنجاح وأن نسعد بها جميعاً للوصول إلى السوق الأفريقية المشتركة.

شكراً.

MR. PRESIDENT: I now want to give the floor to Hon. Felisberto Alves Vieira from Cape Verde.

HON. FELISBERTO ALVES VIEIRA [CABO VERDE]: - Bom dia.

Obrigado Senhor Presidente por me ter concedido a palavra.

Quería associar-me a este dia histórico e importante com a entrada em vigor da Zona de Comércio Livre em África.

Creio que se trata de um acontecimento histórico e diria mesmo a segunda independência do nosso continente do ponto de vista económico, financeiro e comercial.

Penso que África tem recursos suficientes para o seu desenvolvimento, mas precisa de instrumentos para garantir a maior produção, a maior produtividade, o melhor intercâmbio comercial, trocas comerciais entre os países, entre as regiões e garantir a sustentabilidade da nossa economia, o emprego e a inclusão social.

Quería, em nome de Cabo

Verde, saudar a entrada em vigor deste importante instrumento económico e dizer que Cabo Verde participa relativamente nas negociações quer de Kigali, Egipto e Niamey e por isso já foi aprovado em Conselho de Ministros a criação da Zona de Comércio Livre e reconhecimento de Cabo Verde e o documento já seguiu para o Parlamento, e coincidência feliz será a minha comissão, eu sou Presidente da Comissão de Relações Externas, Cooperação e Comunidade do Parlamento Cabo-Verdiano que vai apreciar a Resolução para a ratificação do Tratado que será nos próximos dias.

Queria também para terminar felicitar Gana, um país irmão e fraterno que nos ajudou muito no processo de independência de se ter disponibilizado para sediar os órgãos executivos da Zona Continental do Comércio Livre. Portanto, auguro sucesso, a esse instrumento de cooperação económica comercial do nosso continente.

Muito obrigado.

MR. PRESIDENT: Now, the last on my list is Hon. Kone Aboubacar Sidiki from Cote d'Ivoire.

HON. KONÉ ABOUBACAR SIDIKI [CÔTE D'IVOIRE] : Merci monsieur le Président.

Je voudrais constater avec vous aujourd'hui, l'unicité des cœurs et des voix au Parlement panafricain, donc la réalité du slogan « Une Afrique, une voix ».

Monsieur le Président, je voudrais insister pour savoir davantage sur le mécanisme de collecte et de répartition des taxes douanières entre les pays signataires de l'accord. Je pense que la volonté politique peut être lourde à ce niveau, s'il n'y a pas un mécanisme clair et contraignant pour le reversement des taxes collectées et le respect des tarifs douaniers harmonisés.

Monsieur le Président, la question de la paix et de la sécurité a été relevée par notre sœur, comment envisager une zone de libre-échange continentale si la sécurité demeure un défi sur la quasi-totalité du continent ?

Comment envisager une zone unique de libre échange si la xénophobie, le repli identitaire ou la montée du nationalisme est en pleine expansion ?

Monsieur le Président, la question également de la corruption. Quel est l'état, aujourd'hui, des déperditions liées à la corruption et aux faux frais dans nos ports et dans nos frontières, dans nos postes douaniers ?

Monsieur le Président, on a parlé de la crainte des pays dits à faibles revenus économiques mais tout comme ces pays dits pays de faibles potentialités économiques, les pays dits aussi à fortes potentialités économiques n'ont-ils pas aussi peur d'être cannibalisés et de ne rien recevoir en réalité de cet accord ?

Une chose est de signer, de ratifier, mais une autre est d'avoir la volonté politique pour la mise en œuvre et l'application effective de l'accord. Comment rassurer ces pays dits de fortes potentialités économiques sur le fait que leur économie ne sera pas impactée véritablement ?

Monsieur le Président, je voudrais terminer sur la question du transport et des voies d'écoulement. Sommes-nous sûrs que le transport routier demeure la meilleure voie d'écoulement des produits commerciaux ?

Quand nous savons qu'il y a beaucoup de questions d'insécurité, qu'en est-il du développement de la voie ferroviaire et comment pouvons-nous régler le défi du transport aérien au niveau de l'Afrique ?

Merci beaucoup.

MR. PRESIDENT: Thank you. We are now at the end of the debate.

Your Excellency, according to your plan, I just want to give you three minutes to comment on the questions. I think a lot of contributions were made, so just answer some of them because we are now going to leave.

You have the floor; but you can speak while on your seat.

H.E. ALBERT M. MUCHANGA [COMMISSIONER FOR TRADE & INDUSTRY, AU]:

Very rich contributions - I have to rush to the airport, Honourable Members. In fact, I have been hopping from city to city; since Sunday I have gone to about five countries - just to show you the pain that I am going through. This morning I only slept for two hours. But I think - all these questions I have taken note. I am going to write an official reply to them so that they are fully answered.

The pertinent ones which I will answer are the markets. Well, of the 55 African countries, we are creating a big market. Now, in commercial diplomacy and in political diplomacy, it gives you unity and leverage. So we can use that large market to say, if somebody wants to invest in mining and you are from abroad, we want you to do value

addition in Africa or you do not mine at all. So, you have to choose between either going to a large market or staying out.

In the past, the 55 African countries were small economies and were not able to attract investments. That is why we are creating this large market.

The issue from Angola; we must start with the production and trade in goods. Monetary union is going to come later. So, it is after we have created a single African market that we are going to go into monetary integration. So the programme we are doing now is the right one.

The issue from Zimbabwe; why wait? The issue that the Legislative Assembly must have work to do, and we are taking the mode of the European Union. The work of the European Commission is to draft legislation and take it to the European Union Assembly; they debate it and transform it into laws which are implemented both across Europe and in countries. So if we try to force the situation now, you will find that the workload will not be there. So we need to go through deeper integration to create the necessary workload. So like I said there are quite a number of issues. I can go on and on, I am going to reply them formally. But thank you very much and as African Union Commission and as Department of Trade and Industry, we are ready to engage with you all the time. Thank you very much.

MR. PRESIDENT: Thank you very much, Your Excellency. We are now free to move in the Chamber. We thank you very much.

Now, I want to give the floor to Hon Venaani, who is the chairperson of the Committee on Trade, Customs and Immigration matters to respond to all the questions. *[Laughter]* Hon. Member, do you have the response or maybe, you can write to us? You have that option. *[Laughter]* So, Hon. Venaani, you have the floor.

HON MC HENRY VENAANI [CHAIRPERSON OF COMMITTEE ON TRADE]: Thank you very much, Honourable President, the Commissioner and all the Members of Parliament. I think it is apt to quote William Shakespeare who said that "If you prick us don't, we bleed? If you tickle us don't, we laugh?" in his famous book the 'Merchant of Venice.' Because it means that Africa needs a fairer and better trade. And we have an opportunity ourselves to dictate the dictations of a new world order. And that new world order would demand men and women, young and old of courage, to make sure that we

maximize Intra-African trade to the benefit of Africa and to its populous. I always get ashamed when many Africans are dying in the Mediterranean seeking for better opportunities while our continent is a repository of under nearly 36 per cent of the world minerals are in our continent. Yet, our people are the ones dying, seeking better opportunities while those resources are in our country. So, I want Members of Parliament to go back to their parities to their civilization and go and speak directly to African business people to prepare them for this new African Trade. If we do not prepare our own industries for Intra-African Trade, there won't be any. This thing will be good in paper and we know that we have a number of enemies. All the other European countries, China, America they all have their own interest and they would want to take commodities out of Africa the way they do. So our enemies have become multi-polar. So Africa must unite itself to make sure that whatever we design it is designed for the benefit of Africa first, for its populace and for its children. I want to answer by saying it is an opportunity for all of us, as politicians, as leaders to go and map out a new Africa. We have that opportunity today. I like what one Parliamentarian said that it is like a new liberation. It is Africa's turn to liberate economically its populace and as African politicians, we should not be found wanting in delivering back liberation. Thank you very much.

MR. PRESIDENT: Thank you very much. Can I put the two presentations to the vote? No observation and no remark. The Chamber, please take note. (*Laughter*)

Now, Mr. Clerk, you have the floor.

M. LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL : Merci, Monsieur le Président.

Le prochain point inscrit à l'ordre du jour est la présentation et débat sur le rapport de la Commission coopération, des relations internationales et du règlement des conflits sur la paix et la sécurité en Afrique et le communiqué de la Commission permanente à l'issue de sa réunion tenue en août, en Égypte.

M. LE PRÉSIDENT : Avant d'inviter le président KONE Aboubacar Sidiki, je voudrais aller dans le même sens que lui mais je ne sais pas si c'est prématuré.

La sérénité avec laquelle nous venons de travailler prouve bien que nous pouvons représenter dignement l'Afrique. Tout le monde a apporté une contribution très, très subséquente aux problèmes de la zone de libre-échange. Donc, si nous continuons

dans cette lancée nous serons des dignes représentants d'Afrique que de perdre le temps dans des querelles intestines.

Président de la commission coopération, de règlement des conflits, continuez ce travail. Venez donc présenter votre rapport.

HON. KONÉ ABOUBACAR SIDIKI [PRÉSIDENT DE LA COMMISSION PERMANENTE DE LA COOPÉRATION, DES RELATIONS INTERNATIONALES ET DE RÉGLEMEN DES CONFLITS] : Merci, Monsieur le Président.

Merci, chers collègues députés, mesdames et messieurs.

La tâche qui nous incombe ce matin est, comme l'a dit le Président, de présenter le rapport sur la situation de la paix et de la sécurité en Afrique et de présenter le communiqué final de nos travaux d'août en Égypte.

Monsieur le président,

Avant donc de présenter ce rapport, je vous prie de me permettre de faire une précision. Nous avons reçu ce rapport par une communication d'un expert, d'un envoyé de l'Union africaine et nous ferons l'effort de le transmettre tel que reçu fidèlement, parce qu'en aucun moment nous n'avons participé aux missions qui ont découlé sur la rédaction de ce rapport.

Cela dit, nous allons structurer notre intervention en trois étapes. La première étape consistera à éclairer la question des menaces à la paix et à la sécurité en Afrique. La deuxième sera de décrire la situation de la paix et de la sécurité sur le continent et bien entendu, la troisième étape sera la lecture du communiqué final de nos travaux en Égypte, en août 2019.

En ce qui concerne la première étape, monsieur le Président, le terrorisme et la radicalisation continuent d'être l'une des menaces majeures pour le continent et ses populations. La sophistication des groupes terroristes ne s'arrête pas à leurs stratégies de radicalisation et de recrutement. Au fil des ans, ces groupes sont devenus des entités parallèles bien organisées qui fournissent des services et, dans certains cas, agissent comme juges, jurés et bourreaux.

Ils ont également sophistiqué l'équipement qu'ils utilisent. Vous pouvez voir l'enquête sur Reuters qui dit et je cite : « *Chaque année, des milliards de dollars en lingots d'or sortent clandestinement d'Afrique par le Moyen-Orient, une porte d'entrée vers les*

marchés des Etats-Unis, de l'Europe et ailleurs. Une grande partie de l'or n'est pas enregistrée dans les exportations des Etats africains et il est produit illégalement parfois par des opérations criminelles et souvent à un coût humain environnemental élevé. »

Fin de citation.

Monsieur le Président,

La spirale de la violence communautaire devient un défi dans divers régions d'Afrique, notamment au Sahel.

La prolifération et la diversification des groupes islamiques, les changements climatiques, les transitions politiques engendrent des défis complexes.

En 2020, au moins 14 élections sont prévues d'être tenues et la prévention de la violence restera la priorité majeure du continent.

Les soulèvements populaires, notamment au Soudan, qui s'accompagnent de l'utilisation des plates formes des médias sociaux deviennent cruciaux. Exemple : vous avez un rapport sur la liberté d'expression et le maintien de l'ordre public. Aujourd'hui, le grand défi sur cette question est d'établir un rapport conséquent entre la liberté d'expression et le maintien de l'ordre public. Il existe un danger croissant d'utilisation d'armes et de matières explosives, notamment dans les zones urbaines. Nous en avons pour exemple la Somalie et le Nigéria.

Cependant, l'Union africaine a choisi de faire taire les armes en 2020. Je considère que cela est un grand défi.

Les outils et instruments de prévention tels que l'accord de libre-échange continental africain, nous venons d'en parler tout à l'heure, le protocole sur la libre circulation des biens et des hommes sont mis en œuvre pour traiter les questions de paix et de sécurité.

Monsieur le Président, ça, c'est le contexte.

Qu'en est-il de la situation de paix et de sécurité sur le continent ?

En Somalie, on continue d'accomplir des progrès sur le plan politique, notamment le renforcement des institutions de la mise en place du système fédéral. Le terrain est également préparé en vue des élections aux suffrages universels, prévues en 2020. Les relations entre le gouvernement fédéral somalien (FGS) et les Etats membres fédéraux (FMS) semblent s'être améliorées, notamment avec Galmuduug et Jubbaland.

Actuellement le dialogue se poursuit avec Galmuduug pour unifier l'État, promouvoir la stabilité et rapprocher les différentes parties.

La situation de sécurité en Somalie reste fragile étant donné que les attaques et menaces d'Al Shabaab contre l'AMISOM et les forces de sécurité somaliennes semblent s'intensifier. Le 14 juillet 2019, Al Shabaab a lancé une attaque à l'engin explosif improvisé complexe dans le secteur de Kismayo tuant une trentaine de civils et blessant plusieurs autres. Dans toutes ces attaques, les civils continuent d'être des victimes plus nombreuses que le personnel de sécurité.

La situation actuelle au Soudan du sud marquée par des efforts visant à préparer un environnement constructif et propice à la mise en place d'un gouvernement intérimaire en novembre 2019, conformément à la mise en œuvre de l'accord revitalisé de 2018.

Au Soudan, suite à l'éviction des militaires le 9 avril 2019, du Président de longue date Monsieur Oumar El Béchir, le Conseil d'Etat et de Sécurité de l'Union africaine a publié un communiqué le 15 avril 2019 demandant au Conseil militaire de transition d'installer une autorité civile de transition, faute de quoi, le Soudan devrait être suspendu de toutes ses participations aux activités de l'Union africaine. Le Soudan a ensuite été suspendu.

La situation en Lybie, je suis entrain de résumer pour nous permettre d'aller un peu plus vite.

La situation en Lybie, la poursuite des combats en Lybie conjuguée à l'affaiblissement des institutions de l'Etat et aux complications du processus d'une réconciliation effective demeurent une préoccupation majeure pour l'Afrique et la communauté internationale dans son ensemble.

Dans ce contexte, il convient de souligner que la situation en Lybie qui découle des bombardements de 2011 sur le pays a des conséquences généralisées sur le Sahel en particulier et sur le continent africain en général. On estime que des millions d'armes légères et lourdes ont été pillées dans les arsenaux Libyens. Ce qui a entraîné une prolifération illicite sans précédent des armes en Afrique. C'est un contre courant aux efforts en cours pour faire taire les armes en Afrique.

Le Comité de haut niveau de l'Union africaine sur la Lybie s'est réuni en marge du sommet de coordination (UA-CER) pour faire le point de la situation et convenir des

nouvelles mesures visant à renforcer l'engagement de l'Union africaine en Lybie. En particulier, le comité a demandé la nomination d'un envoyé spécial conjoint UA-ONU pour faciliter les efforts visant à rétablir la paix en Lybie.

La Guinée Bissau est confronté à divers défis depuis son accession à l'indépendance en 1974, notamment dans le domaine politique. Ce qui a fait que le pays a eu des difficultés à réaliser ses potentialités. Le pays est doté de ressources naturelles qui, si elles sont pleinement exploitées, pourraient contribuer à réduire la pauvreté et à créer des conditions économiques favorables dans le pays. Malgré les nombreuses difficultés que le pays a connues au fil des temps, notamment en raison des crises politiques prolongées, la Guinée Bissau a pu organiser avec succès, des élections législatives du 10 mars 2019.

La situation en République Centrafricaine : la signature de l'accord politique de paix et de réconciliation (APPR) entre le gouvernement de la République Centrafricaine et les quatorze groupes armés à Bangui le 6 février 2019 et sa mise en œuvre constituent l'essentiel des derniers développements de la situation dans ce pays. Les massacres dans la région de Paoua en mai 2019 et le choc national qui en a résulté ont montré la fragilité de la situation générale y compris l'APPR et la nécessité d'une vigilance accrue et constante de la part des garants des facilitateurs de l'accord.

En République Démocratique du Congo, après plusieurs mois de discussion prolongée, la coalition politique (Cap pour le changement « CACH ») qui avait soutenu la candidature de Monsieur Félix TSHISEKEDI élu Président de la République et le Front commun pour le Congo, la plate forme politique proche de l'ancien Président Joseph KABILA a abouti à un compromis qui a conduit à la nomination d'un Premier ministre Sylvestre ILUNGA ILUKAMBA en mai 2019 et à la formation d'un gouvernement d'environ 65 membres.

La situation sécuritaire au Mali reste dominée par les activités des groupes terroristes tels que l'État islamique au grand Sahara. Le Groupe de soutien à l'Islam et aux Musulmans Katiba Al Mansour, Ansar Eddine, Ansarul Islam, Macina et Al Murabitoune. Alors qu'ils continuent de mener des attaques meurtrières contre les forces nationales et internationales, le phénomène le plus préoccupant de ces derniers mois a été la

perte en vies humaines dans les conflits intercommunautaires qui ont souvent opposés les communautés Dogon et Fulani au Mali.

Au Sahel, en particulier au Burkina Faso, la situation sécuritaire a continué à se dégrader au cours de l'année, en particulier dans les régions du centre-ouest, du centre-nord et du nord et de tout le Sahel où les attaques terroristes se sont multipliées au point d'alimenter la peur d'une expansion de la menace terroriste aux pays voisins tels que le Bénin, le Ghana et le Togo.

Dans le même temps, on compte beaucoup de victimes civiles dans les nombreuses attaques contre les villages, les enlèvements et les exécutions sommaires.

Au Niger, les forces de défenses et de sécurité nationales continuent de faire face aux menaces de groupes terroristes, tout comme au Mali dans tous les cas comme AQMI et Boko Haram, principalement dans les régions de Tilaberi et Diffa. Souvent, ces groupes ont mené des attaques complexes et massives. La situation humanitaire s'est gravement détériorée, principalement du fait de la dégradation de la situation sécuritaire.

Monsieur le Président,

En conséquence de cause, nous en arrivons à la conclusion : l'agenda 2063 de l'Union africaine est fondé sur la vision suivante : Afrique Intégrée, Prospère en Paix tirée par ses propres moyens et représentant une force dynamique sur la scène internationale.

L'aspiration numéro 4 de l'agenda insiste sur l'Afrique pacifique et sûre, sans conflit et où les communautés locales vivent en parfaite harmonie. Les guerres intra et inter États doivent totalement être éliminées.

Une Afrique prospère, intégrée et unie se fonde sur la bonne gouvernance, la démocratie et le respect des Droits de l'Homme, la justice et l'État de droit. L'Afrique devrait donc veiller à ce que d'ici 2063, une paix culturelle bien établie soit instaurée et la sécurité et la sûreté pour tous les citoyens, la contribution appropriée à la majorité, à la défense des intérêts de sécurité de tout le continent.

Je vous remercie.

(Applaudissements.)

Monsieur le Président, eu égard à cette présentation, je vous ai dit depuis le contexte tout à l'heure, la Commission a formulé deux résolutions que nous allons proposer à la plénière. Comme elles sont écrites en anglais, nous allons soumettre ces résolutions au secrétariat.

Mais les deux résolutions concernent :

- 1- La participation du Parlement panafricain aux missions de paix et de sécurité en Afrique.

Monsieur le Président, vous convenez qu'il est difficile de venir exposer sur des questions pour lesquelles nous n'avons pas été associés.

- 2- Nous avons formulé une résolution et nous soumettons cette résolution à la plénière sur la situation sécuritaire au Sahel.

Nous pensons que nous devons proposer et faire adopter une résolution forte sur le soutien à ce peuple au niveau du Sahel qui souffre, mais nous pensons également que le Parlement panafricain doit absolument faire l'effort d'être auprès de ces peuples là, à travers une mission d'information et de soutien aux populations de cette zone.

A cet effet, je voudrais vous informer que le Parlement du G5 Sahel se réunit du 25 au 31 octobre à Nouakchott et nous attendons une... nous avons demandé au Président de ce Parlement d'adresser une invitation au Parlement panafricain, donc au Président du Parlement panafricain qui aura toute la latitude de prendre la décision politique de notre participation afin de créer un bon contact avec ce parlement et être auprès des populations.

Monsieur le Président, cela dit, nous allons passer à toute dernière partie de notre intervention qui est relative au communiqué final de nos travaux en Egypte en août.

Communiqué.

La commission permanente de la Coopération des Relations internationales et de Règlement des Conflits du Parlement panafricain a tenu sa réunion statutaire au Caire en Égypte du 2 au 10 août 2019 et rend public le communiqué ainsi qu'il suit :

- La commission exprime sa profonde gratitude à la République Arabe d'Égypte pour avoir accueilli cette réunion au Caire ;
- Exprime également sa profonde gratitude au Très Honorable Dr Ali Abdel Al Sayed Ahmed, Président de la Chambre des représentants de la République Arabe d'Égypte

pour avoir accepté d'abriter la réunion de la Commission Permanente de la Coopération des Relations internationales et du Règlement des Conflits du Parlement panafricain au Parlement Égyptien.

- Exprime en outre sa profonde gratitude à l'Ambassadeur Mustafa El Kouny, vice-ministre des Affaires étrangères de la République Arabe d'Égypte pour son message de bienvenu.

- Exprime par ailleurs sa profonde gratitude à l'Honorable Tarek Radwan, Président de la Commission des Affaires africaines de la Chambre des Représentants d'Égypte, chargé des relations bilatérales entre la Commission permanente du Parlement panafricain et la Commission du Parlement de la République Arabe d'Égypte.

- Se félicite et prend note de son allocution d'ouverture qui a souligné l'importance de la collaboration et de la coopération entre les parlements africains pour le bien commun des peuples d'Afrique.

Au cours de ces travaux, La commission permanente de la Coopération des Relations internationales et de Règlement des Conflits a entendu divers exposés centrés sur la paix et la sécurité du continent africain et à cet effet :

- Prend note de la présentation sur le cas des réfugiés en Égypte, en Lybie et en Tunisie par le Pr. Mirjam Van Reisen du Programme Extérieur Européen pour l'Afrique, de son appel sur la nécessité pour l'Afrique d'influencer la politique européenne en faveur des victimes de la migration.
- Déploie les épreuves difficiles subies par les migrants qui quittent leurs foyers pour d'autres horizons à la recherche d'une vie meilleure.
- Prend note de la présentation de l'Ambassadeur Yasser Sorour, Sous-secrétaire d'Etat adjoint aux affaires de l'eau, sur l'importance de l'objectif du développement durable numéro 6 qui vise à garantir la disponibilité de la gestion durable de l'eau.
- Reconnaît l'importance de la préservation de nos ressources en eau, de la nécessité d'une coopération régionale à la lumière des effets émergents du changement climatique et de la nécessité d'utiliser les ressources partagées d'une manière coordonnée, transparente, durable et avec une vision commune.

- Prend note de la présentation du Dr Kambudzi de la Commission de l'Union africaine sur l'état de la paix et de la sécurité sur le continent africain et la menace émergente du terrorisme et de la radicalisation en tant qu'obstacle majeur à la sécurité, en particulier dans la corne de l'Afrique, le Sahel, le Bassin du Lac Tchad.
- Prend note des problèmes de sécurité persistants dans certains pays du continent, en particulier en ce qui concerne le bien-être des citoyens et l'engagement continu du Conseil de Paix et de Sécurité à faire taire les armes à travers des mécanismes d'alertes précoces, la médiation et la diplomatie préventive.
- Salue et encourage les pays qui font des avancées dans la mise en œuvre des accords de paix.
- Prie instamment les députés du PAP de continuer à participer au processus de paix dans leurs pays respectifs afin de garantir aux citoyens un environnement de vie propice.
- Prend note de la présentation de l'Ambassadrice Dr Naela Gabr, Présidente du Comité National de la Lutte contre l'immigration clandestine et la traite des êtres humains, un mécanisme institutionnel mis en place par l'Égypte pour relever ces défis, notamment au moyen d'un engagement économique.
- Reconnaît la nécessité d'offrir aux jeunes des emplois décents pour éviter qu'ils ne soient attirés par des activités illégales.
- Félicite le gouvernement Égyptien pour sa gestion systématique de l'immigration clandestine et pour la participation des jeunes au développement socio économique du pays.
- Prend note de la présentation de l'Ambassadeur Ehab Fahmy, Vice-ministre adjoint des Affaires étrangères et Directeur de l'Unité de lutte contre le terrorisme au Ministère des Affaires étrangères sur l'expérience de l'Égypte en matière de lutte contre le terrorisme.
- Prend également note de la présentation de monsieur Allan Ngari, de l'Institut des Etudes de Sécurité sur le lien entre anti terrorisme- État de droit et Droits de l'Homme.

- Salue le travail en profondeur réalisé par le gouvernement égyptien pour faire face au défi terroriste dans la région.
- Reconnaît que la mise en œuvre des stratégies de lutte contre le terrorisme représente un grand défi dans le contexte du respect de l'état de droit et des Droits de l'Homme.
- Reconnaît également que des efforts significatifs complémentaires sont nécessaires entre les parlements nationaux et les systèmes de justices pénales pour lutter contre la menace du terrorisme et de l'extrémisme violent en Afrique.
- Convient de ce qu'un engagement plus ferme doit être pris avec les parlementaires étant donné que les efforts de lutte contre le terrorisme dans le monde affectent des lois nationales et les populations africaines.
- Se félicite de la visite sur le terrain à l'Autorité du Canal de Suez et de l'exposé sur la manière dont l'Egypte œuvre pour l'autonomisation économique à travers le Réseau de transport national via le Canal et les infrastructures associées. Cela constitue un très bon exemple de ce que l'Afrique peut réaliser une vision et la prévoyance en mobilisant la volonté nationale et les ressources internes.
- Se félicite également de toutes les visites sur les différents sites d'Egypte qui témoignent de son riche patrimoine culturel et historique et de ses réalisations, un exemple utile pour les pays africains.
- Exprime ses vifs remerciements à l'Honorable Hatem Bashat, membre de la Commission permanente de la Coopération des Relations internationales et de Règlement des Conflits pour avoir organisé et coordonné la réunion de la Commission avec les autorités égyptiennes et le Parlement panafricain qui a été couronnée de succès.

Les députés expriment leur profonde gratitude à lui et à son personnel pour leur engagement constructif, clair et perspicace.

La Commission permanente de la Coopération des Relations internationales et de Règlement des Conflits recommande ce qui suit :

- Le Parlement panafricain, par l'intermédiaire du Président du PAP et de la commission permanente de la Coopération des Relations internationales et de Règlement des Conflits devait réaffirmer son engagement avec le Conseil de

Paix et de Sécurité de l'Union africaine et organiser une réunion conjointe sous l'égide de la Conférence des Chefs d'Etats et de Gouvernements de l'Union africaine en février 2020, dans le but d'entreprendre une mission d'information commune dans l'une des zones de conflits.

- La Commission permanente devrait rester saisie de la question de l'immigration clandestine et se rendre dans les pays touchés pour comprendre directement le sort des populations africaines et conseiller le Parlement panafricain sur les solutions appropriées. Une mission d'information devrait se rendre dans la région du Sahel.
- La commission permanente de la Coopération des Relations internationales et de Règlement des Conflits accepte de rester saisie de toutes les questions débattues.

Excellence monsieur le Président, honorables députés, chers membres de cet auguste chambre, je voudrais vous remercier pour votre attention.

(Applaudissements)

M. LE PRÉSIDENT : Merci beaucoup Monsieur le Président.

Le débat général est ouvert.

Je donne la parole au Dr. Zalikatou Diallo de Guinée pour son intervention.

HON. DR. ZALIKATOU DIALLO [GUINÉE]: Merci Monsieur le Président.

Je voudrais tout d'abord féliciter le Président de la commission, l'honorable KONÉ, pour son brillant exposé. Il nous a fait pratiquement l'état des lieux sur la situation sécuritaire en Afrique, même si par endroit je reste un peu sur ma fin, concernant ce rapport. Mais il s'est justifié quand même d'avoir reçu un rapport émanant de l'Union africaine qu'il a présenté et la commission n'a pas été associée à cela.

Monsieur le Président, je voudrais vous dire que nous étions habitués à un exercice ici, à savoir la présentation d'un des ambassadeurs du conseil de paix et de sécurité à chaque session ici au Parlement panafricain pour nous faire l'état des lieux de la situation sécuritaire en Afrique et à ce sujet, il y avait un débat engagé où les parlementaires africains que nous sommes étions mieux édifiés sur la situation sécuritaire et les mesures prises pour essayer de relever tous ces défis sécuritaires, mais cette fois-ci, nous n'avons pas eu droit à cela. On voudrait savoir pourquoi et ce

que vous comptez faire pour qu'à l'avenir on continue de recevoir le représentant du conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine.

Deuxièmement, je voudrais m'intéresser à une pro-activité quand même, dans la mesure où le président de la commission, l'honorable KONÉ, nous a parlé de beaucoup d'élections qui doivent avoir lieu cette année en 2020 en Afrique. Pour cela, il faut prévenir, prendre des dispositions pour prévenir les conflits surtout avec les élections à hauts risques qui doivent être classifiées et une intervention de la commission coopération sur le terrain pour pouvoir prévenir ces conflits dus à des contentieux électoraux violents en Afrique.

Vous avez parlé de la situation sécuritaire dans plusieurs pays, mais je reviens sur la question de la Libye, où il y a une tragédie humanitaire, on peut qualifier cela de tragédie humanitaire, parce que les migrants font face à beaucoup d'atrocités dans ce pays, qui est malheureusement un État évanescent, où les défis sécuritaires sont immenses. C'est le lieu de remercier le Rwanda, le Président Paul KAGAME, qui a pris des dispositions quand même pour accueillir ses migrants en souffrance en Libye, on invite plusieurs pays africains à emboîter le pas au Rwanda.

Je voudrais donc savoir encore les dispositions prises pour arrêter cette tragédie humanitaire en Libye, concernant les migrants.

Je disais que je restais un peu sur ma faim sur le rapport qu'a bien voulu exploiter la commission coopération, c'est par rapport à la situation sécuritaire des ressortissants africains vivant en République d'Afrique du sud. Il y a eu des incidents diplomatiques suite à des attaques, à des violences contre les ressortissants africains. Il y a eu des incidents diplomatiques, des représailles mêmes dans certains pays africains, et le rapport curieusement ne fait pas état de cela et les dispositions qui ont été prises par l'Union africaine pour parer à cet état de fait.

Je vous remercie, Monsieur le Président.

M. LE PRÉSIDENT: Merci, Honorable membre.

Je donne la parole à l'Honorable Maxas Bweupe NG'ONGA de la Zambie.

HON. BWEUPE MAXAS JOEL NG'ONGA [ZAMBIA]: Thank you, Mr. President for the opportunity. Allow me to thank the chairperson of the committee for the able manner in which he has delivered the report to this House. My intervention will be very brief.

I have decided to just comment on the paragraph on the political transitions in Africa and such things arising from electoral violence. This is becoming very common as Africa or our states pursue the democratic dispensation in order to allow our people have a freeway and contribution to the running of their countries. The electoral violence poses a very big danger to peace in Africa. More so where we try to use the massive numbers of our unemployed youths as tools to propagate the agenda of those who want - to take power by using the unemployed youths. This must definitely come to a stop. Whereas we are given the responsibility to find ways and means of employing our youths, having them used in electoral violence is definitely not a way to go. This is becoming a big challenge to our continent.

Mr. President, the other issue I want to comment on is the social media platforms. These are also becoming a very big danger in our communities or societies. It is used by those with the ability to put falsehoods and endanger others or put information that may not necessarily be prevailing in these countries. They make use of the social media to sometimes even disenfranchise those in leadership and controlling state affairs.

Again, I think this is an area where the African people, especially leaders, must put their heads together. Yes, technology is very important; it is very progressive and it can bring development into nations. However, if it is used to malign or exaggerate conditions that exist in countries, it can only exacerbate issues of conflict which are already in our domain. Africans have been seen to have so many ways of conflict as highlighted by the report. So, this issue which can be controlled can also be a big source of worry.

The danger with conflict at any level – whether it is at community, national or even the continental level – is that it brings forward the development of other things like diseases and underdevelopment. And where there are diseases like Ebola and Cholera under conflict situations, even the management of those diseases or disruptions becomes very difficult. That is because already the conflict has created a bad situation by removing all the resources to manage the conflict. Then, you get the amplification of these diseases or the underdevelopment that can come in.

Therefore, I urge this House to ensure that we focus our energies and attention to ensuring threats to peace and security in Africa are minimised, if we have to continue on moving Africa forward.

Once again, thank you, Mr. President, for the opportunity.

M. LE PRÉSIDENT : Thank you very much.

Maintenant, je voudrais donner la parole à Jacques DJOLI ESENG'EKELI de la République démocratique du Congo.

HON. JACQUES DJOLI ESENG'EKELI [RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO]: Merci beaucoup, Monsieur le président.

Honorable Président,

Honorables membres du bureau,

Chers collègues,

Je voudrais joindre ma voix à celles des autres collègues pour féliciter l'honorable KONÉ et toute sa commission pour le travail qu'ils nous ont présenté. Il faut avouer que cette synthèse qui reprend le tableau de la plupart des conflits, du moins les plus pernicious qui frappent notre continent, nous aide à voir un panorama des questions et de leur profondeur et des défis que nous avons à relever.

J'ai suivi ce rapport avec beaucoup d'intérêt, il y a des concepts que j'ai retenus : vulnérabilité structurelle, incapacité d'utiliser des outils efficaces qui sont disponibles pour résoudre ces crises, l'absence de volonté politique pour résoudre les problèmes. Je laisse les autres éléments.

C'est vrai que, hélas, ça m'a aussi étonné, le collègue a dit aussi que c'est un rapport de l'Union africaine qu'il s'est limité à condenser ou à présenter, je vais y revenir. Mais monsieur le Président, je voudrais dire qu'il est vrai que nous sommes un organe consultatif, mais nous ne sommes pas un centre de recherches et d'analyses. Nous sommes un organe qui doit œuvrer et s'il y a absence de volonté politique, c'est l'ensemble de l'architecture institutionnelle de l'Union africaine, y compris nous-mêmes, qui n'avons pas de volonté politique.

Et à partir du moment où nous n'avons pas de volonté politique pour résoudre les problèmes de conflits qui assaillent notre continent, mais toute l'assise que nous voulons faire, que ce soit le libre échange ou autre, risque d'être, comme l'a dit notre

collègue de la Gambie, une vaste blague. Mais nous savons que ce n'est pas une vaste blague, c'est un rêve, qui ne se construit pas, ça devient une illusion, et cette illusion peut en être dangereuse.

Monsieur le Président, quand nous lisons notre règlement intérieur, nous avons des missions. L'article 4 est clair. Nous avons l'obligation, nous, d'œuvrer pour la promotion de la paix, de la sécurité, de la stabilité sur le continent. A l'article 5, nous avons encore d'autres obligations opérationnelles, dans la construction de la paix dans notre continent.

Alors, comment allons nous faire taire les armes en 2020, si concrètement nous nous limitons à faire, -heureusement ils ont fait quand même quelques résolutions-, parce que dans le texte écrit, il n'y avait rien du tout. On peut bien aller en Egypte, tout le monde espère aller en Egypte visiter les pyramides, mais nous avons un peuple en souffrance, des peuples en souffrances.

La paix, Monsieur le Président, ce n'est pas un don, c'est une construction et si nous voulons construire la paix, nous devons nous donner les outils et la volonté pour le faire. Voilà pourquoi au-delà des résolutions qui ont été présentées par les amis, il est important que nous ayons une vision stratégique claire pour faire terre à terre la paix, à moins que nous attendions 2060, j'espère qu'il y a encore des jeunes qui seront là en 2063 pour évaluer cet agenda dont on parle. Mais il est important que nous nous donnions les moyens aujourd'hui pour donner notre approche en tant que parlementaires, à ce qui se passe au Soudan du sud, ce qui se passe au Mali, ce qui passe au Sahel, nous avons la chance d'avoir des collègues ici qui peuvent nous dire, la collègue de la Guinée a parlé de la présence du membre du conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine qui doit venir. C'est une bonne initiative, parce que nous devons sortir, Monsieur le Président, des communiqués, des résolutions sans lendemain.

Nous avons un continent en crise, nous voulons construire une zone de libre échange, j'espère que ce n'est pas une zone de libre échange de groupes armés, parce qu'eux ils passent les frontières et nous, nous discutons à savoir comment ? Mais pourquoi eux ils n'ont pas de frontières ? Pourquoi ils font le commerce si bien de l'or qu'ils vont jusqu'au-delà du moyen orient ?

Donc nous avons une obligation de revisiter nos méthodes parce que nous avons les outils juridiques pour le faire, mais j'ai l'impression, en écoutant ces résolutions, - qu'elles sont un peu timides- que nous pouvons faire mieux, monsieur le Président, pour que l'Afrique n'attende pas 2063 pour évaluer ce qu'elle peut faire.

Je vous remercie.

M. LE PRÉSIDENT : Merci beaucoup, cher collègue.

Je donne la parole à l'Honorable Lúcia DOS PASSOS de Cap-Vert.

Lúcia, you have the floor.

HON. LÚCIA MARIA MENDES GONÇALVES DOS PASSOS [CABO VERDE]: -

Muito obrigada Senhor Presidente.

Aproveito esta oportunidade para cumprimentar ao colega Presidente da Comissão de Cooperação...

Não? Tradução!

Interrupção por problemas de Interpretação

MR. PRESIDENT: Yes!

HON. LÚCIA MARIA MENDES GONÇALVES DOS PASSOS [CABO VERDE]: -

Posso continuar? Como estava a dizer aproveito a oportunidade para agradecer ao colega Kone Aboubacar Sidiki, Presidente da Comissão de Cooperação pela excelente apresentação e também pela Conferência que foi realizada na semana passada aqui no nosso Parlamento com os elementos do Fórum Parlamentar sobre Paz e Segurança.

Manter a paz e segurança no nosso continente significa vontade política e esforço de todos os países na implementação de políticas de desenvolvimento inclusiva, plano de acção para a paz e segurança e combate ao terrorismo e ao tráfico de droga.

Senhor Presidente

Temos um grande desafio de implementar na sua totalidade as leis humanitárias internacionais e os Direitos Humanos que protegem os Direitos das Mulheres e dos Jovens durante e pós-conflitos.

Com os países ocidentais a comercializarem armas de forma que todos nós conhecemos e com os governantes africanos corruptos que insistem em permanecer no poder por mais de 30, 40 ou até 50 anos obrigando `a imigração ilegal e em massa

da nossa população contribuindo para a criação de campos de refugiados e práticas de crimes nos países vizinhos pela ganância de poder.

Caros colegas

Temos a obrigação de exigir dos nossos governantes o cumprimento das Resoluções 3/25 e 2250 do Conselho de Segurança das Nações Unidas e de todos os ODS da Agenda 2030, em especial os ODS 5 meta 5 e o ODS 16 meta 4, e a Agenda da União Africana 2063.

Se realmente queremos uma África pacífica e segura temos que apostar no pleno potencial das mulheres e da juventude com políticas de desenvolvimento sustentável e inclusiva através da igualdade de acesso aos serviços financeiros e infra-estruturas, saúde, água, saneamento e mercado de trabalho, bem como dar a voz activa às mulheres e aos jovens no processo decisório de todos os assuntos de interesse público, promover igual acesso a cargos de direcção nas empresas e instituições públicas e organizações da sociedade civil, e aos órgãos eleitos dos poderes locais e central para alcançarmos a prosperidade e o bem-estar de todos no nosso continente.

Por último, gostaria de apelar aos colegas para a sensibilização dos nossos países a criarem a sua rede Mulher e Paz, Segurança porque esse grupo tem desempenhado um papel preponderante. Um exemplo concreto que nós temos nesse momento é a Guiné-Bissau, o colega Presidente falou da Guiné-Bissau, mas eu estou a falar do aspecto positivo. Por que é que a Guiné nesse momento tem a paz? Porque o grupo da Mulher, Paz e Segurança desde 2014 vem fazendo um trabalho de sensibilização da população para conscientização da importância da manutenção da paz e da segurança para o bem-estar colectivo.

Muito obrigada.

M. LE PRÉSIDENT : Muito obrigado. Merci, Honorable.

Maintenant, je donne la parole à l'Honorable Joseph Yieleh CHIREH du Ghana.

HON. JOSEPH YIELEH CHIREH [GHANA]: Thank you, Mr. President. A few minutes ago, we were very happy talking about the African Continental Free Trade Area. But with this Report, despite the salient manner in which it was presented, it is sad and depressing to take note of all the things that have been observed. Why so? It is because without peace, we cannot have development.

As earlier on remarked by Hon. Colleagues, if we are talking about the Free Trade Area, the emphasis should also be on security and peace. If we do not have this, it may be an illusion. But, listening to the Report, you come across the situation in which terrorist elements are exploiting our natural resources, smuggling them out to other places and countries from which these are exploited are not benefitting from these resources. This indeed is very sad.

In my own country Ghana, when you take the statistics of gold that is produced and legally exported from Ghana, it is far less than what is reported by other countries as having come from Ghana, which means we are losing a lot of resources as a result of that.

Mr. President, the threat of terrorism, particularly the recent events in the Sahel which seems to moving downwards from initially the Sahel region. Now, we, in Ghana, have been threatened because our neighbours are not at peace and of course, if you want stability to trade, to do business, the cost of doing business will also be calculated against the cost of security and peace. But all this, we have seen the snippets of information about conflicts arising most of the time from the practice of democracy. Some people are not willing to give up power; some incite ethnic conflicts in order to remain in power. These are all things this Parliament must always voice out, our indignation at what is happening in our continent.

We must commend the Committee for the thorough work they have done, and I think that it should be a regular feature of our discussions, put it on our agenda always to talk about peace and security. Emphasize what steps we can take. If you look at the technology that is being deployed now, the dream technology, even very powerful countries like the Saudi Arabia could be attacked with this. So we in Africa have very fragile situations. Can you imagine what will happen if this again was to be deployed to our discomfort? That is why in the world, you cannot always be laughing and enjoying. You have to occasionally feel sad, but we should encourage you to try to find a solution to what is making you sad.

Today's Report, I believe should spear us to continue to talk about our peace and security in Africa without which we cannot develop. Thank you very much.

M. LE PRÉSIDENT: Thank you very much, Honourable member.

Je voudrais donner la parole maintenant à l'Honorable James Reat GONY du Sud Soudan.

HON. JAMES REAT GONY [SOUTH SUDAN]: Thank you, Mr. President, for the chance.

I will talk about the two Sudans: the South Sudan and the Sudan. Regarding South Sudan, which the Committee mentions, I need to also update the House that since last September, the major conflict that was raging since 2013, and especially 2016, has basically subsided. The main rebel group leader, Dr. Riek Machar, has been to Juba twice. And he is coming back to Juba on 25th October to attend a joint meeting of the UN Security Council together with the AU Peace and Security Council. That is to advance the implementation of that peace. And by 12th November this year, we hope to have the revitalised government in place. So far, the ceasefire has been holding since last year and we hope that it will continue forever and ever so that our people can have peace.

Also, in Sudan, with the new government in place, the delegation of the rebels who were fighting the Sudanese Government and the delegation of the Sudanese Government are both in Juba, South Sudan - which is funny since they are supposed to be unfriendly to each other. We tried to resolve their problems in the Sudan. Of course, we have a common commodity called "oil". The majority of it is in South Sudan and transits through the Sudan to Port Sudan. So, it is also in our interest to ensure that they are peaceful and their economy is not disrupted. Hopefully, God willing - *Insha'Allah* in Arabic - by next year, the two Sudans will be at peace.

Thank you very much.

M. LE PRÉSIDENT : Merci beaucoup.

La parole est à l'Honorable Ernesto MULATO de l'Angola.

HON. ERNESTO JOAQUIM MULATO [ANGOLA]: - Muito obrigado Senhor Presidente.

Eu faço parte da Comissão de Cooperação e por isso apoio totalmente este Relatório. Talvez para acrescer, estes aspectos que estamos aqui a debater são recorrentes nesta Casa.

O que temos tido dificuldades é na sua aplicação que envolve condições e meios, e por isso espero que as recomendações feitas no comunicado da nossa Comissão tenham a capacidade para podermos levar avante o que foi aqui proposto.

Era esta a minha contribuição e obrigado.

M. LE PRÉSIDENT : Merci beaucoup.

La parole est à l'Honorable IZABILIZA Marie Médiatrice du Rwanda.

HON. MARIE MÉDIATRICE IZABILIZA [RWANDA]: Merci beaucoup Monsieur le Président de m'avoir donné l'opportunité de m'exprimer.

Je voudrais d'abord saluer et féliciter le Président de la Commission permanente de la coopération pour la qualité du rapport présenté.

Monsieur le Président, j'ai apprécié aussi la façon dont le rapport de la commission nous a donné une vue générale sur l'état de la paix et la sécurité sur notre cher continent d'Afrique. Je salue également les efforts déployés par les pays mentionnés dans ce rapport, pour le maintien de la paix qu'ils ont manifesté.

Monsieur le Président, vue l'insécurité causée par le terrorisme, la violence intercommunautaire, les soulèvements populaires, les transitions politiques et j'en passe, qui continuent de frapper l'Afrique, et vue le rôle important que nous jouons dans la vie politique de nos pays respectifs pour maintenir la sécurité et la paix qui sont le fondement du développement, je voudrais implorer, Monsieur le Président, à cette auguste assemblée de nous engager davantage dans la prévention des conflits et dans la promotion des conflits et dans la promotion de la volonté politique dans nos pays respectifs.

A ce propos, Monsieur le Président, je souhaiterais que le sujet de paix et de sécurité soit toujours sur l'agenda des Caucus régionaux pendant les sessions ordinaires, afin de faire l'échange d'expériences de nos pays respectifs. Monsieur le Président, cette approche d'échanges d'expériences des Caucus régionaux nous permettra de nous évaluer au sein de nos parlements nationaux en ce qui concerne le pas à franchir dans

la mise en œuvre de l'agenda 2063 de l'Union Africaine dans l'aspiration n° 4, qui insiste sur une Afrique pacifique et sûre.

Enfin, je saisis cette occasion, Monsieur le Président, pour féliciter la République Démocratique du Congo qui se démarque aujourd'hui comme un pays modèle dans la réconciliation politique afin de promouvoir un environnement plus propice à travers toute la RDC.

Je vous remercie Monsieur le Président.

M. LE PRÉSIDENT : Merci beaucoup, cher collègue.

La parole est à l'honorable Jaynet KABILA de la République Démocratique du Congo.

HON. JAYNET KABILA [RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO] : Honorable Président, je vous remercie une fois de plus pour la parole que vous m'accordez.

Je félicite aussi, à mon tour, le président de la Commission permanente de la coopération, des relations internationales et de règlement des conflits pour le rapport qu'il vient de nous présenter ainsi que tous les membres de ladite commission.

Vu que je suis devenue, depuis hier soir seulement, nouveau membre de cette commission, j'aurais dit que mon intervention est sans objet mais permettez-moi, Honorable Président, d'apporter la bonne information concernant mon pays, la République démocratique du Congo, sur quelques points du rapport.

Malheureusement, la version française, n'est pas numérotée mais pour les distingués membres qui utilisent la version française, c'est la page 10, premier paragraphe.

Notre commission parle des plates-formes, de la plate-forme politique proche de l'ancien président de la République Joseph KABILA. Si je peux corriger cela. C'est la plate-forme politique de l'ancien Président, Président honoraire. Je souhaite qu'on parle de Président honoraire Joseph KABILA.

Pour le deuxième paragraphe, les manifestations et les recours concernant les litiges relatifs aux dernières élections législatives nationales et provinciales initiés par les partis politiques qui ont perturbé la scène politique congolaise, je ne crois pas qu'on avait une perturbation de la scène politique congolaise, conformément à notre Constitution, en matière législative ou électorale, si je peux dire ça. Les recours relèvent d'une question normale. Cela relève des matières des litiges électoraux.

Quatrième paragraphe. La situation sécuritaire s'est relativement améliorée après l'élection du Président Félix TSHISEKEDI avec un vaste mouvement de reddition des militaires, notamment Nkamuina Nsapu.

La question de Nkamuina Nsapu était réglée avant les élections. Bien sûr, il y a eu une continuité des milices qui rendent leurs armes et entrent dans la vie civile.

Vous avez parlé aussi des questions des groupes armés à l'Est de notre pays. J'aimerais bien qu'on précise qu'il s'agit des groupes armés internes et externes aussi.

Enfin, en ce qui concerne la question d'Ebola, nous devons reconnaître qu'avant toute aide qu'on a reçue, il y a d'énormes efforts qui ont été fournis par la République démocratique du Congo elle-même.

Je vous remercie.

M. LE PRÉSIDENT : Merci beaucoup, chère collègue.

La parole est à l'honorable Noredine Karbal du Maroc.

HON. NOREDDINE KARBAL [MOROCCO]:

شكراً السيد الرئيس المحترم،

شكراً زميلي وصديقي رئيس لجنة التعاون على العرض القيم، وأشكر السيدات والسادة المحترمين البرلمانين الذين تدخلوا أو الذين لم يتدخلوا بعد.

كما سبق و قال أحد الزملاء لما كنا نناقش التنمية الاقتصادية، واليوم بعد ذلك نناقش السلم والأمن، ونؤكد على أن هناك قاعدة أساسية: لا تنمية مستدامة دون سلم ولا أمن، ولا سلم ولا أمن دون تنمية. إذن، ما هو عدونا الوحيد؟ عدونا الوحيد هو الإرهاب، كيف نحارب الإرهاب؟

للأسف الشديد، الإرهاب يُحارب فقط بالسلاح، والسلاح لا يولد إلا السلاح. يجب أن تكون مقاربتنا للإرهاب مقاربة شمولية، المقاربة الأمنية والمقاربة التربوية. ويمكن أن يلعب البرلمان دوراً أساسياً في بث هذا الحوار بين هؤلاء الإرهابيين على مستوى الفكر وعلى مستوى الثقافة وعلى مستوى الحضارة، لأنه غالباً نعتبر الإرهاب سلوك غير إنساني في الواقع، لكن هذا الإرهاب الذي هو سلوك غير واقعي وغير حضاري وغير إنساني، هو وليد أزمة عقلية وفكرية ووليد شقاء فكري يجب أن يُناقش. وبالتالي، فإن محاربة الإرهاب تكون بالمقاربة الشمولية.

نؤكد على التوصيات التي جاءت بها اللجنة، فلا بد أن تجعلوا السيد الرئيس، في جدول أعمالكم في اللقاء الذي ستقومون به مشكورين مع الاتحاد الأفريقي، ضرورة مشاركة البرلمان الأفريقي مع مجلس السلم والأمن في الأنشطة التي يقوم بها، حتى نكون على بينة لأننا نمثل الشعوب، وهذا أساسي ومهم جداً.

كما نؤكد على أن منطقة الساحل هي منطقة ساخنة لا بد من الاهتمام بها. ونحن نعلم أنه سيكون هناك مؤتمر خاص بلبيبا قبل نهاية هذه السنة نظراً للأزمة التي تعيشها ليبيا الآن ونظراً للتأمر الدولي على ليبيا، فالكل يريد أن يستفيد من خيرات ليبيا وهي جزء منا. ولذلك نقول بأن هناك الآليات السياسية التي تُحضر لهذا الملتقى الذي سيكون تحت إشراف البرلمان الأفريقي، ويجب أن يكون هناك مندوب من البرلمان الأفريقي في هذه اللجنة التحضيرية وفي هذه الآليات السياسية، حتى نصل إلى نتائج أفضل، وحتى نكون على بينة ويكون البرلمان الأفريقي حاضر في ممارسة ومعايشة القضايا التي تعاني منها القارة الأفريقية.
شكراً السيد الرئيس.

M. LE PRÉSIDENT : Shukran !

Maintenant, la parole est à l'honorable Said Brahim Said du Sahara occidental.

HON. ALHAGIE MBOW [THE GAMBIA]: Thank you, Hon. President, for giving me this opportunity. Equally, I thank the committee, especially the Chair, for the brilliant presentation they have made to this Plenary.

The report clearly highlights some of the issues in terms of threats that this continent is exposed to - from terrorism, political transitions to other issues in terms of technology. However, I am a little bit worried that there are key issues that are also of interest but they have not been highlighted.

Number one is presidents that want to create self-perpetuating rules. You see, this is one of the challenges we have. We cannot have presidents who want to be there for the rest of their lives. It is seen in how they change constitutions to ensure there are no term limits or, they attempt to change constitutions. These are threats to democracy in Africa. These are the things we really must address as parliamentarians.

Another area is on unemployment. When you talk about Africa, we are very youthful. Reports are showing that over 60 per cent of the African population is youthful. So, talking about unemployment goes back to the youth. Unemployment is a real threat to the peace and security of Africa. I want the Chair to see how come those things are not highlighted.

The other issue is marginalising women in the political arena. All these things are issues we need to discuss. Women must be part of the emancipation of the politics of this continent. Again, most countries marginalise them, especially on the Executive side. It is for their selfish agenda.

Mr. President, to end, there is an area in the report, on the English version of the communiqué; on No.1 where it expresses a deep appreciation to the people of Egypt for hosting us. Basically, the word “appreciation” means you are appreciating or you cherish what they have done for the PAP. But, when you go further, to No.7, they use the same word “appreciate” to mean a different thing. So, I suggest they use “cognizant of” or “to be aware of”. That is because it may send a wrong information if you use one word to mean different things in one context. The same thing can be seen in page No.11 where “appreciate” has a whole different meaning as compared to the one in the first place.

Thank you very much.

M. LE PRÉSIDENT : Merci beaucoup.

Le Président prend note.

Honorable Hatem Mustafa Bashat de l'Égypte, vous avez la parole.

HON. HATEM MUSTAFA BASHAT [EYGPT]:

بسم الله الرحمن الرحيم،

أشكر السيد الرئيس على إعطائي الفرصة للحديث، كما أتوجه بالشكر إلى السيد رئيس البرلمان الأفريقي ورئيسة البرلمان لإتاحته الفرصة لعقد اجتماع لجنة العلاقات الخارجية وفض المنازعات في جمهورية مصر العربية.

في الحقيقة، أود أن أشكر السيد رئيس لجنة العلاقات الخارجية وفض المنازعات على تقريره وإن كان موجزاً، ولكنه كان مفيداً، وأتفق معه تماماً في رأيه في أن هذا العرض كان مختلف تماماً في كثير من النقاط عما شمله التقرير الحقيقي. ومن منطلق عدم الدخول في التفاصيل، فهي موجودة في التقرير وتم مناقشتها مع بعض الأعضاء، ومن منطلق عبارة أن الشيطان يكمن في التفاصيل، فإنني سأترك هذا المجال وسوف أطلب من سيادتكم أن أتحدث عن ظروف عقد هذه اللجنة اجتماعاتها في جمهورية مصر العربية بالقاهرة.

أولاً، أتوجه بكل الشكر والتقدير لجميع أعضاء اللجنة الذين قدموا للقاهرة لحضور هذه الاجتماعات، وأشكرهم أيضاً على ما تحملوه من ضغوط بسبب ضغط البرنامج وقصر التوقيت الخاص باللجنة. وأشكرهم أيضاً على ما بدر منهم من انضباط والتزام، مما كان له أثراً رائعاً في نقل الصورة تجاه الرأي العام في مصر. وكنت أتمنى حضور جميع أعضاء اللجنة، ولكن نظراً لظروفهم الخاصة لم يتمكنوا، وإن شاء الله في القريب العاجل تكون هناك فرصة أخرى.

السيد الرئيس،

خلال اجتماعات هذه اللجنة في مصر، كانت هناك مكاسب عديدة، فقد نجحت هذه الدورة بشكل فاق التوقعات، سواء كان على المستوى السياسي أو المستوى الشخصي أو البرلماني، وكانت فرصة جيدة للتعارف والتقارب بين أعضاء اللجنة. فقد جرى العرف عندما نحضر هذه الدورات في البرلمان الأفريقي في جوهانسبرج، أن يقيم كل الأعضاء في فنادق مختلفة ونجلس في الجلسات العامة أو جلسات اللجان وفي النهاية نعود إلى فنادقنا. ولكن في هذه المرة في القاهرة، فقد كنا جميعنا في فندق واحد وكنا نتحرك بوسيلة مواصلات واحدة وكنا نأخذ الغذاء والعشاء كذلك مع بعضنا البعض، فحدث نوع من التقارب والصدقات، وأعتقد أنها ستكون صدقات دائمة بإذن الله.

وكانت فرصة طيبة أيضاً للتعرف على ما وصلت إليه الأمور في جمهورية مصر العربية من النواحي الاقتصادية والاستثمارية وخلافه. كما كانت فرصة طيبة جداً في عرض الكثير من الخبرات المصرية خلال هذه الاجتماعات في المجالات كافة، في حدود الوقت المتاح خلال هذه الجلسات. والحقيقة، أتمنى تكرار مثل هذه التجربة على مختلف اللجان في البرلمان للأهداف نفسها ولتحقيق المكاسب نفسها.

أكرر شكري للسيد رئيس اللجنة على ما ذكره من مجاملة لجمهورية مصر العربية وشكره للسيد رئيس البرلمان المصري الدكتور علي عبدالعال، ولي شخصياً.

أرجو من السيد رئيس البرلمان الأفريقي ورتاسة البرلمان أن تضع بعين الاعتبار ما جاء من توصيات في هذا التقرير، لأنها جاءت خلاصة وقت ومجهود وآراء وحوارات وماديات .. إلخ.

في النهاية، أكرر شكري وتأكيدي أن مصر دائماً تتشرف بدعوة سيادتكم، فهو حق لكم على مصر، وأنا على المستوى الشخصي في أتم استعداد لاستقبال حضراتكم في أي توقيت في جمهورية مصر العربية. أشركم مرة أخرى، والسلام عليكم ورحمة الله.

M. LE PRÉSIDENT : Chers collègues,

J'ai devant moi, une liste de dix intervenants.

Il est 12 h 30. On devrait suspendre à 12 h 30.

Les interprètes doivent se reposer à 12 h 30. Cela va nous coûter un coût supplémentaire.

Je donne 2 minutes à chacun des intervenants. Je vais chronométrer, moi-même.

Deux minutes !

La première personne inscrite sur cette liste de deux minutes est l'honorable Salek Abderrahman du Sahara occidental.

HON. SALEK ABDERRAHMAN MUSA [SAHRAWI REPUBLIC]:

بسم الله الرحمن الرحيم.

شكراً السيد الرئيس على إعطائي الكلمة،

السيد الرئيس،

حضرت اجتماعات اللجنة في جمهورية مصر العربية، والملاحظ وهو ما أكدته في القاهرة، هو غياب إدراج نزاع الصحراء الغربية من ضمن النزاعات التي تشهدها القارة وهو نزاع من أقدم النزاعات وأطولها. وقد أفادنا مبعوث مفوضية السلم والأمن في تلك الأثناء، بأن قضية الصحراء الغربية قد خُصِّصَتْ لها في قمة نواكشوط ترويكاً تتشكل من رؤساء ثلاثة قادة أفارقة، وهم: السيد عبدالفتاح السيسي رئيس جمهورية مصر العربية الرئيس الحالي للمنظمة، والسيد بول كاجامي رئيس رواندا، والسيد سيريل رامافوزا رئيس جمهورية جنوب أفريقيا. وأن هذه الترويكاً التي تتشكل من هؤلاء القادة لم يتسن لها الاجتماع في القمة الماضية وستجتمع في القمة القادمة.

لا أدري لماذا لم تُدرج هذه التفاصيل وهذه المعلومات وغابت عن هذا التقرير، كان بودي أن تُدرج ضمن التقرير، لأن أفريقيا تولي أهمية خاصة لهذه القضية، ولذلك تم التكليف بها لترويكاً من قادة الاتحاد الأفريقي.

إن، كان من اللازم إدراج هذه المعلومات أو التفاصيل التي أوردها ممثل مفوضية السلم والأمن وإضافتها إلى التقرير.

وشكراً.

M. LE PRÉSIDENT : La parole est à l'honorable Barbara Rwodzi du Zimbabwe.

Deux minutes !

HON. BARBARA RWODZI [ZIMBABWE]: Thank you very much, Honourable President. I would want to, first of all, commend the Chairman in this Committee. But my issue has just been mentioned by the previous speaker. It was on the issue of Western Sahara. I just wanted to mention to say three things that can only amplify the economy of Africa and its development lies on us as legislators of Africa and that has to be peace, security and unity and if we have not resolved the issue of Western Sahara, we would have not done justice to Africa. Yes, they mentioned other critical issues or other critical conflicts that have arisen in our continent, but as legislators, let us keep pushing and not park the issue of Western Sahara and keep pushing to resolve that conflict. I thank you and support.

M. LE PRÉSIDENT : La parole est à l'honorable Suilma Hay Emhamed du Sahara occidental.

H.E. HON. SUILMA HAY EMHAMED ELKAID [SAHRAWI REPUBLIC]: Gracias Señor Presidente. También me uno a los que hablaron antes para facilitar al Presidente de este Comité, pero me sorprende, como dijo mi compañera la honorable, que acaba

de hablar. Me Sorprende, que estemos como parlamentarios, como representantes de los pueblos de África y de estar hablando de paz y seguridad en África y en el mundo. Hay un tema; hay un problema candente. Un problema que dura más de cuarenta y cuatro años y no figura en éste informe, mientras, que de este tema se habla en las Naciones Unidas, en Unión Africana y en todas partes donde se discuten los temas paz y seguridad en África, ¿Cómo es que en el Parlamento Africano no se habla de este tema? ¿Por qué no se presento a los Parlamentarios Africanos? ¿Quizás, me puedan decir, como otras veces han dicho hay una troica?; si hay una troica, ¿Díganos por favor, que ha dicho la troica? ¿Qué ha hecho la troica? Todo es, intentar enterar el tema del Sahara; que es un tema de descolonización en África, y está en las Naciones Unidas. ¡Es imposible! No se puede enterrar la lucha de un pueblo, que todavía está luchando. Que está sufriendo en campamentos de refugiados, más de cuarenta y cuatro años...no conseguí terminar (llaman a otra intervención)

M. LE PRÉSIDENT : La parole est à l'honorable Yerima Chihana du Malawi.

HON. YEREMIA CHIHANA [MALAWI]: Thank you, Mr. President for giving me the floor. I will go immediately to the issue of border disputes among Malawi, Tanzania, Zambia and Mozambique. I am wondering why this Pan-African Parliament is paying a deaf ear. It has been an issue which is outstanding for a long time which a dispute between Tanzania and Malawi and it is going towards a conflict stage, but it is better to do prevention than to wait for something to happen.

Further, I wanted to comment on xenophobia. Malawians, especially from where I come from, are very much related to the Zulus in South African. It may be unfortunate but at this Pan-African Parliament, I would like to draw your attention to a paragraph in part (1) which state that there should be security in Africa with respect to xenophobia. We have to look at the root cause. What happened in South Africa is similar to what happened in Malawi.

People from Nigeria are dealing in drugs and illicit trade and those drugs happened to have gone to school going children. Nobody would like to see children who are going to school to be taking drugs. We must take serious measures to address this problem. Drugs cannot be condoned in Africa, especially those which are not managed properly. Thank you.

M. LE PRÉSIDENT : La parole est à l'honorable Maria Augusta Leonel Carrela de l'Angola.

HON. MARIA AUGUSTA LEONEL CORREIA [ANGOLA]: - Obrigada Senhor Presidente.

Penso que Angola tem tido um papel extremamente importante na Resolução de conflitos nos Grandes Lagos. Fez mediação para que o Congo Democrático tivesse a sua eleição e que as forças negativas naquele país tivessem que sair e o país encontrasse a sua estabilidade.

Eu penso que no Relatório devia constar também a Cimeira realizada recentemente em Luanda, portanto, uma Cimeira quadripartida promovida pelo nosso Chefe de Estado, o Presidente João Lourenço para a assinatura do Memorando de Entendimento entre o Ruanda e o Burundi que foi assinado pelos seus respectivos Chefes de Estado.

Participaram da Cimeira o Presidente da RDC, Presidente Félix Tshisekedi e o Presidente Denis Sassou Nguesso do Congo Brazzaville.

Penso que deverá constar no Relatório.

Obrigada.

M. LE PRÉSIDENT: And now I give the floor to Honorable Mathole Serefo from South Africa.

Cher collègue vous avez la parole.

HON. DR MATHOLE MOTSHEKGA [SOUTH AFRICA]: Mr. President, Vice President, Hon Members, South Africa wishes to reiterate the apology of President Cyril Ramaphosa to Africa and her people and in particular, the people of Nigeria and other SADC countries, including South Africa herself who lost beloved ones during the recent black-on-black violence that was defined as "xenophobia".

President Ramaphosa correctly said that South Africans are not xenophobic. The South African delegation would like to join our President in expressing our condolences to the families - both in South Africa and sister countries - who lost their beloved in the black-on-black violence rooted in the socio-economic conditions which are the legacy of colonialism and apartheid.

President Ramaphosa appointed envoys and sent them to affected African countries to send condolences and deliver our apology. In particular, we want to commend the leadership of the SADC countries for taking collective responsibility to address the root causes of this violence that we experienced.

Last but not least, we want to commend President Buhari of Nigeria for the leadership he provided to clear misunderstandings and normalise relations between our two countries. The South African delegation believes and will live by the words of our icon, Nelson Mandela, who taught us that the lives of all Africans, regardless of their country of origin are not cheap. We shall do everything in our power to protect all Africans in our country.

Mr. President, I want to use one minute to say that – *[Interruption]*

MR. PRESIDENT: Thank you very much dear colleague. I now give the floor to Honourable Pemmy Majodina from South Africa.

HON. PEMMY CASTELINA PAMELA MAJODINA [SOUTH AFRICA]: Thank you very much, Mr. President. I welcome the Report on peace and stability. The previous Report on Continental Free Trade Area cannot be implemented unless we have peace and security in our continent. We have a duty to respect and deepen democracy. I think it is high time the AU and the PAP engaged all Member States to respect the will of the majority and to hold elections at required intervals so as to avoid people clinging to power when they are no longer needed. That is for us to be able develop our continent. The PAP is such an important platform for this engagement.

Lastly, in support of my colleague from Malawi we, as South Africa, dispute any notion which seeks to opportunistically and maliciously suggest that we are xenophobic. We are not xenophobic and neither are we afro-phobic. The fact of the matter is that, out of the 12 people who died, 10 are South Africans.

M. LE PRÉSIDENT : Merci chère collègue.

La parole est au Pr Elsayed Ali Ahmed Feleifel de l'Égypte.

HON. ELSAYED ALI AHMED FELEIFEL [EYGPT]:

شكراً السيد الرئيس، والشكر موصول للجنة على هذا التقرير الجيد، والحقيقة يبدو أنهم شجعوا زملائي في لجنة التربية والثقافة على طلب عقد الاجتماع القادم للجنة في القاهرة، وأنا أستاذن سيادتكم في تسليمنا خطاب بهذا الصدد ونرحب بهم في القاهرة مقدماً.

الحقيقة فيما يتعلق بالتقرير، أنا أرى أن التقرير كان يجب أن يجيب على سؤال محدد وهو: لماذا الإرهاب بهذا الشكل المتضافر في المنطقة الأفريقية ومنطقة الشرق الأوسط؟

نحن لدينا دول تقدم السلاح، والسلاح في أفريقيا والشرق الأوسط معروف مصدره، ولدينا دول تقدم التمويل وهي معروفة لنا حصراً. فلماذا لا تتفاوض أفريقيا مع هذه الدول لوقف العدوان على شعوبنا من خلال هذا الوضع؟

الأمر الثالث، يتعلق بالقرارات الجائرة، فليبيا التي لعبت الدور الأكبر في تأسيس الاتحاد الأفريقي تعرضت لعدوان من أكبر حلف عسكري في العالم ولم نفعل لها شيئاً، وصدر قرار بمنع تسليح جيشها، فكيف تقاوم الإرهاب وجيشها غير موجود؟

القضية إذن، هي كيف نصوغ رؤية أفريقية لمجابهة الإرهاب؟ هذا يقتضي قمة أفريقية خاصة، ولا بد أن نطلب في البرلمان قمة أفريقية خاصة تنظر في كافة القضايا في وقت واحد.

أيضاً، أنا أؤيد ما ذكره الزميل نور الدين (مقاطعة من رئيس الجلسة).

M. LE PRÉSIDENT : Merci, cher collègue.

La parole est à l'honorable Carole AGITO de la RDC.

HON. ELSAYED ALI AHMED FELEIFEL [EYGPT]:

أريد فقط ثلاثين ثانية ... المطرقة حادة

M. LE PRÉSIDENT : Please Professor, I give you three minutes. I already give you three minutes please, you need to end.

M. LE PRÉSIDENT : I did'nt give you. Thank you very much Prof. Yes Carole.

HON. CAROLE AGITO AMELA [RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO] :

Merci, Monsieur le Président, pour la parole.

Je m'appelle « Agito ». C'est vrai qu'il est [...].

M. LE PRÉSIDENT : C'est ?

HON. CAROLE AGITO AMELA [RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO] :

« Agito » !

M. LE PRÉSIDENT : « Agito » ? Yes!

HON. CAROLE AGITO AMELA [RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO] : Oui,

parce que vous avez tendance à dire « Ajito ».

M. LE PRÉSIDENT : Hein ?

« Agito ! »

HON. CAROLE AGITO AMELA [RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO] :

Oui ! C'est l'honorable « Agito » !

Merci, Monsieur le Président, pour la parole.

Je félicite le Président de la Commission pour la présentation de son rapport, mais je voudrais faire observer que parmi les provinces concernées par le phénomène Mbororo, il y a le Bas-Uele dont je suis originaire. Donc, je connais bien le problème et pour lequel les Nations-Unies ont accordé un statut de réfugié climatique.

Sincèrement, nous, à notre niveau, nous ne comprenons pas bien ce que cela signifie, parce qu'aujourd'hui, les provinces citées ici en RDC, sont envahies par ces peuples pasteurs appelés Mbororo et pour lesquels il n'y a aucune solution à ce jour.

Comme l'a dit mon collègue Djoli, je crois que s'il y a une bonne volonté politique, il y a des problèmes qu'on pourrait éviter facilement dans nos États africains, puisque ces frères sont Africains. Ils arrivent chez nous, envahissent des territoires entiers, sèment la désolation parce qu'à part le fait de venir avec leurs bêtes, ils sont aussi armés.

Est-ce que nous pouvons demander aux États concernés de pouvoir s'impliquer davantage pour trouver des solutions à ce problème.

Merci Monsieur le Président.

M. LE PRÉSIDENT: Merci beaucoup honorable AGITO.

Maintenant, la parole est à l'honorable Abdiaziz Abdilahi Mohamed de la Somalie.

HON. ABDIAZIZ ABDILAHY MOHAMED [SOMALIA]: Thank you Mr. President for giving me the floor. I would also like to thank the Chair and the Committee of Cooperation for the Report. Mr. President, the issue of insecurity and peace is a very critical issue in our continent and unless we address certain issues and the root causes of these problems, I do not think we are going to have a lasting solution to our problems.

Mr. President, when we are talking about insecurity we have to talk about lack of good governance. We need to talk about climate change. We need to talk about illegal fishing in our waters. We need to talk about radicalisation. And we need to talk about so many issues. We need to talk about dumping toxic waste in our waters, in our oceans. Mr. President, we need to address these issues properly and I would like the Chairperson of

the Committee of Cooperation to get rid of these things. Mr. President, from the Indian Ocean to the Atlantic Ocean, illegal fishing companies from other countries are coming and fishing illegally in our waters, which is unacceptable, Mr. President. We need to take note of that.

Mr. President, they talk about piracy. Do you know how that piracy was created in our continent? When these illegal fishing companies come to our waters and fish and take our waters and our mineral resources, what are our young boys going to do? They have to go and capture those illegal fishing companies so we can deal with these international and foreign companies.

Mr. President, the issue of radicalisation is another very serious issue in our continent. We really need to tackle this issue because who is radicalising our African youth? It is happening from outside the continent and Africans should know that. These are imported problems. Thank you very much, Mr. President.

MR. PRESIDENT: The last on my list is Honourable BOURAS, you have the floor.

H.E. HON. BOURAS DJAMEL [ALGERIA]:

السيد الرئيس
أنا مُسجّل، ولم
شكراً.

M. LE PRÉSIDENT : Qui ? Je ne vois pas votre nom. Comment vous vous appelez, cher collègue ?

Hon. Djamel Bendir Khatari :

جمال بندير من الصحراء الغربية

M. LE PRÉSIDENT : S'il vous plait ! Le règlement intérieur dit que si vous voulez intervenir, vous levez la main. Mais sur la liste, toute les listes, parce que ce n'est pas bien la suspicion, je n'ai pas ce nom, ni du collègue de la Somalie, ni de...

Hon. Djamel Bendir Khatari :

السيد الرئيس، أنا أرسلت اسمي على القائمة ووقعت:

M. LE PRÉSIDENT : On va vous donner la parole. Moi ça ne me coûte rien. On peut dormir ici, moi je suis très solide.

Vous aurez la parole. Allez-y !

HON DJAMEL BOURAS [ALGÉRIE] : Monsieur le Président, merci.

Chers collègues, Honorables députés, aujourd'hui on remercie le président de la commission qui a présenté un excellent rapport. Notre continent africain, c'est comme notre collègue qui a parlé de terrorisme comme microbe.

L'Algérie a souffert de terrorisme. Le seul pays à avoir, dans les années 90, l'Algérie a payé la facture pour terrorisme, elle a même demandé, il n'y a pas de...

M. LE PRÉSIDENT : Les machines sont fatiguées. Allez-y.

HON DJAMEL BOURAS [ALGÉRIE] : Le terrorisme a frappé durement l'Algérie. Elle a payé la grosse facture, 220 mille morts, des femmes, des enfants, des personnes âgées qui ont payé la facture. C'est l'Algérie qui a demandé dans le temps d'organiser une conférence internationale pour combattre le terrorisme. Personne n'a répondu jusqu'au jour où les géants de la planète ont été touchés et tout le monde était derrière.

Aujourd'hui, Honorables, le terrorisme est un microbe qu'il faut combattre par tous les moyens. Et qu'on parle de Lybie, qui aujourd'hui, est en train de payer la facture très chèrement. Il faut absolument qu'on aide la Lybie. Ce peuple libyen qui est en train de mourir tous les jours. Des enfants, des femmes, des personnes âgées qui sont en train de payer la facture tous les jours et nous, comme on arrive à dormir, à manger, parce que nous sommes les députés, les représentants des peuples africains.

La Lybie, aujourd'hui, est laissée à elle-même, et il faut absolument que le problème de la Lybie soit réglé avec le continent africain, avec l'Union africaine, avec les parlements africains et avec les peuples africains parce que la Lybie, aujourd'hui, notre soeur qui a parlé tout à l'heure des migrants, la Lybie, dans le temps, était un pays fort. Il a accueilli trois millions des communautés africaines qui vivaient en Lybie. La Lybie a construit des écoles, elle a construit des hôpitaux, elle a construit des routes pour les pays africains. C'est pour cela, aujourd'hui, notre devoir est d'être à côté de la Lybie, de l'aider et être avec elle. Je vous remercie tous.

M. LE PRÉSIDENT : Maintenant, je passe la parole au collègue de la Libye.

Vous avez la parole !

HONORABLE MEMBRE [LIBYE] : *Shukran [...]*.

M. LE PRÉSIDENT : Cher collègue,

Le prolongement des travaux en dehors des heures de travail régulières dans le contrat des interprètes entraîne les coûts supplémentaires.

Je vois qu'on ouvre à nouveau le débat, allons-y.

Oui, vous avez la parole !

AN HONOURABLE MEMBER:

شكرا السيد الرئيس لإتاحة هذه الكلمة

أولاً، أشكر العرض المقدم من لجنة العلاقات الدولية وفض النزاعات، ولكن أنا استغرب أنه لم يصدر في بيانها أي ذكر للمشكلة الليبية القائمة، رغم أن الاجتماع أُقيم بدولة قريبة من ليبيا، ويجب عليها أن تأخذ في الاعتبار ليبيا، كما أخذت على عاتقها دول الساحل في القارة، فليبيا جزء من أفريقيا، وهي الآن تدفع ضريبة 2011، من حيث انتشار السلاح والجماعات الإرهابية. والآن في عام 2019 منذ 4 ابريل، العاصمة فيها صراع حاد بين الليبيين، والآن وأنا أحدثكم في هذه اللحظة يوجد اقتتال شرس بين الليبيين ويتساقط العديد من الأرواح لأجل تدخلات خارجية، ويجب على اللجنة في الاجتماعات المقبلة أن تكون قريبة من المناطق التي فيها صراع.

إذا كنا نحن نمثل الشعوب الأفريقية، يجب أن نعيش معاناة هذه الشعوب، أما أن نجتمع اجتماعات أو ورش عمل بحثية لا توجد أي حلول فيها، فهذا عبث. يجب أن نكون ممثلين للشعوب ولما يعانونه. نعم أصدق الأخت الذي ذكرت الهجرة، نعم هناك أفارقة يُقتلون (مقاطعة من رئيس الجلسة).

M. LE PRÉSIDENT : La parole est à l'honorable du Sahara occidentale.

AN HONOURABLE MEMBER:

شكراً السيد الرئيس

أنا سأكون موجزاً، أريد من البرلمان الأفريقي أن يخصص جلسة خاصة تناقش احتلال الصحراء الغربية، وأرجو أن يؤخذ مقترحي بعين الاعتبار.

شكراً السيد الرئيس

M. LE PRÉSIDENT : Merci.

Oui, vous avez la parole ! Oui, vous avez la parole !

AN HONOURABLE MEMBER: Thank you very much, Mr. President. I was only interested to take part in this very important debate over a very important Report presented. I do not need to call it xenophobic because that is not accepted by the host nation. Now, they gave an explanation that may not, on the other side, be accepted by other victims. At this point, Mr. President, the Africa-to-Africa attack in South Africa is so disturbing in Africa and does augur well with the image of the Pan African Parliament.

We cannot allow the explanation given by the host nation and therefore, I want to put this country to task, that is, to conduct an independent investigation and give a report to this Parliament as to what happened and what was the recourse.

M. LE PRÉSIDENT : Le débat général est clos.

(Coup de maillet)

Avant de passer la parole au Président, il y a eu beaucoup de contributions, Monsieur le Président, il faut en tenir compte, parce que vous n'aurez que trois minutes.

Je voudrais répondre rapidement aux deux questions qui ont été adressées au Bureau.

Qu'est-ce qu'on appelle réfugiés politiques ?

C'est le combat en cours aujourd'hui. Les réfugiés politiques résultent des faits des changements climatiques. Ce qui voudrait dire qu'une population qui était installée quelque part et menant son activité, du fait du changement climatique, elle est obligée d'émigrer pour chercher les mêmes conditions ailleurs. Il ne s'agit pas seulement de Mbororo en RDC. Il s'agit également des populations du Bassin du Lac Tchad.

Du fait de l'assèchement du Bassin du Lac Tchad, il y a beaucoup de mouvements des populations qu'on appelle aujourd'hui des réfugiés politiques.

C'est pour cela que [...].

UN HONORABLE MEMBRE : Ce sont des réfugiés climatiques, Monsieur le Président.

M. LE PRÉSIDENT : Hein ?

UNE HONORABLE MEMBRE : « Climatique ! »

M. LE PRÉSIDENT : Des réfugiés climatiques qui migrent pour aller trouver des conditions dans lesquelles ils vivaient ailleurs.

Vous savez que pour remplir le Bassin du Lac Tchad aujourd'hui, cela nécessite plusieurs milliards de francs CFA. Et l'eau devait être justement tirée du fleuve Oubangui pour permettre de réapprovisionner le Bassin du Lac Tchad.

Également pour Madame l'honorable de la Guinée, Dr Zalikatu Diallo, nous faisons tous les efforts nécessaires. Nous n'avons pas, si on regarde l'Acte constitutif, il est

clair. Les commissaires à l'Union africaine devaient venir faire rapport au Parlement panafricain y compris le Président de la Commission. Donc, chaque fois on envoie les invitations. Ils ont toujours des agendas surchargés. C'est pour cela qu'on s'est réduit vers les Ambassadeurs. Et même aujourd'hui, ces derniers disent qu'ils sont chargés.

Mais nous allons continuer à faire. On a quand même reçu ce matin le Commissaire au Commerce et à l'Industrie de l'Union africaine.

Donc, les invitations partent, les gens ne répondent pas.

Monsieur le Président,

Je vous laisse la parole pour deux ou trois minutes pour répondre à vos questions.

HON. KONÉ ABOUBACAR SIDIKI [PRÉSIDENT DE LA COMMISSION PERMANENTE DE LA COOPÉRATION, DES RELATIONS INTERNATIONALES ET DE RÈGLEMENT DES CONFLITS] : Merci Monsieur le Président.

Je suis convaincu que comme vous me donnez 3 minutes ce n'est pas pour répondre, c'est juste pour faire une conclusion. Parce que vous conviendrez avec moi qu'en 2, 3 minutes je ne peux pas répondre.

Il y a des questions institutionnelles qui ont été soulevées Monsieur le Président, je pense que ces questions sont plus adressées à vous qu'à moi, notamment vous avez répondu à la première et à l'inactivité ou à la non présence du Parlement panafricain dans les espaces où il y a les conflits. Je pense que le Bureau qui incarne l'Institution politique peut donner des réponses parce qu'on a toujours dit ici, que pour recevoir une mission il faut forcément que le pays hôte donne l'autorisation et garantir la sécurité.

Je suis d'accord avec les amis de la Lybie, mais je voudrais qu'ensemble on regarde avec le Président et le Bureau, comment est-ce que on peut garantir la sécurité des députés qui vont aller en Lybie pour donc faire ces missions là.

Monsieur le Président, je ne peux pas répondre aux membres de la commission, parce que ce rapport a été adopté en commission hier, et il n'était pas question qu'on revienne là-dessus, je voudrai dire que l'Honorable Salek est membre de la Commission.

Il revient sur la question du Sahara et donne l'impression de façon insidieuse que la commission a occulté ça expressément, mais il sait très bien que nous savons tous

qu'en Egypte deux questions s'étaient invitées dans nos sessions mais ces questions n'étaient pas inscrites à l'ordre du jour et nous avons poliment demandé que ces questions soient adressées à la représentation politique de notre institution.

C'était la question du Sahara et la question de la Palestine.

Monsieur le Président, la question de l'ancien président ou de Président honoraire, il ne revient pas à notre commission de titrer un président.

Donc, Monsieur le Président, je voudrais qu'on s'en réfère à l'Union Africaine si le titre consacré est Président Honoraire, l'Union Africaine doit avoir des documents officiels qui justifient l'appellation de certains Présidents sur le continent.

Monsieur le Président, je ne voudrais pas revenir sur la question de l'Afrique du Sud, parce que j'ai dit que ce rapport n'avait pas été écrit par nous, mais mon sentiment personnel c'est qu'ensemble nous devons avoir moins de passion. Dans chacun de nos pays, il y a la montée du nationalisme par un groupe et nos dirigeants politiques s'activent à encadrer cette situation, et je pense que nous sommes ici, nos ambassadeurs n'ont pas été rappelés et je voudrais féliciter le Parlement panafricain d'avoir maintenu la session ici en Afrique du Sud, parce que délocaliser cette session serait donner beaucoup plus d'influence et de pouvoir à ce groupuscule qui veut ternir l'image de l'Afrique en faisant monter leurs problèmes, leurs émotions personnelles pour des problèmes liés à un pays.

Monsieur le Président, je ne voudrais pas, vous m'avez donné juste trois minutes, je voudrais dire que, nous, au niveau de la commission nous croyons en l'Afrique, nous croyons en la recherche de la paix, nous croyons au Parlement Panafricain, c'est pourquoi nous insistons pour que ces deux résolutions soient adoptées pour donner plus de forces non pas à la commission, mais à l'ensemble du Parlement panafricain d'être sur le terrain. Parce que ce n'est pas nous qui allons faire ces missions de paix et de sécurité. C'est la commission paix et sécurité. Mais en même temps, il nous appartient en tant que représentants du peuple, d'être auprès de ces peuples afin de pouvoir porter la voix de la représentation africaine.

Monsieur le Président, je sais que vous êtes Bureau, les hommes sont plus frustrés de voir votre volonté d'avancer mais cette volonté bute sur des réalités auxquelles vous faites face, et ces réalités là se déclinent sur chacune des commissions aussi, sur le

Parlement panafricain, c'est à nous de montrer notre sérieux pendant notre session, de faire des résolutions et de continuer le lobbying dans nos pays respectifs parce qu'en réalité l'Union africaine n'est rien d'autre que l'ensemble de nos pays mis ensemble. Donc, qu'on fasse nous-mêmes les lobbyings dans nos pays respectifs qu'on fasse bouger les lignes et ces lignes vont se sentir au niveau africaine, je voudrais vous remercier.

[*Applaudissements*]

M. LE PRÉSIDENT : Merci, cher collègue. Je mets aux voix, oui ?

Le président a déjà répondu, vous voulez donner les réponses à sa place ? Oui ?

[*Chahuts dans la salle*]

HON. KONÉ ABOUBACAR SIDIKI [PRÉSIDENT DE LA COMMISSION PERMANENTE DE LA COOPÉRATION, DES RELATIONS INTERNATIONALES ET DE RÈGLEMENT DES CONFLITS] : Il est membre de la commission. Donc, ce n'est pas la peine. Au niveau de la commission le débat est clos.

M. LE PRÉSIDENT : Merci. Le Président a répondu. Je ne reviens sur aucune question. Les questions institutionnelles seront regardées de près mais je voudrais tout de même vous rappeler que le Parlement panafricain est un organe de l'Union africaine. Nous n'évoluons pas en bande dispersée. Nous devons tous regarder vers la même direction de développement des peuples africains, l'épanouissement de tous les peuples africains. Mais que les uns et les autres n'aient pas le sentiment de penser qu'on occulte le sujet mais nous regardons ce qui se passe au sommet de nos Etats. Le législateur ne va pas contre l'Exécutif.

Donc, ceci étant, je mets aux voix l'ensemble du rapport et du communiqué final.

Pas d'observation ? Pas de remarque ?

Adopté.

Monsieur le Secrétaire général, vous avez la parole pour des annonces.

Y a-t-il des annonces ? Pas d'annonces.

Nous sommes arrivés aux termes de nos travaux de ce matin.

La séance est suspendue et reprend à 14 heures 30.

(La séance est suspendue à treize heures neuf minutes et reprend à quatorze heures trente).

M. LE PRÉSIDENT : Veuillez vous asseoir !

La séance est reprise, Monsieur le Secrétaire général, vous avez la parole.

M. LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL : Merci Monsieur le Président, l'ordre du jour appelle la présentation et débats sur le rapport sur la gouvernance en Afrique.

M. LE PRÉSIDENT : J'invite le Professeur Eddy MALOKA, Directeur Exécutif du Secrétariat Continental du MAEP à entrer dans la Chambre, conformément aux dispositions de l'article 38 alinéa 1. h).

Est ce que Monsieur Eddy MALOKA est dans la salle ?

Pas encore !

Monsieur le Secrétaire général, on avance.

M. LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL : Merci.

Les points à l'ordre du jour sont les points suivants :

Présentation et débats sur le point d'information sur le budget 2020 du Parlement panafricain et mise à jour sur les conventions relatives à la double taxation.

M. LE PRÉSIDENT : Présentation et débats sur les points d'information sur le budget 2020 du Parlement panafricain et le point sur l'Accord relative à la double imposition.

J'invite l'Honorable James Reat Gony, Président ! Vous n'avez pas changé ! Président de la Commission permanente des Affaires monétaires et financières à faire sa présentation.

Honorable GONY, vous êtes bien le Président ?

Honorable GONY, you are the Chair? Because he said vice chair.

So you need... it is a small mistake. No problem!

HON. JAMES REAT GONY [CHAIRPERSON OF THE COMMITTEE ON MONETARY AND FINANCIAL AFFAIRS]: Thanks to my colleagues. They decided to elect me the other day. Now I am no longer the Vice Chairperson but a duly elected Chair of the committee. Thank you very much.

This is the update on the approved 2020 Budget of the PAP. It is a report on the revision of the proposed 2020 Budget of the PAP; it is the one that we adopted here in May 2019. It was subsequently revised by the PRC Committee in Addis Ababa.

Introduction

During the Plenary Session of the Pan-African Parliament held in May 2019, the Committee on Monetary and Financial Affairs presented the proposed budget for 2020 amounting to USD 20,798,521 for the PAP. The budget was passed and subsequently presented to the AU Permanent Representatives Committee (PRC) Sub Committee on Budgetary Affairs for consideration before presenting it to the Executive Council for approval in compliance with the African Union Financial Rules and Regulations Article 11 (3) which requires that *“the PRC shall consider the detailed budget of the Union presented by the Accounting Officer before presentation to the AU Executive Council for consideration.”* The PAP 2020 Budget was subsequently reduced by USD 4,390,344 and approved as USD 16,408,177 by the Executive Council. The President actually reported on it.

The meeting to consider the detailed budget of the Union was held in Bahir Dar, Ethiopia in June 2019. The Pan-African Parliament was represented by five staff from the Secretariat and three Members of Parliament from the Committee on Monetary and Financial Affairs. And subsequently by... that included the Third and Fourth Vice Presidents plus other Members of Parliament.

Guiding Principles in the Discussion of the Detailed Budget

The Assembly decided in Addis Ababa – by the Summit of the Heads of State – in January 2017 that the Committee of 15 Finance Ministers (F15) will assume responsibility for oversight of the African Union Budget and Reserve Fund and develop a set of ‘Golden Rules’, establishing clear financial management and accountability principles. A set of nine Golden Rules was developed. Golden Rule Four was applied in the consideration of proposed budget limits.

Golden Rule Four: expenditure ceilings should be set. It states as follows:

- 1. There should be an annual budget ceiling, communicated by the Chairperson of the African Union Commission, before Departments and Organs submit their budget proposals.*
- 2. The Operational Budget including salaries should not exceed 30% of the total budget. This ratio will be calculated based on the expenditure outturn for the past three years. Implementation of this threshold may need to be done gradually.*

The AU Organs and Departments are expected to include more activities in programme budget so as to shift the ratio of Operational Budget to Programme Budget in order to achieve a 30:70 ratio.

Budget Ceilings

A decision was made by the AU Assembly of the Heads of State and Government that the overall budget of the African Union must be reduced by USD 32 million. The limits for the Organs and AU Offices were then set taking into consideration the average budget execution rates for the past three years in accordance with Golden Rule Three: budgets must be credible.

And Point 11 of this rule states that: *“There must be an acceptable variance between budgets and expenditure outturn, as well as revenue forecast and income. To achieve this, a baseline for the past three years must be produced. The variance for the year T-1 – the base (first) year – must be known prior to the start of the budget process.”*

In order to achieve acceptable variance between budget and expenditure outturn, realistic budget must be set. The realistic budget would be based on past budget performance. Based on the average budget execution average for the past three years, the budget ceiling for the PAP was set at USD 16,810,115 – instead of the USD 20 million we set.

2020 Approved Budget for the PAP

This is now for us. PAP Proposed Budget approved in Plenary in May 2019 amounted to USD 20,798,521; and the final budget approved by the Executive Council of the AU is USD 16,408,177. The details of the final proposed budget against the initial proposed budget by us are shown in paragraph 6 below. The budget cuts were mainly on the budget lines with low execution rates – lines that were never used by us; some budget cuts were arbitrary, and some budget lines were cut for specific reasons. The budget lines cut for specific reasons are discussed below.

i) Staff Costs -Special Allowances

PAP requested the inclusion of a budget provision for Special Allowances for local general service staff category, but this was denied based on the Executive Council Decision of 2018 to stop the paying of special allowance – because we are not

authorised. The fact that Washington and New York Offices of the AU are paying special allowance did not change the decision made on PAP to stop the paying of staff special allowance.

ii) MP Medical Insurance/Expenses

The PRC Sub Committee on budgetary affairs had requested removal of MP Medical budget but the PAP brought to the attention of the PRC Sub Committee, the Executive Council Decision Ex.CL/Dec.407 (XII) taken during the Executive Council Twelfth Ordinary Council meeting of 25 to 29 January 2008 which provided that *“medical and accident insurance for Members of Parliament while engaged in PAP activities shall be borne out of the PAP budget”*. The MP medical budget of USD 200,000 was maintained. They had wanted it deleted. So it is double the budget now.

iii) MP Allowances

MP allowances were reduced – in fact removed – in line with the provisions of the harmonisation of allowances for the AU Organs. An Executive Council Decision Ex.Cl./Dec.1 (XXXV) of July 2019 endorsed the payment of allowances and benefits according to the matrix below.

Modus operandi: President plus the Four Vice Presidents - Four Sessions; Caucus Committee Chair, Vice Chair and Rapporteurs – Four Sessions. (Each of the above should be for a maximum of 15 days).

Monthly Administration Allowances of USD 300 per month is allowed for President plus the Four Vice Presidents. For Caucus Committee Chair, Vice Chair and Rapporteurs, they do not receive monthly administration allowances.

Honorarium of USD 150 per day is paid for the Bureau members and the Bureaux of Committees. But neither of the gets Intersession allowance DSA rate. Similarly, they do not get Judicature allowance DSA rate.

However, both get travel insurance on AU Official Mission. For class of travel on AU Official Mission, President plus the Four Vice Presidents will travel business class while the MPs and staff economy.

The payment of honorarium of USD 150 per day is to a maximum of 15 days for the four statutory meetings for the Bureau members, Bureaux of Committees and Caucuses.

No provision was made for payment of allowances to other Members of Parliament who do not serve in the Bureaux.

Proposed Programme Budget For 2020

Consideration of Programme Budget was guided by Golden Rule One: Member States' contributions should cover a minimum threshold of the budget which states:

“At the core of the Financing of the Union (FoU) decisions is the need for Member States of the AU to ensure the Union’s self-sufficiency and sustainability by decreasing dependence on external funding for its Programmes and Peace and Security budgets. This is in line with the Johannesburg Decision that Member States should fund 100% Operational, 75% Programmes and 25% Peace and Security budgets over five years, starting in 2016 to 2020.”

PAP presented a proposed Partner funded Programme Budget for 2020 of USD 1,000,000 in respect of the new programme “African Governance Architecture” (AGA) being developed to be funded by the European Commission. This was reduced, and approved as USD 575,000 in order to remain within the overall budget ceiling provided as well as comply with the requirement to reduce dependence on external funding for programmes.

Supplementary Budget

This could be good news or bad news depending on how you look at it. The PRC Sub Committee on budgetary affairs advised that Organs and AU Departments may request supplementary budgets in 2020 – if you finish your funds – but the granting of approval for the supplementary budget would depend on compliance with submission of periodic performance reports as well as acceptable budget execution rates. And based on this, we circulated to you the execution rate for January – August 2019 for your information. I hope that you read it. That is because in June it was so pathetic that it was only 39 percent. We rejected it in our committee and we told them that when they come back in October with a report of eight months – at least to the end of August. Now, it has improved a bit to 54 percent. It is only a few months to go; we can still do better that.

Comparison of the 2020 PAP Approved Budget against the Proposed Budget approved in Plenary

No. 7 is a comparison of the final 2020 PAP Approved Budget by the PRC and the Executive Council as compared to what we adopted here in May. You can quickly go through the tables and see the areas where the big cuts were made. The staff costs – uncontrollable; a total of USD 344,962 was cut. When you go down to staff costs – others; we have education allowance, USD 110,000 was taken out. You can also see USD 150,000 of installation allowance was taken out. For staff's medical expenses, USD 86,000 was taken out. So, the medical expense for MPs was less, at USD 200,000. The total cut for this Category B is close to USD 746,000. That gives you USD 1,091,000 taken out (A+B).

If you go to the allocation for mission and contingency, the hospitality was not passed by them at USD 40,000. The allocation for official mission was reduced by USD 595,000. They left the allocation for maintenance, utilities and other expenses as it was. On communication, the biggest cut was on telephone. An amount of USD 38,000 was taken out. There is procurement, stationery and supplies where nothing much was taken out; it is only USD 2,000. Bank charges and exchange losses lost USD 46,000. Some people were talking about it the other day. What remains is for us to push the people of finance department to explain why, if our funds are in dollars, why should there be this exchange variance between what we receive and what we are paying. They have been giving us all sorts of explanations which are not acceptable.

The total for the floating budget was reduced by USD 1.9 million. For the staff, bank charges, the stationery and so forth like capital, USD 1.9 million was taken out. It contributes to that USD 4.3 million cut.

In the programme budget, which Members need to look at very carefully, parliamentary sessions lost USD 467,307. Committee meetings - statutory, the ones of March and August, lost around USD 332,000. Non-statutory meetings lost USD 549,340. If you look at the column under 2018, you will see that the execution was USD 271,906. That is the base year they used to allocate. Then, we budgeted for USD 880,000 for the 11 permanent Committees. Each was supposed to get USD 80,000 to carry out their activities. If you look at the execution rates which we have circulated to you for information, in June, the execution rate for the approved budget was USD 535,660. It was only seven per cent in June (six months). By the end of August, it had only moved

to 15 per cent. So, who are we to blame the PRC for cutting this budget line? It is not easy.

The allocation for the women conference, Speakers, Clerks conferences and so on lost USD 30,000 only – not that much. Regional parliamentary conference lost USD 112,000. Allocation for ratification of the legal instruments, climate change and integration was removed to zero because they think it can be covered under parliamentary missions and the AGA platform - the new programme.

Public hearings lost USD 90,000. And as we speak now, this line item has approved budget of USD 180,000. The execution rate was zero, so far. So, the PRC takes it out altogether. It is not used. Bureau and MPs' allowances on caucuses lost USD 460,000. That is based on what we said before.

The AGA platform activities were reduced by USD 425,000. Simply, they are looking at what happened in 2018. That is because the donors may pledge but the money may come very slowly. Or not come at all. So, they said we use the basis of 2018 plus they wanted us to stay within the USD 15 million they had provided. That is why this category was reduced by USD 3.5 million. That all adds up to a total cut of USD 4,390,344.

And our Budget going forward to 2020 – which we have nothing to change now - is USD 16,408,177.

No. 8 is the summary of all that I have just said. The budget that was approved was USD 16,408,177 against the proposed budget of USD 20,798,521. That represents a cut of 21.1 per cent on the proposed budget. The table below shows budget cuts by categories. This is all I just said.

In Bahir Dar, when we were there in June, I was asked to approve the new ceiling given to us, I told them I cannot. It is because the ceiling that was given to us in February and adopted by Heads of State is the one that we worked for. That was the one which was discussed by the Plenary. Only the Plenary can change that. I even told Mr. President who called and said, "We cannot do anything. Let them do whatever they want then we come and report." So, this is all we are doing. We are just updating you.

Recommendations

The Committee on Monetary and Financial Affairs invite the House to consider this report and recommends as follows:

1. Debate and adopt the revised budget for 2020 for the Pan-African Parliament. And like I said, we can only submit a supplementary budget next year. There is nothing we can do; this is the maximum we have been allocated and there is nothing else we can do at this stage.
2. The Bureau and the Secretariat of the Pan-African Parliament to address the issue of low budget execution as it has a direct impact on future budget allocations to the institution. Like putting money on statutory committee meetings that do not take place and other items. And a lot of money on positions of MPs and staff that are vacant. Then the execution remains zero. So our committee is taking charge of this process; we want to make sure that starting next month, as we go to the Budget 2020, we ask the PAP finance department what methodology they use because since I joined this committee in 2015, it is the same story.
3. The Bureau of the Pan-African Parliament urgently constitute a team to meet with the Permanent Representatives Committee (PRC) in Addis Ababa to address two key issues that impact on the budget of the PAP and its relations with the African Union Commission. This will be a follow-up on the mission that was headed by the Third and Fourth Vice Presidents plus some MPs that went to Addis Ababa. They actually requested for a thorough discussion with the PAP because they do not understand what we are doing here.
 - I. Member of Parliament Allowances; they are open to discuss this one.
 - II. Special Allowances as related to the local cadre of the PAP staff.
 - III. The mandate of the PAP in relation to discussing the vote removed from the recommendations and AU Organs' budgets. That is Rule 4(g), which says that: "PAP functions: To examine and debate the budget of the African Union and make recommendations as appropriate." Also Rule 2.6.2(b) that gives the Committee to examine the AU budget. And present to the Plenary.

For the last two years, there has been a mission; so this mission is going to Addis Ababa to ascertain as to why the AU decided not to send a team to bring the budget here of the other members of the Union. I asked the in-charge of budget in Addis Ababa in Bahir Dar. They told me we are not invited. But it was more than that, I believe.

4. The Bureau to address the issue of staffing at the PAP, especially those departments that impact on the work of the PAP. People were talking about there not being sufficient staff for committees; the finance department says they do not have enough people; the monitoring and evaluation - which is supposed to report all this – because we are being punished for not sending reports to Addis – has no staff. This monitoring and evaluation department has only one man; so, it is only one person. So, we recommend that adequate staffing be made – not just adequate staffing but qualified staff.

Your Excellency, the President and Honourable Members, I so submit the revised version of the PAP 2020 Budget. I thank you.

M. LE PRÉSIDENT : Merci Monsieur le Président.

Faites l'exposé sur les conclusions sur l'Accord de double Imposition et je vais ouvrir le débat.

HON. JAMES REAT GONY [DEPUTY CHAIRPERSON, COMMITTEE, MONETARY AND FINANCIAL AFFAIRS]: Those ones are short actually. Mr President, I present an update report of Committee on Monetary and Financial Affairs on the proposed African Model Double Taxation Agreement (DTA) for the elimination of double taxation with respect to taxes on income and the prevention of tax avoidance and evasion. This was also adopted in principle in May.

At 2nd Session of the 5th Parliament held in Midrand, South Africa, the Committee on Monetary and Financial Affairs presented to the House a proposal to develop an African Model Double Taxation Agreement to help curb among other things, illicit financial flows out of Africa.

Through, Resolution PAP5/PLN/RES/10/MAY19. The House resolved as follows:

1. Approve the request for the formation of an African Model Double Taxation Agreement by the Pan-African Parliament;
2. Mandate the Committee on Monetary and Financial Affairs to lead the formulation of the proposed Draft African Model Double Taxation Agreement and to present it for consideration by Plenary ;

3. Welcome the collaboration with, and technical support from (African Tax Administration Forum (ATAF) and African Union Commission on International Law (AUCIL) and requests the Committee on Monetary and Financial Affairs to continue collaborating with these institutions and other relevant stakeholders in formulating the proposed Draft African Model Double Taxation Agreement.

UPDATE ON THE WORK CARRIED OUT

A joint Technical Advisory Group comprising the Pan-African Parliament, the African Union Legal Council, African Union Commission on International Law and the African Tax Administration Forum was established. This is a key requirement of the AU Guidelines on making model laws.

The advisory group met from 22nd to 24th July, 2019, in Pretoria South Africa, to review the Double Taxation Agreement and develop a roadmap for submission of the Agreement to the African Union Assembly of Heads of State and Government.

TECHNICAL MEETING RECOMMENDATIONS ON THE DOUBLE TAXATION AGREEMENT

On review of the Agreement, the Technical Committee agreed on amendments to the following:

1. Title of the Double Tax Agreement;
2. Structure of the Double Tax Agreement;
3. Amend/update some provisions in the substance of the Double Tax Agreement ;
4. Consensus on the philosophy of the Double Tax Agreement; and
5. Consensus on reservations in the Double Tax Agreement.

This is because the document presented in May was adopted by African Tax Administration Forum (ATAF) Members who are **[inaudible missing word]** authorities of the 38 Third World Countries of Africa. In this, some countries have some reservations that this article is not needed because we have adequate provisions in our local laws. This time, your Committee says it is not necessary because these agreements will come as bilateral or multilateral agreements and when these countries sign them, there cannot be any reservation so we do not need to put it in the model law.

TITLE OF THE AGREEMENT

The title was amended to read African Model Double Taxation Agreement for the Elimination of Double Taxation with Respect to Taxes on Income and the Prevention of Tax Avoidance and Evasion. The word "African" reflects ATAF model which we presented here, so that it becomes an African model.

STRUCTURE OF THE AGREEMENT

The African Tax Administration Forum (ATAF) model did not accept this. The AU Legal Council and AU Commission on International Laws said such continental instrument normally have chapters so we introduce chapters.

Chapters were introduced into the Agreement and re-arranged as indicated:

Structure of the DTA: Rearrangement of chapters and sections.

SUMMARY OF THE AGREEMENT

Title and Preamble

Chapter I

SCOPE OF THE AGREEMENT

Article 1 Persons covered

Article 2 Taxes covered

Chapter II

DEFINITIONS

Article 3 General definitions

Article 4 Resident

Article 5 Permanent establishment

Chapter III

TAXATION OF INCOME

Article 6 Income from Immovable Property

Article 7 Business Profits

Article 8 International Transport

Article 9 Associated Entreprises

Article 10 Dividends

Article 11 Interest

Article 12 Royalties

Article 13 Fees for Technical Services

Article 14 Capital gains
Article 15 Income from employment
Article 16 Directors' fees
Article 17 Entrainers and sports Person
Article 18 Pensions and annuities
Article 19 Government service
Article 20 Students
Article 21 Other Income
Article 22 Entitlement of Benefits

Chapter IV

ELIMINATION OF DOUBLE TAXATION

This is a key issue in this model.

Article 23 Methods of Elimination of Double Taxation.

Chapter V

SPECIAL PROVISIONS

Article 24 Non-discrimination
Article 25 Mutual agreement procedure
Article 26 Exchange of information
Article 27 Assistance in the collection of taxes
Article 28 Members of diplomatic missions and consular posts

Chapter VI

FINAL PROVISIONS

Article 29 Entry into force
Article 30 Termination

These are the new articles.

UPDATE ON PROVISIONS

There was a general retouch and harmonization of articles and numbering. So some articles were moved around from where they were and some issues on the language were also checked.

There was a retouch on the substance of the DTA which include:

- The introduction of Chapter 6; the last chapter.

- Introduction of chapters: 6 chapters; Six chapters were imported into this document. You were not there.
- Article 3 : "competent authority" was introduced ;
- Article 5(6)(b) becomes article 5(9) ;
- Article 23 : Methods for elimination of DTA ; and
- Introduction of paragraph (6) in Article 26: Consultation and exchange of information between competent authorities.

PHILOSOPHY OF THE DOUBLE TAXATION AGREEMENT

There was a general consensus on the relevance and nature of the DTA as follows:

- No reservation should be included;
- No reservation for the Double Taxation Agreement (DTA), but they can be presented as comments from the Member States ;
- Preparation of an argument that African DTA is an African solution to an African problem ;
- Preparation of an argument on the specificities of the Africa DTA as opposed to the UN and the OECD models ; and
- Can be adopted as bilateral or multilateral DTA as I said before.

WAY FORWARD

The African Model Double Taxation Agreement needs further engagement with key stakeholders before it can be submitted to the Assembly of Head of States and Government for endorsement. In this regard, the House is invited to consider this report and resolve as follows:

Recommendations to Pan-African Parliament

1. Approve the draft African Model Double Taxation as presented to you ;
2. Approve the submission of the Draft African Model Double Taxation Agreement to the African Union Commission on International Law Conference which will take place in Angola next month. Actually, we would like to go ahead of the discussion in Addis Ababa so that when we get this document approved, then it will become less problematic. *[Laughter.]* We do not know whether it would be adopted by Heads of State and Government.

3. Request the Committee on Monetary and Financial Affairs and the Technical Advisory Group to attend the Session of African Union Commission on International Law and the Standing Technical Committees through the Africa Union Commission to support the adoption of the Draft Model Double Tax Agreement ;
4. Encourage the Committee on Monetary and Financial Affairs to carry out sensitization activities on the African Model Double Taxation Agreement ; and
5. Call for further collaboration with African Tax Administration Forum (ATAF) and other relevant organisations working on tax and Double Tax Agreements.

There were about six of the Hon Members who were there for the meeting and there were ready for it by the support of CAPA the other day.

Mr. President, with this, I come to the end of my presentation, and I thank you very much, Hon Members.

M. LE PRÉSIDENT : Merci.

Chers collègues,

Le deuxième document présenté par notre Président n'a pas circulé entre les mains des honorables parlementaires. Ce que nous pouvons faire, c'est de prendre tout simplement note, parce que ce document est encore en cours d'élaboration.

Maintenant, j'ouvre le débat sur le point sur le budget 2020.

La première personne inscrite sur ma liste est l'honorable Abdallah Barkat Ibrahim de Djibouti.

Honorable Abdallah ?

(Silence dans la salle)

La deuxième personne est l'honorable Bissiri Joseph Sirima du Burkina Faso.

(Silence dans la salle)

La troisième est l'honorable Segepoh Solomon Thomas de Sierra Leone.

HON. SOLOMON SEGEPOH THOMAS [SIERRA LEONE]: Mr President, Honourable Members, there is a saying where I come from that says "It is not always prudent to

scold a dog for eating the bone, it is also necessary sometimes to scold the bone for making itself attractive and available to the dog.” There is no gain saying, Mr President, Honourable Members, that the other organs and institutions of the African Union, like the PRC have definitely no respect for Members of the Pan-African Parliament. The house bade ourselves available and attractive to be treated this way. We are not saying Mr. President, Honourable Members, that the African Union is blameless but what I am saying is the fact that we too have played a part in our treatment. For example, we have refused deliberately to be properly accountable, we have also refused to submit our report on time, we have also refused to properly execute a budget assigned to us. Because I cannot understand why there will be vacancies in the departments and we underperform when it comes to our budget. That is more the reason why the PRC have the audacity to cut allowances for entitlements belonging to Members of Parliaments without proper recourse.

Mr. President, Honourable Members, I think we need an introspection of our programmes and general operations. We must act now to bring back our respectability. I therefore urge you all. Of course, I know, when it comes entitlements for Members of Parliament, we are certainly going to get our entitlements back because they cannot take away the entitlements of Members of Parliament and go to sleep. You won't sleep as long they temper with the entitlements of Members of Parliament. But what I am saying, in addition to that is that, Mr. President, Honourable Members, when you try to recover entitlements, let us not forget, the staff also, the members of our staff. They are children of Africa too, of course they do not have a voice in this forum, they cannot come and talk here because they do not have a voice here, but they too are the reason why we are here, so let us not forget to recover their entitlements also. Because, there is no better insult to the dignity of a man's labour than to cut his take-home, when you know exactly that individual has no option. So I hold you all, Mr. President, Honourable Members, to accept the recommendations and this update so that we work together as a Parliament to ensure but we recover the respectability we deserve. Thank you very much.

Mme LA PRÉSIDENTE : Merci cher collègue.

Je passe maintenant la parole à l'Honorable Abdellatif Abdouh du Maroc.

Est-il dans la Chambre ?

(Silence dans la salle)

Je passe la parole à l'Honorable Sidia Sama Jatta de la Gambie.

HON. SIDIA SAMA JATTA [THE GAMBIA]: Thank you, Madam President. The previous speaker has articulated on what I wanted to say, so pass.

Mme LA PRÉSIDENTE : Merci.

La parole est maintenant à Mohammed-Mubarak du Ghana.

(Silence dans la salle)

Il n'est pas là ?

Je passe la parole à l'honorable Aboubacar Sidiki Koné de la Côte d'Ivoire.

(Silence dans la salle)

Il n'est pas dans la Chambre non plus ?

Je passe la parole à l'honorable Bala Ibn Na'allah du Nigéria.

(Silence dans la salle)

Il n'est pas là non plus ?

La parole est maintenant à l'honorable Toussaint Manga du Sénégal.

(Silence dans la salle)

Honorable Toussaint Manga du Sénégal n'est pas dans la Chambre ?

La parole est à l'honorable Sen. Dr. Abdoullahi Ibrahim Ali du Kenya.

(Silence dans la salle)

Il n'est pas là non plus ?

La parole est à l'honorable Boundja Jaques Yempabou du Bénin.

Il n'est pas là ?

Il est là ?

HON. BOUNDJA JAQUES YEMPABOU [BÉNIN] : Je vous remercie Madame de m'avoir passé la parole.

Je crois que ce qui s'est passé par rapport à ce budget devrait nous interpeller ; nous interpeller à mieux faire notre travail, parce qu'il a été dit que ce budget s'appuie sur l'exécution des trois dernières années. Alors, lorsque j'ai parcouru le budget, j'ai constaté effectivement que ces trois dernières années, le budget, surtout le budget-programme, n'a jamais été bien exécuté.

Au lieu de s'en prendre à ceux qui prennent la décision – parce qu'on connaît les raisons pour lesquelles ils ont pris cette décision – il va falloir désormais qu'on prenne des dispositions ; que le Bureau prenne des dispositions pour que les différentes commissions fonctionnent à merveille ; parce que si les commissions fonctionnaient, 19 % de taux d'exécution du budget-programme, c'est tout à fait inadmissible.

Donc voilà, tout ce que je voulais dire, Madame la Présidente. Je suis quelqu'un qui accepte les reproches et les reproches permettent de bien faire et de mieux faire.

Voilà, merci Madame.

Mme LA PRÉSIDENTE : Je suis tout à fait d'accord avec vous, cher collègue.

Je passe maintenant la parole à l'Honorable Lucia Dos Passos du Cap-Vert.

HON. LÚCIA MARIA MENDES GONÇALVES DOS PASSOS [CABO VERDE]: - Muito obrigada Senhora Presidente.

Eu espero que a tradução esteja a funcionar.

Eu até poderia prescindir com a intervenção do colega de Serra Leoa, mas não ficaria bem com a minha consciência se não deixasse aqui a minha contribuição. Estamos a falar de um instrumento fundamental na gestão que é o orçamento.

Estamos a questionar a atitude da CRP da União Africana.

Vejamos quantos deputados estão presentes nesta Sala para discutir um instrumento tão importante para o funcionamento do nosso Parlamento? Por isso, não temos razão de queixa, de reclamar dentro da União Africana. Eles estão 100% pertos da razão. Merecemos esse corte de orçamento.

Aproveito para felicitar o Presidente da Comissão das Finanças que teve a coragem de colocar a nu, de uma forma transparente, qual é a nossa capacidade de realização neste Parlamento.

No mês de Agosto tínhamos uma taxa de realização de 39%, estamos hoje no último trimestre de 2019 com uma taxa de 54% de realização.

Quem terá a coragem de nos aumentar o orçamento, a não ser a pessoa que não tem noção do que é gestão e a pessoa que não tem noção de responsabilidade.

Nós não estamos a cumprir com a nossa responsabilidade! Temos que colocar a mão na ferida para saber de que lado está a culpa, se está nos técnicos, nos administrativos ou se está connosco, os Parlamentares.

Estivemos antes de ontem na Comissão do Género a fazer o exercício da aprovação do Plano de Actividades para 2020, nós não sabíamos, aliás, até este momento eu não sei qual é o montante que é destinado a esta Comissão para dizer aos meus colegas, olha, temos 20 mil, 10 mil, 50 mil para trabalharmos em 2020.

Aprovamos um plano estimativamente, depois vamos ser acusados que não estamos a cumprir o nosso plano porque não temos meios e isso não pode ser! Isso não poderá continuar a acontecer nesta Casa Parlamentar!

Temos que arcar com as responsabilidades!

Eu peço aqui à Senhora Presidente junto da Mesa que nos indique claramente quem é a pessoa responsável nesse Parlamento que nós os Presidentes das Comissões devemos dirigir directamente a essa pessoa para sentarmos e fazer o orçamento das nossas actividades e ajudar o Parlamento a cumprir com a sua responsabilidade para ter no final do próximo ano 2020 um mínimo de 90% de realização das execuções de orçamentos.

Isso é falta de respeito para com o povo africano, estarmos cá a gastar dinheiro e chegar aqui no final do ano a dizer que nós temos uma taxa de 50% de realização com dinheiro que poderá ser devolvido a União Africana, e estarmos aqui a exigir de novo que a União Africana nos financie mais para o nosso Parlamento. Portanto, eu acho que isso mostra que a nossa capacidade de execução precisa ser melhorada.

Em relação aos funcionários, eu acho que o Parlamento Pan-Africano precisa fazer aquilo que nós chamamos em Inglês *de job training*, portanto, capacitar no local de trabalho.

Nós não precisamos de recrutar mais pessoas e aproveitar o que já temos porque não vamos despedir ninguém para colocar no desemprego e aproveitar os que já estão cá, capacitá-los de acordo com as necessidades que o Parlamento tem para uma melhor execução das nossas actividades e cumprir com as nossas responsabilidades.

Muito obrigada.

Aplausos

Mme LA PRÉSIDENTE : Merci chère collègue.

On a épuisé la première liste.

J'ai devant moi une deuxième liste de quatre personnes.

Je vais passer la parole au Vice-président, Honorable Chief CHARUMBIRA.

HON. CHIEF FORTUNE CHARUMBIRA [ZIMBABWE]: Thank you, Madam President. I believe as the previous speaker has said, this is one of the most, and I am saying one of the most not the only, I have to be careful not to say one of the most important; one of the most important debates in this Chamber and we thought MPs would be here to apply their minds. I just want to reinforce some points especially on the issue of submission of reports and the budget execution.

When we went to PRC in July, PAP was attacked several times for not just submitting periodically budgetary execution reports, just to say this is the money we have used. I think we need to work together with the Finance Committee. We need to have a special committee within your sub-committee to work on this issue. It was very embarrassing to go through that experience.

Then we look at the cuts, Chair on page 9, the cuts I think need to be negotiated further because programme budget has been cut by more than 2 million yet already we are unable to undertake programmes even with the current amount. So if now you cut the only leg, it is like a person with one leg and then you cut the second leg, basically you are saying you cannot move anymore. I think we need to protest on this one. It is very important that this one cannot remain like this.

We need to go deeper, and if we go to page 8 on MPs allowances, I see the figure going down significantly. Again, we need to go back to this one. So Madam President, that Committee that has been proposed to be constituted from the Bureau, Finance and Audit must go and engage with the PRC. I think it is a very urgent matter. Thank you very much.

Mme LA PRÉSIDENTE : Merci, cher collègue.

Je passe maintenant la parole à l'Honorable Paulette MOUNGUENGUI du Gabon.

Est-ce qu'elle est dans la Chambre ? Oui, vous avez la parole.

HON. SEN. PAULETTE MOUNGUENGUI [GABON] : Merci Madame le Président.

J'ai suivi avec grand intérêt l'exposé relatif à la proposition du budget qui a été approuvée pour 2020.

Je remercie le Président de la Commission.

J'ai une toute petite question. Elle concerne les activités menées par les Commissions. J'ai cru comprendre que chaque Commission bénéficiait de 80 mille dollars ou bénéficierait de 80 mille dollars.

Ma question est la suivante :

Sur quelle base se fait la répartition de ces dotations, si je peux les appeler ainsi ? Parce que j'ai constaté en travaillant hier, dans le cadre de la Commission dont je suis membre, que les activités étaient alignées, mais aucune évaluation n'est faite. Cela signifie que les Commissions proposent des activités, mais il n'y a pas d'évaluation ; il n'y a pas d'estimation et c'est peut-être le Bureau qui va mettre les montants.

Je voudrais comprendre.

Merci.

Mme LA PRÉSIDENTE : Merci chère collègue.

Je passe maintenant la parole à l'Honorable Carole Agito de la RDC.

HON. CAROLE AGITO AMELA [RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO] :

Merci, Madame la Présidente, pour la parole.

Je voudrais faire remarquer que pour le budget, à la dernière page, le dernier tableau de la version française, les chiffres ne sont pas bien écrits. La disposition des chiffres n'est pas bonne.

Le deuxième point, c'est celui lié aux dotations par rapport aux lignes budgétaires. J'ai compris qu'il y avait des postes budgétaires pour lesquels il n'y avait aucune utilisation de fonds jusqu'à la fin de l'exercice. Le constat était fait ; le Président de la Commission que je félicite pour la présentation l'a dit. Pourtant, comme venait de le dire ma collègue du Gabon, il y a un problème dans les commissions.

Pour la première fois que j'ai siégé dans la Commission Permanente du Commerce, des Douanes et de l'Immigration, c'était avant-hier. On a fait un plan d'actions avec cinq actions à mener pour l'année 2020.

Je me suis même posée la question de savoir, pour une Commission aussi importante que les autres, pourquoi nous ne devrions avoir que cinq actions à mener pendant qu'il y a beaucoup à faire au niveau de notre continent et que les peuples attendent beaucoup de nous ?

On m'a expliqué en me disant qu'il y avait un problème de budget, que les dotations étaient faibles et qu'on ne savait pas travailler tel qu'on l'aurait souhaité. Je vois qu'il y a des lignes budgétaires qui vont retourner puisqu'on n'a rien utilisé.

En matière financière, je ne pense pas que d'autorité, ceux qui gèrent le budget au niveau du PAP pourraient d'eux-mêmes désaffecter ces fonds là. Mais plutôt, je propose, s'il y a lieu, qu'à chaque fois, après évaluation des exécutions budgétaires, si on pourrait faire des demandes auprès de l'Union africaine pour réaffecter ces fonds, pour que cela ne paraisse pas comme un détournement auprès des lignes budgétaires qui en ont besoin, notamment les travaux en commissions.

Merci Monsieur le Président.

Mme LA PRÉSIDENTE : Merci chère collègue.

Maintenant, dernier intervenant, Honorable Yerima Chihana du Malawi.

HON. YEREMIA CHIHANA [MALAWI]: I was not meant to contribute on this one; it was on digital advance payment agreement and not on CAPA.

Mme LA PRÉSIDENTE : Merci cher collègue, on va en tenir compte.

Avant de passer la parole au Président de la Commission, il y a quelque chose qui est revenue, qui est récurrente et qui est vraie : c'est que les commissions manquent énormément de moyens pour faire leur travail et pendant ce temps, on retourne de l'argent. Il y a de l'argent qu'on ne parvient pas à utiliser.

Il faudrait qu'on trouve une solution à cela, parce que je sais que dans les États, il y a ce qu'on appelle un réaménagement budgétaire, c'est-à-dire quand tu n'a pas pu utiliser le montant pour quelque chose de bien donné, mais tu l'affectes comme l'a dit ma collègue de la RDC.

Donc, il faudrait qu'on voit au niveau de la Commission, s'ils peuvent faire aussi des propositions au Secrétariat général afin qu'on fasse des demandes à chaque fois qu'on a évalué et qu'on voit qu'il y a un montant qui reste alors qu'on a des besoins, qu'on fasse un réaménagement. Et cela ne va pas se limiter au niveau du Secrétariat. Je pense qu'au niveau du Bureau, on a aussi une pression politique à faire.

On a suffisamment de problèmes, trop de problèmes avec le COREP comme tout le monde le dit, parce que le Conseil exécutif vient après le COREP. Et quelqu'un l'a dit hier, je crois que les Ambassadeurs viennent aussi de nos États. Il y a un manque de volonté politique manifeste par rapport au PAP.

Donc, il faudrait qu'on fasse aussi le lob auprès de nos ambassadeurs pour qu'ils soient plus regardant par rapport à notre Institution. C'est ce que je vais inviter les uns et les autres à faire pour qu'on puisse avoir des solutions à tous ces problèmes qui reviennent de façon récurrente.

Je passe maintenant la parole au Président de la Commission pour répondre aux questions.

Je vois qu'il y a eu beaucoup de contributions, mais il y a quand même quelques questions.

Je lui passe la parole pour ses réponses.

Merci.

HON. JAMES REAT GONY [DEPUTY CHAIRPERSON, COMMITTEE, MONETARY AND FINANCIAL AFFAIRS]: Thank you very much, Madam Chair and thanks to the colleagues who made some remarks. The key for us to go to Addis and convince or educate our Ambassadors who are under PRC is to get our mandate back that the budget of the Union should come back to PAP. Somehow they assume they are Bureau when they are actually bureaucrats even at home. Imagine a national parliament reporting to an Ambassador. That one cannot happen but this is the situation now. And our in-fighting here does not help because when we went to 'Bara' the first thing they were asking us is what happened in May. Those things that are being discussed here, we had to hide behind that the Bureau is taking actions on these issues.

Madam President, as I said this budget is final and concluded. The only thing we are doing today is to inform the House that the 10 million adopted in May has been cut by 4.3 million. The only thing left is that we can show a real cost in our dialogue with the PRC that we need more funds. They are open for that discussion between now and March 2020.

Hon. Chief, as he said he was there in July with Honourable Bouras and others. Initially, they were not received at all. They were even wondering why they were there, what the PAP is doing there. But after they interacted with individual hostile Ambassadors on one to one, they came to understand that MPs of Pan-African Parliament have two constituencies. One is the one that elected you to your National Parliament and the other constituency is the African people represented here at the PAP. When you come to work for the people of Africa, you forego or you lose allowances that you would have been given to go and visit your constituents because you have not gone to the constituency, therefore your PAP will not pay you. Therefore, African Union through the Pan-African Parliament should pay you your allowance for your time here to communicate with your constituents back home because next time they will not elect you, if they do not know where you are and what you are doing and you are solving their problems.

The per diems the Ministers of Finance were questioning, like all of us who work in finance, the finance people don't like magicians, and they always question everything. Unless you convince them, they will not accept. They said we give them per diems and

tickets to go to Midrand, what is all this other money they want? From African Union, it is contributed by the same Member States. So with the team that is going to go to Addis to engage the whole PRC, we are hopeful that this decision will be reversed.

Also on the staff, Pan-African Parliament is a continental institution or international institution like the UN and others and for us to attract high calibre staff to this institution we need to give them a fair package so that we do not lose people. I know we have lost one of the good staff members from this PAP to a UN agency in Pretoria only in the last three months. I don't need to mention the name. Others will always go, and no wonder you see the high turn-over of staff from this institution. They need to get a fair deal, a fair pay for equal work whether they are South Africans, Moroccans or whatever. They do the same job, they have the same families, they have houses, cars and so on. They should be given adequate compensation for their work. So the team needs to go and educate the PRC members to understand this.

Also, the issue of making a discretion and reports to Addis, how come we came to learn in August that one of the reasons we are being punished because some of the cuts as I mentioned were arbitrary, with no reason at all, they just cut this line, cut that line to bring us to 16 million. The report we are talking about produced by this one-man show I told you from Monitoring and Evaluation of Pan-African Parliament in collaboration with the Department of Finance of PAP and used to go with them to Addis to explain how we are achieving our strategic objectives for the benefit of Africa and the value the PAP was contributing to the Union. Three years ago or two years or so, the gentleman for some reason has been sidelined here in PAP. So finance goes alone and they tried to improvise some small reports here and there which do not conform to the monitoring and evaluation of the African Union as a whole. So they do not call it a report.

Last week we managed to get to the bottom of this. We got the finance team, who admitted they used to work with him, and we gave them an assignment to go and ask people of Addis, is it the same report they produced together or new reports and report back to us in our meeting last Tuesday. They came back together with the template that is wanted by the African Union Commission that should be produced twice a year—bi-annually and an annual report. They now agree to work together and whenever there is

a meeting in Addis, Finance Committee will go and the person of this M&E will go to see the overall performance of our institution and we hope they will adhere to that.

Now, the issue of how much is going to each Committee. I think it will depend on the activities of each Committee and the work plan because if you have your work plan set out and you have your meetings scheduled, you just need to write to the Bureau, the Bureau of which will send to the Clerk and the Clerk authorizes and gives it to the finance people, which should have the meetings. If somebody says there is no money, it is not true. I just told you when I was standing there. There is a lot of money – US\$530 000+ for this year, only \$US15,000 is used out of US\$30,000. There is a lot of money and we need to use as much as possible so that next year it is not cut further to zero. I think, Your Excellency, Madam President, I can only thank everybody for this and I encourage the Bureau to capacitate the Department of Monitoring and Evaluation with at least two more professionals to help the gentleman there because without these reports when Honourable Chief goes back in March as you promised the PRC people, he will be asked - where are the reports? and that will be very funny and very tough to handle. So I thank you very much.

Mme LA PRÉSIDENTE : Merci beaucoup, Monsieur le Président, pour ces réponses qui sont claires et nettes.

Je veux juste revenir sur quelque chose que vous avez dit, qui est très important. C'est le vote du budget. À Nouakchott, au Sommet des Chefs d'État, le Président a eu pratiquement, ils ont failli en venir aux mains par rapport à cette proposition que le Bureau a eu à faire, parce qu'on a dit qu'il n'y a pas de raison que le budget ne soit pas voté par le Parlement panafricain.

Ils ont dit que nous ne sommes pas habilités à voter le budget, ils sont allés plus loin en votant une recommandation, pour dire que nous, nous ne devons pas nous occuper de diplomatie. La diplomatie, on doit la laisser à l'Exécutif, c'est-à-dire aux ministres des Affaires étrangères de nos États.

Nous sommes restés une demi-journée à débattre de ces questions. C'est pour cela que je vous dis qu'il y a un manque de volonté politique manifeste. Et je crois que dans nos États, c'est nous qui votons le budget ! Il n'y a donc pas de raison qu'on nous dise

qu'on n'a pas la capacité d'analyser un budget et de le voter, parce que c'est l'Assemblée nationale, les parlements nationaux qui votent le budget chez nous.

Donc, je reviens encore à ce que j'avais dit, c'est la sensibilisation de nos ambassadeurs et de nos ministres pour qu'ils reviennent à la raison.

Si on n'avait pas insisté, on n'allait plus s'occuper de diplomatie. Alors que tout le monde sait le rôle que la diplomatie parlementaire joue dans nos États.

Je voulais juste revenir sur ce petit point pour que vous sachiez combien on a des difficultés, des problèmes pour être entendu.

Je vous remercie et je sou mets à la Chambre le point d'information sur le budget 2020. Il n'y a rien à voter. C'est juste un point d'information.

On va maintenant passer au point suivant sur l'Accord relatif à la double imposition.

Je passe la parole au Président pour donner les informations sur le point sur l'Accord relatif à la double imposition.

Vous m'excusez, je n'étais pas dans la salle, donc je n'avais pas eu la bonne information. Je m'excuse.

Ça été fait, on passe au débat.

J'ai une liste de six personnes.

Je passe la parole à l'honorable Dr Zalikatou DIALLO de la Guinée, pour son intervention.

HON. DR ZALIKATOU DIALLO [GUINÉE] : Merci Madame la Présidente.

Je commencerais d'abord par féliciter Monsieur le Président de la Commission Permanente des Affaires monétaires et financières, l'Honorable James Reat GONY, pour la qualité de ses deux présentations qui nous ont beaucoup édifiés.

En fait, nous ne pouvons que soutenir cette initiative d'améliorer la Convention sur la double imposition dans la mesure où rien que l'exemple que nous avons vécu ici, avec le rapport de l'ancien Président d'Afrique du Sud, Thabo MBEKI, sur les flux illicites des

capitiaux où l'Afrique a un manque à gagner par an de 50 milliards de dollars. C'est très révoltant.

Donc, nous devons faire un effort pour limiter cette hémorragie financière qui pénalise les États africains et réduire les flux financiers illicites. Il a fait un exposé, nous ne pouvons que soutenir ces recommandations faites par la Commission pour que les responsables de l'Exécutif de l'Union africaine adhèrent à cette idée d'améliorer ces Conventions et que lorsque cette Convention sera adoptée, qu'elle soit domestiquée pour renforcer nos législations nationales en matière de double imposition et aussi que sa mise en œuvre ne souffre d'aucune entorse.

Je vous remercie, Madame la Présidente.

Mme LA PRÉSIDENTE : Merci chère collègue.

Je passe maintenant la parole à l'Honorable Yousef de la Libye.

Honorable Yousef de la Libye !

HON. YOUSEF MOHMMED KAMOUD ALFAKHRI [LIBYA]:

السلام عليكم ورحمة الله وبركاته

شكراً سعادة الرئيسة على إتاحة هذه الكلمة لي، مع إنني طلبت الكلمة منذ يوم أمس بخصوص تقرير الكابا وأنت الآن وهي فرصة سعيدة أنني حصلت على هذه الكلمة، لذلك سوف أتكلم فيما طُرحَ اليوم لكي نلتزم بجدول الأعمال وهو مطروح أمامي.

أنا لذي قبل أن أدلي بملاحظاتي بخصوص الازدواج الضريبي والتهرب الضريبي، لذي ملاحظة للسيد نائب رئيس لجنة المالية، وأنا هنا أشكره صراحةً على هذا التقرير الواضح والوافي والشامل وكذلك على صراحته، فأنا سعيد لوجودي هنا واستمع إلى تقارير لديها معيار عالي من الشفافية والوضوح، وأنا عن نفسي سُررت جداً وشعرت بالارتياح لأنني كعضو عن القارة الأفريقية عندما أتيت إلى هذه المنصة وأديت القسم القانوني، قسمت على أن أحافظ على موارد القارة وأن التزم بمصالح القارة، فأنا أشكر كل المعارضين يوم أمس على صراحتهم وعلى التقارير التي لمست فيها معيار عالي من النزاهة والشفافية.

السيد نائب رئيس لجنة المالية:

أنا لذي ملاحظة، نحن يوم أمس واليوم الذي قبله كنا نتحدث عن خطة اللجان والخطط الخاصة بالمجموعات التابعة للبرلمان الأفريقي، وكنا نتحدث عن المشروعات والخطط التي سوف تُقام من خلال هذه اللجان. الآن، أنا أجد أمامي ميزانية، وهي ميزانية تعتبر معتمدة، و نحن اليوم وأمس نتحدث عن خطط 2020 للجان والمجموعات. إذن، ما تحدثنا بخصوصه يوم أمس فيه ما أعتد وفيه ما لم يُعتمد بعد.

الآن، عندما نقول أنا الميزانية اعتمدت، فكل ما تحدثنا عنه في جلساتنا كلجان ومجموعات لن يكون مُتضمّن داخل هذه الميزانية. لذلك، السيد نائب رئيس لجنة المالية: أرجو منك مع أن هذا البند تم تجاوزه، لكن أود أن أفهم وأود التوضيح بخصوص هذه النقطة.

أما بخصوص البند المطروح والذي أتيحت لي الكلمة بأن اتحدث فيه، فأني لذي ملاحظة وهي بالنسبة للنسخة العربية التي أمامي، فهي عبارة عن مواد وهذه المواد مرقمة فقط، على سبيل المثال المادة رقم 1 والمادة رقم 2، ولكن بدون أي محتوى لهذه المواد. فكما جرت العادة، فإن الاتفاقيات تأتي بالمواد مُصاغة بتفاصيلها بحيث عندما نطلع عليها، نعرف عن ماذا نتحدث، وما تحتويه هذه المواد.

وقد جرت العادة، وهذا ما نعمل به داخل البرلمانات الوطنية، أنه عندما تنوي أن تُشرع قانون أن تراجع هذه المواد بالمادة، وهذا ما نعمل به في البرلمانات الوطنية. فعلى سبيل المثال، نحن كممثلين عن البرلمان الليبي، عندما نذهب بهذه الاتفاقية إلى دولنا أو برلماننا الوطني ونتحدث معهم بخصوص هذه الاتفاقية، سوف يطلبون منا طلب بسيط جداً: ماذا تحتوي هذه المواد؟ أنا النسخة العربية التي لدي ليس فيها أي تفاصيل لهذه المواد.

النقطة الأخرى والأخيرة، أنا أعرف أنه في الاتفاقيات، وكما جرت العادة، هناك ديباجة خاصة بكل اتفاقية، يعني أنا من خلال هذه الورقة التي أمامي وهي النسخة العربية - قد يكون هناك خطأ في الترجمة- لا توجد أي ديباجة لهذه الاتفاقية، وهذا شيء أراه مخالف للصيغ والديباجات المتفق عليها دولياً.

شكراً السيد الرئيس

Mme LA PRÉSIDENTE : Merci cher collègue.

Je passe maintenant la parole à l'Honorable Jaques Yempabou du Bénin.

Honorable Jaques Yempabou du Bénin !

HON. BOUNDJA JAQUES YEMPABOU [BÉNIN] : Non Madame, c'est une erreur.

Je n'avais pas demandé à prendre la parole.

Mme LA PRÉSIDENTE : Merci.

Je passe maintenant la parole à l'honorable Joseph Osei Owusu du Ghana.

Honorable Joseph du Ghana !

(Silence dans la salle)

Il n'est pas dans la Chambre ?

Honorable Segepoh Solomon Thomas de la Sierra-Leone !

(Silence dans la salle)

Il n'est pas dans la Chambre non plus ?

Honorable Yerima Chihana du Malawi.

Tout à l'heure, vous avez dit que c'est sur ce deuxième point que vous voulez intervenir.

Vous avez la parole !

HON. YEREMIA CHIHANA [MALAWI]: Thank you, Madam President. I just have one issue on which to comment, double taxation and tax avoidance. Our biggest challenge in Africa and most African countries, this issue of tax avoidance takes place at State Houses. I am very doubtful how we can enforce tax evasion because most of the large contracts and deals are taking place at State functions. It is a thing which is very difficult and I don't know how Pan African Parliaments can help.

On advance payment which we are trying to curtail double taxation, it is difficult also to enforce between country to country and one case in point is between Kenya and Malawi because it was benefitting Malawi, Kenya just withdrew unilaterally. I am very happy with the Ethiopian government on Malawian Airline for the agreement is working but in some cases it is not working. I think we need to enforce and debate further so that we should find a real mechanism how this can be applied. Thank you.

Mme LA PRÉSIDENTE : Merci beaucoup, cher collègue.

J'ai fini avec la liste que j'avais pour cet après-midi.

Il y a eu beaucoup plus de commentaires que de questions.

Je passe la parole au Président pour répondre aux questions.

Je crois qu'il y a eu deux ou trois questions, sinon il y a eu plus de contributions.

Merci.

HON. JAMES REAT GONY [DEPUTY CHAIRPERSON, COMMITTEE, MONETARY AND FINANCIAL AFFAIRS]: Thank you, Madam President and thank you colleagues for appreciating our report. First, I will start from the last one - who also happens to be a Member of my country. The idea of having a continental model on ATAC is to resolve some key issues that are contributing to leakages and preventing our countries to mobilize sufficient resources for our development, health, education, infrastructure and

so on. Because of the treaties that were drafted by those who are colonizing our country, by the time they were leaving, they rushed some agreements to suit them, their nationals and their corporations.

Also as my colleague just said, when corporations come to your country they will demand unbelievable incentives for them to come, or if you do not give them they will go to another country in Africa, while shopping for a better deal.

With this model, we believe, adopted already by Third World countries national tax administrators or revenue authorities who are members of ATAF - because now they share information. They will be able to advise their countries and share with their colleagues in the other countries if they go and do same deals then also that one can be closed. The heads of state, when they went to China the last Summit for African leaders in China, they were given US\$6 billion for projects. And every country that needs a programme or whatever, they sign there and then. Even though I believe all our constitutions say that loans and international agreements and what not are supposed to be ratified by parliaments. The leaders just go and sign; they come back for formality they tell Members of Parliament - usually the ruling party has majority in Parliament. It is rubber-stamped, not calculating the benefit and costs of certain agreements.

Some agreements are just signed in dinners at home - the State House as my colleague said. Normally, the minister instructed by the President or whoever just signs there. And for those of us who has studied law, especially contract law, you would know that the devil will always be in the fine print hidden a small little thing down - exclusion clauses, you know. A lot of time we do not study those; you just sign, and you just sign away the life of the country like that.

There is something called advance payments; the reason in South Sudan the of Minister of Petroleum was fired for getting money from companies, in lieu of fresher oil shipments, six to nine months in advance. When it was brought to the attention of the President by Parliament he was fired. Now he is unfortunately under house arrest, being investigated and so on. And those contracts were cancelled, three of them. So advance payment is a bad deal; it is at the heart of corruption because how do you know the number of barrels of oil in six months' or nine months' time if you can sell 600,000 barrels of oil now. So, I agree with you.

Number two, my colleague from the Namibia, you asked for provisions. This is the document that you should have. The provisional articles are all there, what I read is the summary of that. The print-out is here and on page four, it starts with a preamble; credit to African Union Commission on International Law. They say exactly what you said, that what ATAF had did not have a preamble and for something like this, it must start with a preamble. And also introduce chapters. So if you do not have a copy, I ask those who are at the entrance to give you.

We also discussed this thing at length, actually article by article, in May. Maybe you were not here. That is why it is an update on what we presented in May and it was adopted, in principle, so that the ATAC model be translated to the African Model and this is what it looks like now.

The budget available we circulate the document to you 31st of August - that will give you the overall budget for 2019, how much is used for the eight months - that give us a 54% execution rate and the balance. It is supposed to be 46% of the budget – it is there, line by line. If you gave your email to the Secretariat, probably it is in your email now. You can go and check that.

The high level panel that was led by H.E. Thabo Mbeki, the former president of South Africa, did an excellent work. And when I say to the floor that an illicit financial flow was identified, six institutions, including ATAF and this high level panel that includes our programme for 2020. Issues of working independently, including also the Commissioner of Economic Affairs; we want to harmonise all that they are doing. We have been receiving updates from them, presentations, but we want to concretise all that they are doing and give them a task of these institutions to undertake research from August say to January, February; to give us real figures - because their figures also differ. The high level panel would say US\$50 billion loss, and if you look at the time they produced their report it is already out-dated. It is obsolete; it is no longer useful because the world of commerce moves on every day and every minute; we need fresh figures.

The economies in Africa have been growing and therefore the illicit flows through these corrupt practices would have also have grown, if it was US\$50 billion maybe it is US\$200 billion now. We want to know and bring to the House here so that we are fully informed on the current status of these monies called Illicit Financial Flows - which is

depriving our people of development. We need your support and I promise you that we will really conclude our reports in the near future. With this, Madam President, I thank everybody. Thank you.

Mme LA PRÉSIDENTE : Merci cher collègue.

Je voulais juste parler des soixante milliards dont vous avez parlés. C'est vrai que les États signent souvent des conventions, moi j'en ai l'exemple au Mali, mon Président était allé en Chine et les gens étaient tellement contents qu'ils sont allés l'accueillir à l'aéroport. C'est tout le monde qui est monté à l'aéroport pour l'accueillir parce qu'il avait signé plus de soixante milliards pour le pays.

Mais, il faut voir les conditions de décaissement de cet argent, comme vous l'avez si bien dit. Si on doit prendre l'exemple de la Chine, parce qu'on parle de la Chine, souvent les entrepreneurs meurent tout simplement parce qu'on donne tous les marchés, presque à 80 %, dans certains de nos pays, à la Chine.

Quand ils donnent de l'argent, il y a aussi des conditions de décaissement de cet argent. Mais qu'est-ce qui se passe avec la Chine ? C'est qu'ils viennent avec les prisonniers pour travailler et ils sont exonérés, c'est-à-dire tout ce qu'ils amènent est exonéré. Que ce soit le ciment, que ce soit le bois, tout est exonéré. Donc ils viennent avec tout exonéré.

Et quand ils ont un marché, je sais de quoi je parle, ils viennent avec des bateaux pour 10, 15 ou 20 marchés, ce qui fait que lorsqu'on fait un appel d'offres, systématiquement, les Chinois ont le marché sans compter qu'ils savent corrompre les gens pour avoir le marchés.

Et c'est l'occasion pour moi de féliciter le Burkina Faso, parce que depuis des années, il n'y a pas question d'avoir un marché, au Burkina Faso, un étranger, si en tout cas une multinationale, si tu n'es pas dans le domaine du BTP, si tu ne t'associe pas à un ressortissant burkinabè, tu ne peux pas avoir le marché.

Et je crois que c'est ce qu'il faut que nous, en tant que représentants des peuples, parce qu'on représente les peuples africains, on ne doit pas laisser aussi nos entrepreneurs mourir, parce que les autres viennent, ils prennent tout, ils sont dans le

BTP, ça fait des milliards, après maintenant ils sont dans la coiffure, ils font les ongles, maintenant même ils font les sandwiches. Il n'y a plus de travail pour les ressortissants.

Je voulais donc juste profiter de cette brèche qu'il a ouverte pour dire qu'on doit faire beaucoup attention et puis avoir un regard sur ce qui se passe par rapport à l'argent qu'on nous donne ou par rapport aux signatures qu'on nous fait faire.

C'est juste ce que je voulais rajouter.

S'il n'y a pas d'observation, il n'y a pas de remarque, le Parlement prend note.

(Coup de maillet)

Je passe maintenant la parole au Secrétaire général, s'il y a des annonces.

Monsieur le Secrétaire général, est-ce qu'il y a des annonces ?

M. LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL : Il n'y a aucune annonce.

Mme LA PRÉSIDENTE : S'il n'y a pas d'annonces, la séance est suspendue jusqu'à demain.

Merci.